

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 2007

[2004/201654]

1^{er} AVRIL 2004

Décret relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Disposition générale

Article 1^{er}. Le présent décret modifie le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ainsi que le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et porte le décret relatif à l'assainissement des sols pollués.

TITRE II. — Dispositions modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine

Art. 2. L'alinéa 1^{er} de l'article 25 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine est remplacé par le texte suivant :

« Le plan de secteur comporte des zones destinées à l'urbanisation, des zones non destinées à l'urbanisation et, le cas échéant, des zones de réhabilitation. »

Art. 3. Un article 34*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 34*bis*. - De la zone de réhabilitation.

La zone de réhabilitation couvre un périmètre de site d'activités économiques à réhabiliter et est destinée à recevoir toute affectation visée à l'article 25, à l'exception de la zone agricole, de la zone forestière ou de la zone naturelle. La mise en œuvre des zones de réhabilitation d'une superficie d'au moins 0,5 hectare est subordonnée, pour toute affectation visée à l'article 25, alinéa 2, à l'existence d'un plan communal d'aménagement couvrant toute la zone. »

Art. 4. A l'article 49, alinéa 2, du même Code, les mots « ou de la mise en œuvre d'une zone de réhabilitation en vue de l'affecter en zone d'activité économique mixte ou industrielle » sont insérés entre les mots « zone d'aménagement différé à caractère industriel » et les mots « , le plan communal ».

Art. 5. L'article 85, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code est complété par un 3^o rédigé comme suit :

« 3^o des données relatives au bien inscrites dans la banque de données de l'état des sols visée à l'article 14 du décret relatif à l'assainissement des sols pollués. »

Art. 6. L'article 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code est complété par un 4^o rédigé comme suit :

« 4^o lorsqu'il concerne des actes et travaux en zone de réhabilitation non couverte par un plan communal d'aménagement en vigueur. »

Art. 7. L'article 150*bis*, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code est complété par un 8^o rédigé comme suit :

« 8^o les données relatives au bien inscrites dans la banque de données visée à l'article 14 du décret relatif à l'assainissement des sols pollués. »

Art. 8. L'article 153, alinéa 1^{er}, du même Code est complété comme suit : « ou, nonobstant une mise en demeure par le Gouvernement conformément à l'article 169/9, n'exécutent pas les obligations visées à l'article 169 ».

Art. 9. A l'article 155 du même Code, sont apportées les modifications suivantes.

1. Le paragraphe 1^{er} est complété comme suit :

« Le fonctionnaire technique visé à l'article 1^{er}, 16^o, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement peut, dans les mêmes conditions, poursuivre la réparation visée au paragraphe 2, 4^o, lorsqu'un assainissement de terrain au sens de l'article 167 est requis. »

2. Le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, est complété par un 4^o rédigé comme suit :

« 4^o soit la réhabilitation du site selon la procédure visée aux articles 169 et suivants lorsque le bien est repris dans la liste des sites d'activités économiques à réhabiliter. »

3. Au paragraphe 5, alinéa 1^{er}, les mots « soit la réhabilitation du site selon la procédure visée aux articles 169 et suivants lorsque le bien est repris dans la liste des sites d'activités économiques à réhabiliter » sont insérés entre les mots « travaux d'aménagement, » et les mots « ceux-ci sont exécutés ».

Art. 10. L'article 157, alinéa 1^{er}, du même Code est complété par un 4^o rédigé comme suit :

« 4^o soit la réhabilitation du site selon la procédure visée aux articles 169 et suivants lorsque le bien est repris dans la liste des sites d'activités économiques à réhabiliter.

Le fonctionnaire technique visé à l'article 1^{er}, 16^o, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement peut, dans les mêmes conditions, poursuivre la mesure visée à l'alinéa 1^{er}, 4^o, lorsqu'un assainissement de terrain au sens de l'article 167 est requis. »

Art. 11. Les articles 167 à 169 du chapitre Ier du titre Ier du livre II du même Code sont remplacés par le texte suivant :

« CHAPITRE I^{er}. — Des sites d'activités économiques à réhabiliter

Section I^{re}. — Généralités

Art. 167. - Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par :

1^o « site à réhabiliter » : un bien ou un ensemble de biens qui a été le siège d'une activité économique et dont le maintien dans l'état actuel est contraire au bon aménagement du site et pour lequel toute réutilisation nécessite une réhabilitation préalable.

Est prise en considération toute activité industrielle, artisanale, de commerce ou de service ou autre, pour autant qu'elle soit de nature économique.

Le site est délimité par un périmètre comprenant l'ensemble des biens qualifiés ci-dessus. Lorsque le site est ou a été le siège d'une activité d'extraction ou d'un terril, sont toutefois exclues du périmètre du site les surfaces non bâties relatives au périmètre d'extraction ou à celui du terril.

Ce périmètre peut également comprendre :

a. des immeubles ou parties d'immeubles encore affectés à une activité économique à condition que la réhabilitation permette la poursuite de cette activité;

b. des immeubles ou parties d'immeubles, sièges d'une activité économique mais occupés à titre précaire;

c. des immeubles ou parties d'immeubles qui ont une affectation autre qu'économique mais pour lesquels il est dûment justifié que leur disposition est nécessaire au bon aménagement du site;

2^o « réhabilitation » : l'ensemble des actes et travaux d'assainissement du terrain ou de rénovation du site supprimant les nuisances découlant du maintien de celui-ci dans son état et nécessaires à sa réutilisation qui comprennent :

a. en ce qui concerne l'assainissement du terrain, les actes et travaux d'assainissement visés par le décret relatif à l'assainissement des sols pollués, en ce compris les études d'orientation et de caractérisation;

b. en ce qui concerne la rénovation du site, l'ensemble des travaux de consolidation de la structure portante ainsi que de la mise hors eau des bâtiments, leur décontamination, la démolition de tout ou partie des constructions et installations fixes, y compris celles qui se trouvent en sous-sol, les mouvements de terres nécessités par l'opération, y compris les apports ou les évacuations de terres, l'évacuation des produits, matériaux, matériel et déchets abandonnés ou provenant des démolitions, les semis, plantations et boisements;

3^o « la société » : la Société publique d'aide à la qualité de l'environnement visée à l'article 39 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Section II. — Identification des sites d'activités économiques à réhabiliter

Art. 168. - § 1^{er}. Sur proposition d'une commune, d'une association de communes, d'un ou de plusieurs propriétaires, emphytéotes, superficiaires ou usufruitiers, ou d'initiative, le Gouvernement peut arrêter provisoirement qu'un site, dont il fixe le périmètre, est désaffecté et doit être réhabilité. L'arrêté est inscrit à la conservation des hypothèques.

Le Gouvernement fait réaliser un rapport sur les incidences environnementales dont il fixe l'ampleur et le degré de précision des informations comprenant :

1^o un résumé du contenu, une description des objectifs de l'avant-projet de périmètre de site d'activités économiques à réhabiliter ainsi que ses liens avec d'autres plans et programmes pertinents;

2^o les aspects pertinents de la situation environnementale, en ce compris l'existence d'un risque pour la santé de l'homme ou la qualité de l'environnement, ainsi que son évolution probable si le périmètre de site d'activités économiques à réhabiliter n'est pas mis en œuvre;

3^o les caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable;

4^o les problèmes environnementaux liés à l'avant-projet qui concernent les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, telles que celles désignées conformément aux directives 79/409/C.E.E. et 92/43/C.E.E.;

5^o les problèmes environnementaux qui concernent les zones dans lesquelles pourraient s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la directive 96/82/C.E. ou si l'avant-projet prévoit l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements;

6^o les objectifs pertinents en matière de protection de l'environnement et la manière dont ils sont pris en considération dans le cadre de l'élaboration du périmètre de site d'activités économiques à réhabiliter;

7^o les incidences non négligeables probables, à savoir les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires tant positifs que négatifs sur l'environnement, y compris la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs;

8^o les incidences sur l'activité agricole et forestière;

9^o les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs visés aux 7^o et 8^o;

10^o la présentation des alternatives possibles et de leur justification;

11^o une description de la méthode d'évaluation retenue et des difficultés rencontrées;

12^o les mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du périmètre de site d'activités économiques à réhabiliter;

13^o une description du rôle du site sur la structure du territoire et des possibilités réelles de réutilisation;

14^o un résumé non technique des informations visées ci-dessus.

Le Gouvernement soumet le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales ainsi que l'avant-projet de périmètre pour avis à la commission régionale, au Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, aux personnes et instances qu'il juge nécessaire de consulter, ainsi que, si l'avant-projet concerne des zones dans lesquelles peuvent s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la directive 96/82/C.E. ou s'il prévoit l'inscription de zones

destinées à l'habitat ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements, à la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement. Les avis portent sur l'ampleur et la précision des informations que le rapport doit contenir. Les avis sont transmis dans les trente jours de la demande du Gouvernement.

A défaut, les avis sont réputés favorables.

La commission régionale est informée des études préalables et peut à toute époque formuler les suggestions qu'elle juge utiles.

Le rapport sur les incidences environnementales peut être fondé notamment sur les renseignements utiles obtenus lors d'autres évaluations environnementales effectuées précédemment, sur le résultat des investigations visées à l'article 170, ainsi que sur les informations utiles permettant de retracer l'historique.

Lorsqu'il établit, compte tenu des caractéristiques des projets ou activités dont l'arrêté de réhabilitation constitue le cadre, et compte tenu des incidences et des zones susceptibles d'être touchées, que l'arrêté de réhabilitation projeté et, le cas échéant, la révision du plan de secteur ne sont pas susceptibles d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement, le Gouvernement décide, selon les modalités fixées à l'article 46, § 2, que l'arrêté de réhabilitation et, le cas échéant, la révision du plan de secteur ne doivent pas faire l'objet d'un rapport d'incidences environnementales.

Dans ce cas, la déclaration environnementale visée au paragraphe 4 reproduit la décision visée à l'alinéa précédent et sa motivation.

§ 2. L'avant-projet d'arrêté visé au paragraphe 1^{er} est soumis aux propriétaires, emphytéotes, superficiaires ou usufruitiers concernés, d'après les indications cadastrales. Ceux-ci font valoir leurs observations au Gouvernement, par envoi recommandé à la poste, dans les trente jours de la réception de l'avant-projet d'arrêté. A défaut, ils sont présumés n'avoir aucune objection à formuler.

§ 3. Le Gouvernement adopte provisoirement le projet d'arrêté, lequel, s'il échoue, mentionne le projet de révision du plan de secteur en vue d'inscrire le site dans une ou plusieurs zones visées à l'article 25.

Le projet d'arrêté, accompagné le cas échéant du rapport sur les incidences environnementales, est soumis à enquête publique. L'enquête publique est annoncée dans chacune des communes auxquelles s'étend le projet, tant par voie d'affiches que par un avis inséré dans les pages locales de trois quotidiens d'expression française ou allemande, selon le cas. S'il existe un bulletin communal d'information ou un journal publicitaire distribués gratuitement à la population, l'avis y est inséré.

Dès l'annonce de l'enquête publique, le projet d'arrêté et l'éventuel rapport sur les incidences environnementales sont déposés à la maison communale de chacune des communes auxquelles s'étend le projet, pendant trente jours, aux fins de consultation.

Le début et la fin de ce délai sont précisés dans l'annonce.

Les réclamations et observations sont adressées, par écrit, au collège des bourgmestre et échevins, avant la fin du délai de l'enquête publique; elles sont annexées au procès-verbal de clôture de l'enquête publique que le collège des bourgmestre et échevins dresse dans les huit jours de la clôture de l'enquête publique. Dans les quinze jours de la clôture de l'enquête publique, le collège des bourgmestre et échevins de chacune des communes auxquelles s'étend le projet transmet les réclamations, observations et procès-verbaux au Gouvernement, et le conseil communal de chacune des communes auxquelles s'étend le projet de plan transmet son avis; à défaut d'avis, l'avis est réputé favorable.

Lorsque l'aménagement proposé par le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'une autre Région, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à la Convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, il est fait application de l'article 43, § 2*bis*.

Lorsqu'un rapport sur les incidences environnementales accompagne le projet d'arrêté, le Gouvernement, avant le début de l'enquête publique, soumet pour avis au Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable, aux personnes et instances qu'il juge nécessaire de consulter, ainsi qu'à la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement si elle a été consultée en application du paragraphe 1^{er}, alinéa 3, le dossier comprenant le projet accompagné du rapport sur les incidences environnementales. Les avis sont transmis dans les trente jours de la demande du Gouvernement. A défaut d'avis dans ce délai, ils sont réputés favorables.

Dans les trente jours de la clôture de l'enquête publique, le Gouvernement soumet pour avis à la commission régionale le dossier comprenant le projet d'arrêté accompagné des réclamations, observations, procès-verbaux et avis. L'avis de la commission régionale est transmis dans les trente jours de la demande du Gouvernement. A défaut, il est réputé favorable.

Par dérogation à l'alinéa 3, lorsque le projet d'arrêté ne prévoit pas la révision du plan de secteur, la durée de l'enquête publique est de quinze jours.

§ 4. Dans les trente jours à dater de l'avis de la commission régionale, le Gouvernement arrête définitivement le périmètre du site désaffecté et sa réhabilitation, ainsi que sa destination et, le cas échéant, la révision du plan de secteur. En outre, le Gouvernement produit une déclaration environnementale résumant la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans l'arrêté et dont le rapport sur les incidences environnementales, les avis, réclamations et observations émis en application des paragraphes 2 et 3 ont été pris en considération, ainsi que les raisons des choix de l'arrêté, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

L'arrêté et la déclaration environnementale sont transmis à la commission régionale et au Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable et, le cas échéant, aux autres personnes et instances et à la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement.

§ 5. L'arrêté visé au paragraphe 4 mentionne le caractère prioritaire du site lorsque celui-ci répond à un des critères suivants :

- 1° son rôle structurant du territoire par sa localisation justifiant sa réutilisation à court terme;
- 2° les réelles possibilités de réutilisation du site;
- 3° l'existence d'un risque pour la santé de l'homme ou la qualité de l'environnement.

§ 6. Le Gouvernement publie la liste des arrêtés définitifs relatifs :

- 1° aux sites d'activités économiques à réhabiliter;
- 2° aux sites d'activités économiques à réhabiliter prioritaires.

§ 7. Le Gouvernement peut arrêter concomitamment un périmètre de réhabilitation et un périmètre de revitalisation urbaine visé à l'article 172 ou un périmètre de rénovation urbaine au sens de l'article 173.

Art. 169. - L'arrêté visé à l'article 168, § 4, emporte l'obligation pour le propriétaire, l'emphytéote, le superficiaire ou l'usufruitier du site de réhabiliter celui-ci aux conditions fixées ci-après.

Art. 169/1. - L'arrêté visé à l'article 168, § 4, est transcrit à la conservation des hypothèques. Cette transcription se substitue à celle visée à l'article 168, § 1^{er}.

L'arrêté est en outre notifié, par envoi recommandé à la poste, aux propriétaires ainsi qu'aux emphytéotes, superficiaires et usufruitiers concernés. Cette notification mentionne l'obligation visée à l'article 169.

La notification de l'arrêté est, le cas échéant, accompagnée des informations relatives aux biens concernés reprises dans la banque de données visée à l'article 14 du décret relatif à l'assainissement des sols pollués ayant trait aux parcelles cadastrales reprises dans le périmètre du site.

Section III. — Régime des sites d'activités économiques à réhabiliter prioritairement

Art. 169/2. - Dans les soixante jours de la notification visée à l'article 169/1, alinéa 2, le propriétaire, l'emphytéote, le superficiaire ou l'usufruitier envoie, par envoi recommandé à la poste, au Gouvernement son engagement à réaliser la réhabilitation du site ou sa renonciation à remplir son obligation. A défaut, il est présumé renoncer à réhabiliter le site.

La renonciation expresse ou tacite visée à l'alinéa 1^{er} emporte l'autorisation pour le Gouvernement ou la société d'accéder au site et d'effectuer toutes les investigations nécessaires.

Le Gouvernement arrête le formulaire qui accompagne à cet effet la notification visée à l'article 169/1, alinéa 2, et qui doit être renvoyé par le propriétaire, l'emphytéote, le superficiaire ou l'usufruitier.

Sous-section 1^{re}

Régime en cas de renonciation du propriétaire, de l'emphytéote, du superficiaire ou de l'usufruitier

Art. 169/3. - § 1^{er}. Dès la renonciation expresse ou tacite du propriétaire, de l'emphytéote, du superficiaire ou de l'usufruitier, la société réalise ou fait réaliser les études permettant d'évaluer le coût de la réhabilitation.

§ 2. Un projet d'offre d'acquisition amiable ou en justice du site est établi par la société sur la base d'un rapport justificatif. La valeur prise en considération pour l'acquisition est estimée en tenant compte notamment du coût des travaux de réhabilitation du site visés à l'article 167, 2^o, et qui sont à exécuter et de l'affectation du bien au plan d'aménagement en vigueur au jour précédant l'entrée en vigueur de l'arrêté visé à l'article 168, § 4.

Ce projet d'offre accompagné du rapport justificatif est soumis par la société au visa du comité d'acquisition d'immeubles institué auprès du Ministère des Finances.

Le comité notifie son visa ou son refus de viser l'offre dans un délai de trente jours à dater de la réception du projet d'offre et du rapport justificatif. En cas de nécessité, ce délai peut être prorogé d'un mois à la demande du comité.

En cas de refus de viser, le comité détermine de manière motivée le montant maximal auquel l'offre peut s'élever. En cas de silence du comité dans le délai qui lui est imparti, le visa est réputé accordé.

§ 3. A défaut d'acceptation par le propriétaire, l'emphytéote, le superficiaire ou l'usufruitier, de l'offre amiable de la société dans les trente jours de sa notification, le Gouvernement autorise la société à exproprier pour cause d'utilité publique les biens compris dans le périmètre du site. Il est fait application de l'article 181, alinéa 2.

§ 4. Dans les nonante jours de l'acceptation de l'offre amiable visée au paragraphe 3 ou de l'arrêté autorisant la société à exproprier, ou dans le délai fixé par le Gouvernement en cas de demande d'une prolongation, la société introduit auprès du Gouvernement un projet de réhabilitation comportant :

1^o si nécessaire, un projet d'assainissement qui comporte :

a. l'identification des substances décelées dont les concentrations répondent aux critères fixés aux articles 41 et 42 du décret relatif à l'assainissement des sols pollués, les volumes correspondants et le degré d'urgence de l'assainissement à effectuer;

b. un descriptif des différents procédés techniques d'assainissement pertinents accompagnés pour chacun d'une estimation des résultats attendus par référence aux articles 44 à 46 du décret précité et d'une estimation de son coût, en ce compris le coût des mesures de suivi éventuelles;

c. un descriptif des risques résiduels ou des restrictions éventuelles, y compris les mesures de suivi, pour l'utilisation future du terrain faisant l'objet des actes et travaux;

d. une justification du procédé d'assainissement ou, le cas échéant, de la combinaison de procédés et des variantes éventuelles;

e. une description des travaux, de leur phasage éventuel, des délais dans lesquels ils sont réalisés incluant le mode de traitement ou de transformation des substances ou parties du sol ou bâtiments à enlever à titre temporaire ou définitif;

f. la description des mesures qui sont prises pour assurer la sécurité lors de l'exécution des travaux;

g. l'impact des actes et travaux d'assainissement du sol sur les parcelles avoisinantes;

h. les mesures de suivi à prendre après l'assainissement du sol, le délai pendant lequel elles sont maintenues et une estimation de leur coût;

i. le cas échéant, les restrictions auxquelles seront soumis les terrains après assainissement;

2^o le cas échéant, un descriptif des actes et travaux de rénovation qui comporte selon le cas :

a. un descriptif des constructions et des installations fixes, y compris celles qui se trouvent en sous-sol à démolir ou à démonter;

b. un descriptif des travaux de réparation, d'entretien ou de conservation ainsi que de transformation des immeubles qui sont maintenus;

c. un descriptif des mouvements de terres nécessités par le projet, y compris les apports ou les évacuations de terre et l'origine des terres éventuellement apportées;

d. l'évacuation des produits, matériaux, matériel et déchets abandonnés ou provenant des démolitions;

e. les aménagements extérieurs, et notamment les semis, les plantations ou les boisements;

f. une estimation de son coût;

3^o les délais dans lesquels les travaux sont réalisés;

4^o la description des mesures qui sont prises pour assurer la sécurité lors de l'exécution des travaux;

5^o une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement;

6^o un résumé non technique des données précitées.

§ 5. Le Gouvernement accuse réception du dossier complet dans les quinze jours de son dépôt. Il consulte le cas échéant des organes spécialisés. L'approbation par le Gouvernement du projet de réhabilitation vaut permis d'environnement, déclaration, enregistrement au sens du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, permis d'urbanisme ou permis unique; cette approbation intervient dans les trois mois de l'accusé de réception. Par dérogation à l'article 87 du présent Code et à l'article 53 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'approbation du projet de réhabilitation ne se périmé que pour la partie restante des actes et travaux de réhabilitation non exécutés si ceux-ci n'ont pas été exécutés dans les deux ans qui suivent la date à laquelle ils devaient l'être.

§ 6. A l'issue des actes et travaux d'assainissement, la société effectue une évaluation finale. Cette évaluation comprend :

- 1° les objectifs d'assainissement;
- 2° les résultats obtenus, en ce compris les valeurs atteintes, avec, dans les cas où les objectifs d'assainissement n'ont pu être atteints, une analyse des risques résiduels;
- 3° les problèmes rencontrés lors des travaux;
- 4° les propositions éventuelles de restriction d'utilisation et de mesures de suivi.

Dans un délai de soixante jours à dater de la réception de l'évaluation finale, le Gouvernement délivre un certificat qui :

- 1° constate que l'assainissement a été, ou non, effectué conformément à la décision approuvant le projet d'assainissement;
- 2° détermine les valeurs particulières;
- 3° impose, le cas échéant, des restrictions d'utilisation ou des mesures de suivi.

Dans le même délai, le Gouvernement impose, le cas échéant, des travaux complémentaires à effectuer dans le délai qu'il détermine et, dans cette hypothèse, les éventuelles mesures de sécurité. Dans ce cas, le certificat visé à l'alinéa 2 est délivré dans un délai de soixante jours à dater d'une nouvelle évaluation finale.

Sous-section 2

Régime en cas d'acceptation du propriétaire, de l'emphytéote, du superficiaire ou de l'usufruitier

Art. 169/4. - La présente sous-section s'applique lorsque le propriétaire, l'emphytéote, le superficiaire ou l'usufruitier a notifié au Gouvernement son engagement à réaliser la réhabilitation du site conformément à l'article 169/2, alinéa 1^{er}.

Art. 169/5. - Le propriétaire, l'emphytéote, le superficiaire ou l'usufruitier introduit, conformément à l'article 169/10, un projet de réhabilitation dans les cent vingt jours de la notification de son engagement à réaliser la réhabilitation. Lorsque l'étude d'orientation est suivie d'une étude de caractérisation ou d'un projet d'assainissement, le délai peut, sur demande, être prolongé par le Gouvernement d'une durée maximale de deux fois soixante jours.

Art. 169/6. - Le propriétaire, l'emphytéote, le superficiaire ou l'usufruitier est présumé renoncer à réhabiliter le site lorsque :

- 1° il n'a pas introduit le projet de réhabilitation dans le délai visé à l'article 169/5;
- 2° il n'a pas entamé de manière significative les travaux de réhabilitation dans le délai fixé par la décision approuvant le projet de réhabilitation;
- 3° il n'a pas achevé les travaux de réhabilitation dans le délai fixé par la décision approuvant le projet de réhabilitation.

Dans ce cas, il est fait application de l'article 169/3. Toutefois, la valeur visée à l'article 169/3, § 2, prise en considération pour l'acquisition, est estimée en tenant compte notamment du coût des travaux de réhabilitation du site visés à l'article 167, 2°, déduction faite des études ou travaux déjà exécutés.

Section IV. — Régime des sites d'activités économiques à réhabiliter non prioritairement

Art. 169/7. - Le propriétaire, l'emphytéote, le superficiaire ou l'usufruitier introduit le projet de réhabilitation dans les cent cinquante jours de la notification visée à l'article 169/1, alinéa 2. Lorsque l'étude d'orientation est suivie d'une étude de caractérisation ou d'un projet d'assainissement, le délai peut, sur demande, être prolongé par le Gouvernement.

Art. 169/8. - Le propriétaire, l'emphytéote, le superficiaire ou l'usufruitier est tenu d'entamer de manière significative les travaux de réhabilitation dans le délai fixé par la décision approuvant le projet de réhabilitation.

Art. 169/9. - En cas de carence, le Gouvernement met en demeure le propriétaire, l'emphytéote, le superficiaire ou l'usufruitier de respecter ses obligations en un ultime délai qu'il fixe.

Section V. — Procédure d'adoption du projet de réhabilitation

Art. 169/10. - Un projet de réhabilitation est adressé au Gouvernement, en sept exemplaires, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remise contre récépissé. Ce projet comporte en tout cas :

- 1° une étude d'orientation et, s'il échet, une étude de caractérisation ou un projet d'assainissement conformément aux articles 31 et suivants du décret relatif à l'assainissement des sols pollués;
- 2° un descriptif des actes et travaux de rénovation comportant, selon le cas :
 - a. un descriptif des constructions et des installations fixes, y compris celles qui se trouvent en sous-sol à démolir ou à démonter;
 - b. un descriptif des travaux de réparation, d'entretien ou de conservation ainsi que de transformation des immeubles qui sont maintenus;
 - c. un descriptif des mouvements de terres nécessités par le projet, y compris les apports ou les évacuations de terre et l'origine des terres éventuellement apportées;
 - d. l'évacuation des produits, matériaux, matériel et déchets abandonnés ou provenant des démolitions;
 - e. les aménagements extérieurs, et notamment les semis, les plantations ou les boisements;
 - f. une estimation de son coût;
- 3° une estimation des délais dans lesquels les travaux sont réalisés;
- 4° la description des mesures qui sont prises pour assurer la sécurité lors de l'exécution des travaux;
- 5° une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement;
- 6° un résumé non technique des données précitées.

Art. 169/11. - Le Gouvernement envoie, par envoi recommandé à la poste, sa décision statuant sur le caractère complet et recevable du projet de réhabilitation dans un délai de trente jours à dater du jour où il reçoit le projet d'assainissement. Si la demande est incomplète, il adresse, de la même manière, au demandeur un relevé des documents et informations manquants et précise que la procédure recommence à dater de leur réception.

Art. 169/12. - Dans la décision par laquelle il déclare le projet de réhabilitation complet et recevable, le Gouvernement :

1° indique, conformément à l'article 9bis du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences en Région wallonne, si le projet est susceptible d'avoir des effets notables sur l'environnement;

2° désigne les instances qui doivent être consultées.

Art. 169/13. - Le jour où il envoie au débiteur sa décision attestant le caractère complet et recevable du projet de réhabilitation, conformément à l'article 169/11, le Gouvernement transmet celui-ci pour avis aux différentes instances qu'il désigne.

Celles-ci envoient leur avis dans un délai de cinquante jours à dater de leur saisine.

A défaut d'envoi d'avis ou de remise contre récépissé, l'avis est réputé favorable.

Art. 169/14. - Le Gouvernement envoie sa décision par lettre recommandée à la poste au demandeur dans un délai de cent vingt jours à dater du jour où il a envoyé sa décision attestant le caractère recevable du projet.

Si le Gouvernement approuve le projet de réhabilitation :

1° il fixe le délai endéans lequel les actes et travaux de réhabilitation doivent être entamés de manière significative, ainsi que le délai dans lequel ils doivent être terminés;

2° il peut imposer au demandeur :

a. toute condition qu'il juge utile en vue d'éviter que le projet de réhabilitation ne puisse, pendant ou après sa réalisation, causer des dangers, nuisances ou inconvénients pour l'homme ou l'environnement;

b. la constitution d'une sûreté suivant les modalités prévues à l'article 55 du décret relatif au permis d'environnement ou à l'article 86 du présent Code et dont le montant correspond aux frais que devraient supporter les pouvoirs publics s'ils devaient procéder à la réhabilitation.

Si le Gouvernement ne s'est pas prononcé dans le délai qui lui est imparti, le projet de réhabilitation est censé refusé. L'absence de décision dans le délai de cent vingt jours ouvre le droit dans le chef du demandeur à une indemnité forfaitaire de 2.500 euros. Les demandes d'indemnité sont de la compétence des cours et tribunaux.

Art. 169/15. - Lorsque le Gouvernement refuse d'approuver le projet de réhabilitation, il énonce les modifications à apporter au projet en vue d'un nouveau dépôt conformément à l'article 169/10.

Art. 169/16. - L'approbation du projet de réhabilitation vaut permis d'environnement, déclaration, enregistrement au sens du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, permis d'urbanisme ou permis unique. Par dérogation à l'article 87 du présent Code et à l'article 53 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'approbation du projet de réhabilitation ne se périmé que pour la partie restante des actes et travaux de réhabilitation non exécutés, si ceux-ci n'ont pas été exécutés dans les deux ans qui suivent la date à laquelle ils devaient l'être.

Art. 169/17. - Lorsque le projet de réhabilitation comporte un projet d'assainissement, les actes et travaux d'assainissement sont effectués sous la surveillance d'un expert conformément à l'article 57 du décret relatif à l'assainissement des sols pollués.

Art. 169/18. - Le débiteur de l'obligation de réhabiliter deux ou plusieurs sites peut demander au Gouvernement un étalement dans le temps de ses obligations et formule à cette fin une proposition tenant compte notamment du caractère prioritaire éventuel d'un ou plusieurs sites. Le Gouvernement approuve la proposition. Il détermine les modalités d'application de la présente disposition.

Section VI. — Pluralité de débiteurs

Art. 169/19. - En cas de pluralité de débiteurs de l'obligation de réhabiliter un même site, le Gouvernement organise, selon les modalités qu'il précise, une réunion de concertation entre les différents titulaires de droit réel concernés. Cette réunion de concertation a lieu dans les trente jours qui suivent la notification prévue à l'article 169/1.

Lorsque plusieurs débiteurs de l'obligation de réhabiliter déposent un projet de réhabilitation en application des articles 169/5 ou 169/7, ils désignent un mandataire chargé des relations avec la Région wallonne. ».

Art. 12. A l'article 171 du même Code, sont apportées les modifications suivantes.

1. Au paragraphe 1^{er}, les mots « à l'article 169, § 1^{er} » sont remplacés par les mots « à l'article 169/1, alinéa 2 ».

2. Au paragraphe 4, les mots « à l'article 168, § 3 » sont remplacés par les mots « à l'article 169/1, alinéa 2 ».

Art. 13. A l'article 175, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « site d'activité économique désaffecté » sont remplacés par les mots « site d'activités économiques à réhabiliter ».

Art. 14. A l'article 181, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « site d'activité économique désaffecté » sont remplacés par les mots « site d'activités économiques à réhabiliter ».

Art. 15. L'article 182 du même Code est abrogé.

Art. 16. A l'article 183, alinéa 2, du même Code, sont apportées les modifications suivantes.

1. Au 3^o, les mots « , l'assainissement ou la rénovation » sont remplacés par les mots « ou la réhabilitation ».

2. Au 4^o, les mots « , l'assainissement ou la rénovation » sont remplacés par les mots « ou la réhabilitation ».

Art. 17. A l'article 184, 2^o, du même Code, les mots « soit l'assainissement et la rénovation de biens immobiliers » sont remplacés par les mots « soit la réhabilitation de biens immobiliers ».

TITRE III. — Dispositions modifiant le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Art. 18. L'article 1^{er}, 13^o, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est complété comme suit : « en ce qui concerne les installations et activités reprises dans la liste visée à l'article 3, alinéas 5 et 6, la remise en état est, pour le sol, celle qui découle des obligations visées à l'article 16 du décret relatif à l'assainissement des sols pollués ».

Art. 19. L'article 3 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est complété par les alinéas suivants :

« Le Gouvernement arrête, parmi les installations ou activités dont l'exploitation est soumise à permis d'environnement, la liste de celles qui sont les plus susceptibles de polluer le sol.

La liste peut mentionner, pour celles d'entre elles qui présentent un risque de pollution du sol plus élevé, le délai dans lequel une étude d'orientation doit être réalisée pour la première fois ou la périodicité de l'obligation de réaliser une telle étude. »

Art. 20. L'article 13, alinéa 2, du même décret est complété par les mots « ou dans une zone de réhabilitation visée à l'article 34bis du CWATUP non couverte par un plan communal d'aménagement ».

Art. 21. Dans le même décret, il est inséré un article 59ter rédigé comme suit :

« Art. 59ter. - § 1^{er}. Sans préjudice de ses obligations en matière de remise en état et de post-gestion, sont tenus des obligations visées à l'article 16 du décret relatif à l'assainissement des sols pollués :

- 1^o l'exploitant d'une installation ou d'une activité visée à l'article 3, alinéa 5, lors de toute cessation d'exploitation;
- 2^o l'exploitant d'une installation ou d'une activité visée à l'article 3, alinéa 6, et répondant aux conditions prévues par l'arrêté pris en vertu de cette disposition.

Ils se conforment, dans l'exécution de leurs obligations, au décret relatif à l'assainissement des sols pollués.

Au sens du 1^o de l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe, on entend, par cessation d'exploitation, la cessation d'exploitation résultant soit :

1^o de l'échéance de la durée de validité du permis si, entre-temps, un nouveau permis n'a pas été délivré pour la même installation ou activité;

2^o du retrait du permis opéré conformément aux articles 65, § 2, ou 72, § 1^{er};

3^o d'une renonciation expresse de l'exploitant à se prévaloir des effets du permis;

4^o de l'absence d'exploitation de l'installation ou de l'activité en totalité ou pour une part substantielle de celle-ci pendant un délai de deux ans.

§ 2. L'exploitant est exonéré de l'obligation définie au paragraphe précédent, selon les modalités définies à l'article 23 du décret relatif à l'assainissement des sols pollués, lorsqu'il démontre se trouver dans l'un des cas suivants :

- 1^o la pollution ou l'abandon de déchets ne sont pas dus à ses activités;
- 2^o il a obtenu un document de l'autorité publique compétente attestant la bonne exécution d'un assainissement en application d'un plan de réhabilitation, d'une remise en état ou d'un plan d'assainissement au sens du CWATUP, de la législation en matière de permis d'environnement, de déchets, d'eaux souterraines, de carrières ou de terrils;
- 3^o un assainissement en application d'un plan de réhabilitation, une remise en état ou un plan d'assainissement au sens du CWATUP, de la législation en matière de permis d'environnement, de déchets, d'eaux souterraines, de carrières ou de terrils est en cours d'exécution;
- 4^o un tiers s'est substitué à lui dans l'exécution de ses obligations, conformément à l'article 20, alinéa 1^{er}, du décret relatif à l'assainissement des sols pollués;
- 5^o le dépassement ou le risque de dépassement de la valeur seuil justifiant sa qualité de débiteur n'est dû qu'à une modification, postérieure à la pollution, des prescriptions du plan de secteur ou d'un plan communal d'aménagement;
- 6^o la pollution du sol n'était pas, en l'état des connaissances scientifiques et techniques, considérée comme susceptible de causer des dommages à la santé de l'homme ou à la qualité de l'environnement, non seulement au moment où la pollution a été générée, mais également pendant toute la période précédant la date de publication au *Moniteur belge* du présent décret. »

Art. 22. L'article 71, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret est complété par un 4^o rédigé comme suit :

« 4^o informer le Gouvernement ou son délégué au sens de l'article 2, 14^o, du décret relatif à l'assainissement des sols pollués. »

Art. 23. L'article 74, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret est complété par un 4^o rédigé comme suit :

« 4^o informer le Gouvernement ou son délégué au sens de l'article 2, 14^o, du décret relatif à l'assainissement des sols pollués. »

Art. 24. A l'article 79 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complété par un 4^o rédigé comme suit : « 4^o à respecter les dispositions du décret relatif à l'assainissement des sols pollués. »

2. Le paragraphe 2 est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit : « Il impose, le cas échéant, le respect des dispositions du décret relatif à l'assainissement des sols pollués. »

Art. 25. L'article 81, § 2, alinéa 2, du même décret est complété par les mots « ou dans une zone de réhabilitation visée à l'article 34bis du CWATUP non couverte par un plan communal d'aménagement ».

TITRE IV. — Décret relatif à l'assainissement des sols pollués

Art. 26. Le présent article porte les dispositions relatives au décret relatif à l'assainissement des sols pollués.

« CHAPITRE I^{er}. — Dispositions généralesSection F^e. — Objectifs

Article 1^{er}. - Le présent décret vise à prévenir l'apparition de la pollution du sol, à identifier les sources potentielles de pollution, à organiser les investigations permettant d'établir l'existence d'une pollution et à déterminer les modalités de l'assainissement des sols pollués.

Section II. — Définitions

Art. 2. - Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° « sol » : la couche superficielle de la croûte terrestre, y compris les eaux souterraines au sens du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et potabilisables, et les autres éléments et organismes qui y sont présents;

2° « pollution du sol » : la présence sur ou dans le sol de produits, de substances, de déchets, de composés chimiques ou d'organismes générés par l'activité humaine qui sont préjudiciables ou peuvent être préjudiciables, directement ou indirectement, à la qualité du sol;

3° « polluant » : produit, substance, déchet, composé chimique ou organisme responsable d'une pollution;

4° « pollution du sol nouvelle » : pollution générée à partir du 1^{er} janvier 2003;

5° « pollution du sol historique » : pollution générée avant le 1^{er} janvier 2003;

6° « pollution du sol mixte » : pollution générée en partie avant et en partie à partir du 1^{er} janvier 2003;

7° « pollution du sol constituant une menace grave » :

a. pollution du sol qui, eu égard aux caractéristiques du sol et aux fonctions remplies par celui-ci, à la nature, à la concentration et au risque de diffusion des substances ou organismes présents, implique ou est susceptible d'impliquer entre les substances ou organismes polluants et les hommes, les animaux et les végétaux un contact portant certainement ou probablement préjudice à la santé de l'homme ou à la qualité de l'environnement;

b. pollution du sol susceptible de porter préjudice aux réserves en eau potabilisable;

8° « terrain » : le sol, en ce compris les constructions et installations érigées dans ou sur le sol;

9° « terrain pollué » : le terrain où la pollution du sol a été générée et le terrain dans lequel elle est diffusée;

10° « assainissement du terrain » : le fait d'éliminer, de neutraliser, d'immobiliser, de confiner sur place la pollution du sol ou de protéger de la pollution du sol;

11° « mesures de sécurité » : mesures ponctuelles et limitées dans le temps, en ce compris des restrictions d'utilisation, à l'exception des actes et travaux d'assainissement, destinées à maîtriser les effets d'une pollution du sol ou à en prévenir l'apparition;

12° « mesures de suivi » : mesures visant à s'assurer de la maîtrise des risques et de l'efficacité des mesures de sécurité ou des actes et travaux d'assainissement du sol;

13° « meilleures techniques disponibles » : le stade de développement le plus efficace et avancé des installations et activités et de leurs modes de conception, de construction, d'exploitation et d'entretien dans le secteur de l'assainissement des sols démontrant l'aptitude pratique de techniques particulières à constituer, en principe, la base des valeurs établies en exécution du présent décret et visant à éviter et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire de manière générale les préjudices à la santé de l'homme ou à la qualité de l'environnement, à condition que ces techniques soient mises au point sur une échelle permettant de les appliquer dans le secteur concerné, dans des conditions économiquement et techniquement viables et soient accessibles dans des conditions raisonnables;

14° « autorité compétente » : le Gouvernement ou son délégué;

15° « expert » : expert agréé par le Gouvernement pour l'exécution des missions prévues par le présent décret;

16° « concentration de fond » : concentration ambiante d'un polluant dans le sol ou l'eau souterraine; les concentrations ambiantes peuvent indiquer des variations géologiques naturelles ou l'influence d'une activité agricole, industrielle ou urbaine généralisée dans une région;

17° « valeur de référence » : valeur indicative arrêtée par le Gouvernement des concentrations de fond en polluants attendues dans le sol ou l'eau souterraine en l'absence de fonds géochimiques naturellement riches et en l'absence d'influence d'une activité agricole, industrielle ou urbaine généralisée, correspondant en principe à l'objectif à atteindre par l'assainissement;

18° « valeur seuil » : concentration arrêtée par le Gouvernement en polluants dans le sol ou l'eau souterraine correspondant à un niveau au-delà duquel une étude de caractérisation doit être entreprise;

19° « valeur d'intervention » : concentration arrêtée par le Gouvernement en polluants dans le sol ou l'eau souterraine correspondant à un niveau au-delà duquel une intervention est entreprise, laquelle peut prendre notamment la forme, le cas échéant simultanément :

a. d'un assainissement;

b. de mesures de sécurité;

c. de mesures de suivi;

20° « valeur particulière » : valeur constatée suite à une première étude de caractérisation ou atteinte suite à un premier assainissement et déterminée dans le certificat visé aux articles 39 et 59;

21° « société » : la Société publique d'aide à la qualité de l'environnement visée à l'article 39 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Section III. — Information et surveillance

Art. 3. - Celui qui a la garde d'un terrain dans lequel se trouvent soit des pollutions dont la concentration excède les critères fixés aux articles 41 à 43, soit des déchets abandonnés, est tenu, s'il est informé de la présence de ces polluants ou déchets, d'en aviser sans délai l'autorité compétente.

Il lui est également fait obligation de notifier à l'autorité compétente ainsi qu'au propriétaire, sitôt qu'il en est informé, tout risque sérieux de migration de la pollution hors du terrain.

Art. 4. - § 1^{er}. Le Gouvernement peut prescrire les règles de procédure relatives aux investigations nécessaires à la décision de l'autorité compétente visée aux articles 18 et 19.

Il désigne les agents compétents pour faire ces investigations.

Ces agents peuvent notamment :

1° se faire produire sans déplacement et à première réquisition ou rechercher tous documents, pièces, titres ou livres utiles à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie photographique ou autre, ou les emporter contre récépissé;

2° pénétrer sur le terrain pour lequel existent des indications sérieuses d'une pollution du sol ou d'un abandon de déchets en vue de faire procéder à des forages, prélever des échantillons ou procéder à des analyses conformément aux règles arrêtées par le Gouvernement.

Ces agents ne peuvent pénétrer dans un lieu qui constitue le domicile au sens de l'article 15 de la Constitution sans l'autorisation préalable du juge d'instruction.

Les agents visés au présent article peuvent requérir des agents de la force publique qui seront tenus de leur prêter assistance dans l'exercice de leur mission.

§ 2. En ce qui concerne la société, les dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'article 39 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets sont d'application.

Art. 5. - Sans préjudice des articles 58 et 59 et de toute disposition en matière de recherche et constatation des infractions, les débiteurs et experts fournissent à première demande à l'autorité compétente toute information relative aux obligations visées à l'article 16, à leurs modalités d'exécution et à leur état d'avancement.

A cette fin, l'autorité compétente jouit des prérogatives visées à l'article 4.

Section IV. — Expropriation

Art. 6. - D'initiative ou à la demande du débiteur de l'obligation visée à l'article 16, le Gouvernement peut procéder à l'expropriation pour cause d'utilité publique des biens immeubles pour l'exécution des actes et travaux d'assainissement du terrain. Le cas échéant, l'expropriation se fait au nom et pour compte du débiteur.

Le Gouvernement peut autoriser la société à exproprier pour cause d'utilité publique les biens immeubles pour l'exécution des actes et travaux d'assainissement du terrain dont elle est chargée en application de l'article 65.

Section V. — Charges

Art. 7. - Les terrains faisant l'objet de mesures d'investigation, de mesures de sécurité ou d'un assainissement, ainsi que les biens voisins, subissent les charges nécessaires à assurer leur bonne fin, en ce compris l'accès, les restrictions d'utilisation, l'exécution ou le maintien d'ouvrages, actes et travaux.

Aucune indemnisation n'est due aux titulaires de droits réels ou personnels sur ces biens, sauf leur recours contre le responsable.

CHAPITRE II. — Valeurs, registre des teneurs naturelles, inventaires et banque de données

Section I^{re}. — Valeurs

Art. 8. - Sans préjudice des valeurs particulières à atteindre fixées dans le certificat visé à l'article 39 et à l'article 59, le Gouvernement peut moduler les valeurs seuil et les valeurs d'intervention en ce qui concerne le sol en fonction des types d'usage naturel, agricole, résidentiel ou mixte, récréatif et industriel du terrain.

Le Gouvernement détermine le champ d'application de chaque type d'usage en fonction des prescriptions du plan de secteur et du plan communal d'aménagement, d'une part, et de l'usage effectif du terrain, d'autre part.

Section II. — Registre des teneurs naturelles

Art. 9. - Le Gouvernement établit la carte des variations géologiques des teneurs naturelles du sol et des eaux souterraines du territoire de la Région. Il détermine, en outre, les concentrations de polluants dans le sol et les eaux souterraines qui résultent d'une activité agricole, industrielle ou urbaine généralisée et les localise. Il en assure la publication.

Section III. — Inventaires des terrains pollués ou susceptibles de l'être

Sous-section 1^{re}. — Identification des installations et activités les plus susceptibles de polluer le sol

Art. 10. - Les listes des installations ou activités dont l'exploitation est soumise à permis d'environnement qui sont les plus susceptibles de polluer le sol, visées à l'article 3, alinéas 5 et 6, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, peuvent être étendues par le Gouvernement aux activités soumises à une autorisation administrative en application d'une législation antérieure.

Sous-section 2. — Inventaires

Art. 11. - Dans l'année de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement visé à l'article 10, la société dresse :
1° un inventaire des terrains occupés ou ayant été occupés par un établissement comportant une ou des installations ou activités visées à l'article 3, alinéas 5 et 6, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et à l'article 10 du présent décret;

2° un inventaire des autres terrains pollués ou susceptibles de l'être ou sur lesquels des déchets ont été abandonnés.

Art. 12. - Les autorités ou services administratifs ressortissant aux compétences de la Région wallonne transmettent à la société, à première demande, les informations en leur possession susceptibles de permettre l'établissement des inventaires.

Art. 13. - Dans les soixante jours de l'inscription d'un terrain dans les inventaires visés à l'article 11, la société notifie par envoi recommandé à la poste les données qui les concernent et qui sont reprises aux projets d'inventaires :

1° aux propriétaires, ainsi qu'aux emphytéotes, superficiaires et usufruitiers;

2° aux exploitants des établissements d'installations ou activités listées;

3° à la commune.

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} font valoir leurs observations à la société, par envoi recommandé à la poste, dans les soixante jours de la réception de l'envoi visé à l'alinéa 1^{er}. A défaut, elles sont présumées n'avoir aucune objection à formuler.

Dans les soixante jours de la réception des observations et sur la base de celles-ci, la société modifie, s'il échet, les données reprises aux projets d'inventaire. Dans le même délai, elle notifie aux personnes concernées les modifications apportées aux données ou les raisons pour lesquelles elle a estimé ne pas devoir les modifier.

Section IV. — Banque de données de l'état des sols

Art. 14. - La société établit, sur la base des inventaires visés à l'article 11, et actualise une banque de données de l'état des sols.

Cette banque de données comprend :

1° l'identification des parcelles cadastrales concernées;

2° l'identité du propriétaire, de l'emphytéote, du superficiaire, de l'usufruitier ou de l'exploitant de l'établissement comportant l'installation ou l'activité;

3° les établissements susceptibles d'engendrer une pollution du sol y exploités ou y ayant été exploités par référence aux registres des permis d'environnement;

4° la liste des terrains susceptibles de faire l'objet d'une intervention d'office visée à l'article 65, alinéa 1^{er};

5° les sites d'activités économiques à réhabiliter ou susceptibles d'être considérés comme tels en application des articles 167 et suivants du CWATUP;

6° les anciennes décharges de déchets et dépotoirs;

7° les données relatives à la pollution dont dispose l'autorité compétente, notamment suite aux études d'orientation et aux études de caractérisation effectuées ou encore au terme des actes et travaux d'assainissement sur la base des évaluations finales visées à l'article 59, § 3, ou suite à la réalisation de travaux complémentaires visés par la même disposition;

8° les mesures de sécurité ou celles de suivi éventuellement imposées en application du présent décret;

9° les certificats des terrains étudiés ou assainis dans le cadre du présent décret, ainsi que les documents émanant des autorités publiques compétentes attestant la bonne exécution d'un assainissement en application d'un plan de réhabilitation, d'une remise en état ou d'un plan d'assainissement au sens du CWATUP, de la législation en matière de permis d'environnement, de déchets, d'eaux souterraines, de carrières ou de terrils.

La banque de données est gérée par un comité de gestion composé d'un représentant de la société, de la Division de la prévention et des autorisations de la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement, et de la Division de l'aménagement et de l'urbanisme de la Direction générale de l'aménagement du territoire, du logement et du patrimoine.

Le Gouvernement nomme les membres du comité. Il arrête les modalités de fonctionnement du comité de gestion. Le comité de gestion soumet à l'approbation du Gouvernement son règlement d'ordre intérieur.

Section V. — Information

Art. 15. - L'accès à la banque de données de l'état des sols se fait dans les conditions et selon les modalités de la législation concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les débiteurs d'obligations au sens de l'article 19 ou en application de l'article 169 du CWATUP ainsi que l'expert ont accès direct aux informations relatives aux terrains qui les concernent, contenues dans la banque de données de l'état des sols selon les modalités fixées par le Gouvernement.

CHAPITRE III. — Faits générateurs et débiteurs

Section I^{re}. — Généralités

Art. 16. - Le présent chapitre identifie les faits générateurs et les débiteurs des obligations :

1° conformément aux dispositions des sections 2 et 3 du chapitre IV du présent décret :

a. de procéder à une étude d'orientation;

b. le cas échéant, de procéder à une étude de caractérisation;

c. le cas échéant, de procéder à un assainissement;

2° conformément aux articles 33, alinéa 2, 4^o, a., et alinéa 4, 39, alinéas 4 et 5, et 59, § 3, alinéa 2, de prendre des mesures de sécurité;

3° conformément à l'article 59, § 3, alinéa 1^{er}, 2^o, de prendre des mesures de suivi.

Section II. — Faits générateurs

Art. 17. - Quiconque le souhaite peut individuellement se soumettre aux dispositions du chapitre IV.

L'application des dispositions du chapitre IV peut également faire l'objet d'une convention environnementale conformément au décret du 20 décembre 2001 relatif aux conventions environnementales.

Dans les deux cas, par dérogation aux articles 33, alinéa 2, 4^o, b., et 53, alinéa 2, 2^o, b., aucune sûreté n'est constituée.

Art. 18. - Sans préjudice des dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et du chapitre Ier du titre Ier du livre II du CWATUP, les obligations visées à l'article 16 naissent à tout moment, sur décision de l'autorité compétente, qui mentionne les indications sérieuses qu'une pollution du sol dépasse ou risque de dépasser les valeurs seuil ou les valeurs particulières à atteindre, ou une présence non autorisée de déchets, et qui précise en quelle qualité le débiteur est désigné.

L'autorité compétente statue eu égard en particulier au risque de menace grave.

Section III. — Débiteurs

Sous-section 1^{re}. — Identification des débiteurs

Art. 19. - Les débiteurs des obligations visées à l'article 16 sont, le cas échéant simultanément :

1° celui qui, conformément à l'article 17, fait application des dispositions du chapitre IV;

2° l'auteur ou l'auteur présumé de la pollution du sol ou de l'abandon de déchets désigné par l'autorité compétente;

3° à défaut, le propriétaire, l'emphytéote, le superficiaire ou l'usufruitier du terrain désigné par l'autorité compétente :

a. lorsqu'aucun auteur ou auteur présumé ne peut être identifié ou tous les auteurs présumés sont difficilement identifiables;

b. lorsqu'aucun auteur ou auteur présumé ne peut se voir imputer la responsabilité ou lorsque la responsabilité de tous les auteurs est difficile à établir;

c. lorsque l'auteur ou l'auteur présumé est insolvable ou dispose de sûretés financières insuffisantes.

Sous-section 2. — Facultés d'exonération au profit des débiteurs

Motifs d'exonération

Art. 20. - Est exonéré le débiteur qui démontre qu'un tiers s'est substitué à lui dans les conditions suivantes :

1° le tiers s'est engagé formellement, inconditionnellement et irrévocablement à exécuter toutes les obligations du débiteur;

2° l'autorité compétente a expressément marqué son accord sur les termes de la substitution et l'identité du tiers;

3° le tiers a fourni la sûreté éventuellement requise.

Est également exonéré des obligations visées à l'article 16 le débiteur désigné conformément à l'article 19, 2^o ou 3^o, lorsqu'il remplit les conditions visées aux articles 21 et 22.

Art. 21. - Sans préjudice de l'article 20, alinéa 1^{er}, pour bénéficier de l'exonération visée à l'article 20, alinéa 2, l'auteur ou l'auteur présumé de la pollution du sol ou de l'abandon de déchets démontre se trouver dans l'un des cas suivants :

1° la pollution ou l'abandon de déchets ne sont pas dus à ses activités;

2° il a obtenu un document de l'autorité publique compétente attestant la bonne exécution d'un assainissement en application d'un plan de réhabilitation, d'une remise en état ou d'un plan d'assainissement au sens du CWATUP, de la législation en matière de permis d'environnement, de déchets, d'eaux souterraines, de carrières ou de terrils;

3° un assainissement en application d'un plan de réhabilitation, d'une remise en état ou d'un plan d'assainissement au sens du CWATUP, de la législation en matière de permis d'environnement, de déchets, d'eaux souterraines, de carrières ou de terrils est en cours d'exécution;

4° le dépassement ou le risque de dépassement de la valeur seuil justifiant sa qualité de débiteur n'est dû qu'à une modification, postérieure à la pollution, des prescriptions du plan de secteur ou du plan communal d'aménagement;

5° la pollution du sol ne constituait pas une menace grave, en l'état des connaissances scientifiques et techniques, non seulement au moment où la pollution a été générée, mais également pendant toute la période précédant la date de publication au *Moniteur belge* du présent décret.

Art. 22. - Sans préjudice de l'article 20, alinéa 1^{er}, pour bénéficier de l'exonération visée à l'article 20, alinéa 2, le propriétaire, l'emphytéote, le superficiaire ou l'usufruitier du terrain démontre se trouver dans l'un des cas suivants :

1° la présence des polluants est la résultante d'une migration en provenance de l'extérieur;

2° il a obtenu un document de l'autorité publique compétente attestant la bonne exécution d'un assainissement en application d'un plan de réhabilitation, d'une remise en état ou d'un plan d'assainissement au sens du CWATUP, de la législation en matière de permis d'environnement, de déchets, d'eaux souterraines, de carrières ou de terrils;

3° un assainissement en application d'un plan de réhabilitation, d'une remise en état ou d'un plan d'assainissement au sens du CWATUP, de la législation en matière de permis d'environnement, de déchets, d'eaux souterraines, de carrières ou de terrils est en cours d'exécution;

4° le dépassement ou le risque de dépassement de la valeur seuil justifiant sa qualité de débiteur n'est dû qu'à une modification, postérieure à la pollution, des prescriptions du plan de secteur ou du plan communal d'aménagement;

5° la pollution du sol ne constituait pas une menace grave, en l'état des connaissances scientifiques et techniques, non seulement au moment où la pollution a été générée, mais également pendant toute la période précédant la date de publication au *Moniteur belge* du présent décret;

6° il répond simultanément aux conditions suivantes :

a. il est titulaire de son droit réel antérieurement à la date du 1^{er} janvier 2003 ou en est devenu titulaire par succession;

b. il n'était pas ou ne pouvait pas être au courant de la pollution du sol ou de l'abandon de déchets au moment où il s'est produit ou au moment où il est devenu titulaire de son droit réel.

Procédure d'exonération

Art. 23. - La procédure d'exonération se déroule comme suit :

1° le débiteur adresse à l'autorité compétente une demande d'exonération motivée accompagnée de tout document justificatif qu'il juge utile;

2° à peine d'irrecevabilité de sa demande, le débiteur, en qualité d'auteur ou d'auteur présumé de la pollution du sol ou de l'abandon de déchets, en informe simultanément le propriétaire, l'emphytéote, le superficiaire ou l'usufruitier;

3° le débiteur et, le cas échéant, le propriétaire, l'emphytéote, le superficiaire ou l'usufruitier sont entendus par l'autorité compétente;

4° l'autorité compétente indique, le cas échéant, les raisons pour lesquelles elle considère que le plan de réhabilitation, le plan de remise en état, ainsi que le plan d'assainissement au sens du CWATUP, de la législation en matière de permis d'environnement, de déchets, d'eaux souterraines, de carrières ou de terrils, mis en œuvre ou en cours d'exécution, constituent un assainissement approprié au regard des objectifs du présent décret;

5° l'autorité compétente notifie sa décision au débiteur et, le cas échéant, au propriétaire, à l'emphytéote, au superficiaire ou à l'usufruitier dans les nonante jours à dater de la réception de la décision visée au 1°. A défaut, le débiteur peut adresser une mise en demeure de statuer. Si l'autorité compétente ne notifie pas sa décision sur la demande d'exonération dans les trente jours de la réception de la mise en demeure, la demande est réputée être rejetée.

Le dépôt de la demande d'exonération suspend les obligations de l'article 16.

Sous-section 3. — Recours

Art. 24. - § 1^{er}. Un recours contre les décisions visées aux articles 18 ou 23 est ouvert au débiteur désigné.

Un recours est également ouvert au propriétaire, emphytéote, superficiaire ou usufruitier contre les décisions visées à l'article 23 octroyant au débiteur désigné l'exonération.

Le recours est suspensif de la décision contestée.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours est adressé à l'autorité compétente par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remis contre récépissé dans un délai de vingt jours à dater du jour de la réception de la décision, ou, en l'absence de décision, du jour suivant le délai qui était imparti à l'autorité compétente pour envoyer sa décision.

§ 2. Il est créé une commission d'avis sur recours.

La commission est composée :

1° d'un président justifiant d'une expérience d'au moins cinq ans dans la magistrature;

2° de deux personnes disposant de compétences techniques et d'une expérience dans les matières traitées;

3° d'un membre de la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement, porteur d'un diplôme de licencié en droit ou équivalent, présenté par le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions;

4° d'un membre de la Direction générale de l'aménagement du territoire, du logement et du patrimoine, porteur d'un diplôme de licencié en droit ou équivalent, présenté par le Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions.

Le Gouvernement nomme pour chaque membre effectif un membre suppléant. Le président suppléant et les membres suppléants siègent lorsque le président effectif ou le membre effectif dont ils assument la suppléance est empêché. Chaque mandat a une durée de cinq ans. En cas de vacance d'un mandat survenue avant son expiration, le successeur est nommé pour la partie restante à courir du mandat.

La commission ne délibère valablement que si le président ou son suppléant et deux membres effectifs ou suppléants dont l'un au moins dispose de compétences techniques et d'une expérience dans les matières traitées sont présents. L'abstention n'est pas permise. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Le président et les autres membres de la commission sont tenus au secret des délibérations.

La commission est assistée d'un secrétaire et de deux secrétaires adjoints, désignés par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut arrêter des modalités complémentaires de fonctionnement de la commission.

§ 3. Dans les dix jours de la réception du recours, l'autorité compétente transmet :

1° au requérant un accusé de réception qui précise la date à laquelle l'audience visée à l'alinéa 2 a lieu;

2° à la commission d'avis visée au paragraphe 2 et, le cas échéant, au propriétaire, à l'emphytéote, au superficiaire ou à l'usufruitier du terrain concerné, une copie du recours et de l'accusé de réception précité.

Dans les cinquante-cinq jours à dater de la réception du recours, le requérant, le délégué du Gouvernement et, le cas échéant, le propriétaire, l'emphytéote, le superficiaire et l'usufruitier sont invités à comparaître devant la commission.

La commission en dresse le procès-verbal et rend, dans les quinze jours, son avis à l'autorité compétente. A défaut, la procédure se poursuit.

Dans les nonante jours à dater de la réception du recours, l'autorité compétente envoie sa décision au requérant et, le cas échéant, au propriétaire, à l'emphytéote, au superficiaire ou à l'usufruitier.

A défaut, le requérant peut, par envoi recommandé à la poste, adresser un rappel à l'autorité compétente.

A défaut de l'envoi de la décision de l'autorité compétente dans les trente jours à dater de la réception par elle de la lettre de rappel, la décision dont recours est confirmée.

CHAPITRE IV. — *Déroulement des investigations et de l'assainissement du terrain*

Section 1^{re}. — Des experts

Sous-section 1^{re}. — De l'agrément des experts

Art. 25. - § 1^{er}. La réalisation d'une étude d'orientation, d'une étude de caractérisation, d'un projet d'assainissement et la surveillance d'actes et travaux d'assainissement du terrain ne peuvent être effectuées que par un expert agréé conformément au présent décret.

§ 2. Le Gouvernement détermine les conditions auxquelles est subordonnée la délivrance d'un agrément.

Ces conditions portent en tout cas sur :

1° les compétences que doit présenter le demandeur;

2° les moyens techniques dont il dispose;

3° les garanties morales requises;

4° la possession d'une accréditation.

Art. 26. - § 1^{er}. La demande d'agrément est, sous peine d'irrecevabilité, envoyée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remise contre récépissé au directeur général de la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement du Ministère de la Région wallonne.

Le Gouvernement détermine le contenu de la demande.

§ 2. Le directeur général envoie par lettre recommandée à la poste au demandeur sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande dans un délai de quinze jours à dater du jour où il reçoit la demande en application du paragraphe 1^{er}.

Si la demande est incomplète, le directeur général indique au demandeur les documents manquants. Le demandeur dispose alors de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée pour fournir au directeur général les compléments demandés par envoi recommandé ou par remise contre récépissé.

Dans les quinze jours suivant la réception des compléments, le directeur général envoie au demandeur sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande. Si le directeur général estime une seconde fois que la demande est incomplète, il la déclare irrecevable. Si la demande est irrecevable, le directeur général indique au demandeur, dans les conditions et délais prévus à l'alinéa 1^{er} ou, le cas échéant, dans le délai prévu à l'alinéa 2, les motifs de l'irrecevabilité.

Si le directeur général n'a envoyé au demandeur aucune décision dans les conditions et délais prévus à l'alinéa 3, la demande est considérée comme recevable et l'instruction est poursuivie.

§ 3. Le directeur général envoie sa décision par lettre recommandée à la poste au demandeur dans un délai de septante jours à dater :

1° du jour où il a envoyé sa décision attestant le caractère recevable de la demande;

2° à défaut, à dater du jour suivant le délai qui lui était imparti pour envoyer sa décision sur le caractère recevable de la demande.

A défaut d'envoi dans le délai prévu à l'alinéa 1^{er}, l'agrément est censé être refusé.

La décision d'octroi de l'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

Art. 27. - La durée de l'agrément est limitée à cinq ans. L'agrément attribue à l'expert un numéro qui figure sur tout document qu'il adresse aux autorités publiques.

Art. 28. - § 1^{er}. L'agrément peut être suspendu ou retiré :

1° si les conditions d'agrément ne sont plus remplies;

2° si les prestations fournies par l'expert sont considérées par l'autorité compétente comme de qualité manifestement insuffisante;

3° si les obligations visées à l'article 29 ne sont pas respectées.

§ 2. Si le directeur général a l'intention de suspendre ou de retirer un agrément, il en informe par voie recommandée le titulaire en :

1° précisant les motifs de suspension ou de retrait;

2° indiquant la durée de la suspension de l'agrément;

3° invitant le titulaire de l'agrément à faire valoir ses observations dans un délai de vingt jours à dater de la notification de la lettre l'informant de l'intention de suspendre ou de retirer l'agrément.

En cas de suspension, il précise la durée de celle-ci.

§ 3. Le directeur général envoie sa décision statuant sur la suspension ou le retrait au titulaire de l'agrément par envoi recommandé dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la notification de la lettre visée au paragraphe 2, alinéa 1^{er}.

§ 4. Le titulaire de l'agrément peut introduire un recours auprès du Gouvernement contre la décision visée au paragraphe 3.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours est adressé au Gouvernement par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remis contre récépissé dans un délai de vingt jours à dater du jour de la réception de la décision.

Le Gouvernement notifie sa décision dans un délai de trente jours à dater de la réception du recours.

A défaut de notification dans le délai susvisé, le recours est rejeté.

§ 5. La décision définitive de suspension ou de retrait de l'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

Sous-section 2. — Des règles à respecter par les experts

Art. 29. - Le Gouvernement arrête les règles qui s'imposent à l'expert dans l'exercice de sa mission. Ces règles portent en tout cas sur :

1° les cas dans lesquels il ne peut s'acquitter de sa mission en raison notamment des liens familiaux, structurels ou financiers qu'il entretient avec le donneur d'ordre ou la personne qui réalise les travaux d'assainissement;

2° les règles techniques de forage, de prélèvement d'échantillons et d'analyse.

Art. 30. - Le Gouvernement peut fixer des conditions auxquelles des personnes physiques ou morales disposant d'un agrément ou d'un titre équivalent pour exercer des activités similaires à celles prévues à l'article 25, § 1^{er}, dans une autre Région ou dans un autre Etat membre de l'Union européenne peuvent être assimilées aux personnes disposant d'un agrément en tant qu'expert au titre du présent décret.

Section II. — Des investigations

Sous-section 1^{re}. — Etude d'orientation

Art. 31. - L'étude d'orientation a pour objectif de vérifier la présence éventuelle d'une pollution du sol et de fournir, le cas échéant, une première description et estimation de l'ampleur de cette pollution. Elle suppose un nombre limité de prélèvements d'échantillons et d'analyses et, le cas échéant, de forages.

Art. 32. - L'étude d'orientation est envoyée par le débiteur par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remise contre récépissé à l'autorité compétente dans les nonante jours de la survenance du fait générateur des obligations visées à l'article 16.

Elle comporte :

1° des renseignements généraux et notamment les données éventuelles relatives au terrain concerné reprises dans la banque de données de l'état des sols et les valeurs applicables, en ce compris les concentrations de fond;

2° un historique du site et de l'exploitation en cours;

3° des renseignements géologiques, hydrologiques et hydrogéologiques;

4° des informations relatives aux stratégies et plans d'échantillonnage, aux forages, aux prélèvements et au conditionnement des échantillons de sol et d'eau souterraine, ainsi qu'aux méthodes et résultats d'analyse;

5° des recommandations quant aux mesures de sécurité à mettre éventuellement en place;

6° une analyse concernant la nécessité de procéder à une étude de risque;

7° les conclusions et propositions de l'expert.

Sur demande motivée, l'autorité compétente peut proroger le délai visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 33. - Dans un délai de trente jours à dater de la réception de l'étude d'orientation, l'autorité compétente envoie au débiteur sa décision statuant sur l'étude.

Cette décision peut :

1° conclure à la non-conformité de l'étude si le contenu de celle-ci ne comprend pas les éléments visés à l'article 32, alinéa 2;

2° imposer un complément à l'étude;

3° conclure qu'aucune autre investigation n'est nécessaire;

4° conclure à la nécessité de réaliser une étude de caractérisation si, pour une ou plusieurs des substances analysées, les valeurs seuil sont dépassées et que les concentrations de fond sont inférieures aux valeurs seuil. Dans ce cas, elle peut en outre :

a. imposer des mesures de sécurité jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'étude de caractérisation;

b. imposer au débiteur dans le délai qu'elle fixe la constitution d'une sûreté financière suivant les modalités prévues à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

c. conclure à la nécessité de réaliser une étude de risque;

5° conclure, en cas de présence de déchets, à la nécessité de réaliser un projet d'assainissement si les conditions visées au 4° ne sont pas réunies.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, 3°, un certificat est annexé à la décision. L'autorité compétente adresse le même jour un certificat au propriétaire s'il n'est pas le débiteur.

Art. 34. - Si l'autorité compétente impose un complément à l'étude conformément à l'article 33, alinéa 2, 2°, elle précise le délai endéans lequel le complément lui est adressé. Elle envoie sa décision dans un délai de trente jours à dater du jour de la réception du complément.

Art. 35. - Sans préjudice de l'article 59^{ter} du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, aucune étude d'orientation n'est réalisée sur le terrain concerné lorsque :

1° une étude d'orientation ou de caractérisation a déjà été effectuée sur le terrain moins de deux ans avant le jour de la survenance du fait générateur de l'obligation de réaliser une telle étude;

2° des actes et travaux d'assainissement autorisés par l'autorité compétente sont en cours de réalisation;

3° un certificat a été délivré;

4° l'autorité compétente dispense de réaliser une telle étude, soit sur demande du débiteur de l'obligation, soit d'initiative. Dans ce cas, la décision de l'autorité compétente expose les motifs pour lesquels elle considère qu'une telle étude n'est pas nécessaire. Les articles 36 et suivants sont d'application.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1^o à 3^o, l'autorité compétente peut imposer une étude d'orientation s'il apparaît que des éléments significatifs sont intervenus qui n'ont pas été ou qui n'ont pas pu être pris en considération lors de la réalisation de la précédente étude, des actes et travaux d'assainissement ou de la délivrance du certificat. Dans les trente jours de la réception de ladite étude, l'autorité compétente peut modifier ou abroger la décision visée aux articles 33, 34, 39 et 59, § 3.

Sous-section 2. — Etude de caractérisation

Art. 36. - L'étude de caractérisation a pour objectifs de :

- 1^o connaître de manière exacte la nature et le niveau de la pollution;
- 2^o déterminer la nécessité d'assainir ainsi que les délais dans lesquels l'assainissement devrait être réalisé;
- 3^o fournir les éléments nécessaires à la réalisation des actes et travaux d'assainissement en :
 - a. délimitant l'extension géographique des taches de pollution et le volume du terrain à assainir;
 - b. délimitant le volume et le pourtour des eaux souterraines à assainir.

Art. 37. - L'étude de caractérisation décrit et localise de façon détaillée la pollution du sol afin de permettre à l'autorité compétente de se prononcer sur la nécessité et les modalités d'un assainissement du terrain.

Dans un délai de nonante jours à dater de la réception de la décision visée aux articles 35, alinéa 1^{er}, 4^o, et 33, alinéa 2, 4^o, ou, à défaut, de l'écoulement du délai prévu à l'article 33, alinéa 1^{er}, l'étude de caractérisation est adressée par le débiteur à l'autorité compétente suivant les modalités prévues à l'article 32, alinéa 1^{er}.

Sur demande motivée, l'autorité compétente peut :

- 1^o proroger le délai visé à l'alinéa 2;
- 2^o permettre le phasage de l'étude de caractérisation en plusieurs études partielles s'adressant à des panaches géographiquement distincts de pollution.

Art. 38. - § 1^{er}. L'étude de caractérisation comporte un rapport et, le cas échéant, une étude de risque.

§ 2. Le rapport contient en tout cas :

- 1^o l'analyse des conclusions de l'étude d'orientation et l'inventaire des connaissances actuelles du site;
- 2^o la description de la stratégie d'investigation;
- 3^o le rapport des travaux d'observation et d'analyse du sol et de l'eau souterraine;
- 4^o un tableau récapitulatif séparé d'analyse des échantillons du sol et d'eau souterraine;
- 5^o l'examen de la nécessité de procéder à l'assainissement du terrain;
- 6^o les différents procédés techniques d'assainissement envisageables au regard des objectifs de l'assainissement visés aux articles 44 à 46 et le choix motivé de l'expert;
- 7^o la partie du terrain affectée d'une pollution nouvelle et celle affectée d'une pollution historique;
- 8^o les recommandations quant aux mesures de sécurité éventuellement à mettre en place;
- 9^o les recommandations quant aux délais endéans lesquels les travaux d'assainissement doivent être entamés et terminés;
- 10^o l'estimation du coût des actes et travaux d'assainissement;
- 11^o les objectifs de l'assainissement;
- 12^o les conclusions et propositions de l'expert.

Le Gouvernement peut préciser le contenu du rapport et les indications complémentaires qu'il doit contenir.

§ 3. L'étude de risque détermine en vue, notamment, d'identifier une éventuelle pollution du sol constituant une menace grave :

- 1^o le niveau de risque encouru pour la santé de l'homme et la qualité de l'environnement, eu égard notamment à la mobilité éventuelle des polluants;
- 2^o la nécessité et l'urgence de l'assainissement et, dans l'affirmative, les recommandations quant aux dates auxquelles les actes et travaux d'assainissement doivent être entamés et terminés;
- 3^o les recommandations quant aux mesures de sécurité éventuelles.

L'étude contient les propositions et recommandations de l'expert.

§ 4. Lorsque les conclusions de l'expert sont en ce sens qu'aucun assainissement n'est requis, le rapport propose des valeurs particulières.

Art. 39. - Dans un délai de soixante jours à dater de la réception de l'étude de caractérisation, l'autorité compétente envoie au débiteur sa décision statuant sur l'étude de caractérisation.

Cette décision peut soit :

- 1^o conclure à la non-conformité de l'étude si le contenu de celle-ci ne comprend pas les éléments visés à l'article 38;
- 2^o imposer un complément à l'étude;
- 3^o conclure qu'aucune autre investigation n'est nécessaire et que l'assainissement n'est pas requis;
- 4^o conclure à la nécessité de réaliser un assainissement.

Cette décision indique si la pollution du sol constitue une menace grave.

Si la pollution historique ne requiert pas d'assainissement et qu'il y a dépassement des valeurs d'intervention, la décision détermine au minimum que les zones du terrain qui dépassent les valeurs d'intervention font l'objet soit de mesures de sécurité, soit de mesures de suivi, le cas échéant simultanément.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, 3^o, un certificat est annexé à la décision qui détermine les valeurs particulières. L'autorité compétente adresse le même jour un certificat au propriétaire s'il n'est pas le débiteur.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, 4^o, la décision détermine le délai dans lequel le projet d'assainissement est réalisé, les actes et travaux d'assainissement, leurs objectifs, ainsi que leur phasage éventuel, les dates auxquelles les actes et travaux d'assainissement doivent être entamés et terminés et les mesures de sécurité.

En cas de décision visée à l'alinéa 2, 3^o, la sûreté est libérée.

Art. 40. - Sans préjudice de l'article 59^{ter} du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, aucune étude de caractérisation n'est réalisée sur le terrain concerné lorsque :

- 1° une étude de caractérisation a déjà été effectuée sur le terrain moins de deux ans avant le jour de la survenance du fait générateur de l'obligation de réaliser une telle étude;
- 2° des actes et travaux d'assainissement autorisés par l'autorité compétente sont en cours de réalisation;
- 3° un certificat a été délivré.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'autorité compétente peut imposer une étude de caractérisation s'il apparaît que des éléments significatifs sont intervenus qui n'ont pas été ou qui n'ont pas pu être pris en considération lors de la réalisation de la précédente étude, des actes et travaux d'assainissement ou de la délivrance du certificat.

Section III. — De l'assainissement des terrains

Sous-section 1^{re}. — Des cas dans lesquels l'assainissement est requis

Art. 41. - Si le terrain fait l'objet d'une pollution nouvelle, un assainissement est requis si l'étude de caractérisation révèle que, suivant le cas :

- 1° pour les terrains pollués qui ont fait l'objet d'un certificat visé aux articles 39 et 59, les valeurs particulières à atteindre sont dépassées pour au moins un des paramètres analysés;
- 2° pour les autres terrains pollués, les valeurs seuil, déterminées en exécution de l'article 8, applicables à ceux-ci, sont dépassées pour au moins un des paramètres analysés et que les concentrations de fond pour les paramètres concernés sont inférieures aux concentrations mesurées.

Art. 42. - Si le terrain fait l'objet d'une pollution historique, un assainissement est requis si, simultanément :

- 1° l'étude de caractérisation révèle que les valeurs seuil sont dépassées pour au moins un des paramètres analysés et que les concentrations de fond pour les paramètres concernés sont inférieures aux concentrations mesurées;
- 2° la décision de l'autorité compétente indique que la pollution du sol constitue une menace grave.

Art. 43. - Les dispositions relatives à chaque type de pollution sont d'application respectivement là où les deux types de pollution ont pu être distingués.

A défaut, les dispositions relatives à la pollution nouvelle sont d'application.

Sous-section 2. — Des objectifs de l'assainissement

Art. 44. - L'assainissement d'un terrain affecté d'une pollution nouvelle restaure le sol, pour les contaminants qui dépassent les valeurs seuil, au niveau des valeurs de référence pondérées par les concentrations de fond ou, à défaut, au niveau le plus proche de ces valeurs que les meilleures techniques disponibles permettent d'atteindre.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les valeurs à atteindre sont les valeurs particulières fixées dans le certificat visé aux articles 39 et 59.

Art. 45. - L'assainissement d'un terrain affecté d'une pollution historique restaure le sol, pour les contaminants qui dépassent les valeurs seuil, au niveau déterminé par l'autorité compétente.

Ce niveau tend vers les valeurs de référence et permet au minimum de supprimer l'existence d'une menace grave pour la santé humaine et l'environnement en tenant compte des caractéristiques du terrain, notamment de :

- 1° la présence d'une construction, d'une installation ou d'une activité régulière;
- 2° l'ancienneté de la pollution qui l'affecte;
- 3° la capacité de la pollution qui l'affecte à se résorber d'elle-même et le délai de cette résorption;
- 4° l'existence d'un projet pour lequel une demande de permis d'environnement, de permis unique ou de permis d'urbanisme, ou encore une déclaration au sens de l'article 1^{er}, 2°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, a été déclarée recevable, ou une demande de certificat d'urbanisme n° 2 visé par l'article 150^{bis}, § 2, du CWATUP a été introduite;

5° l'affectation future d'un terrain, telle qu'arrêtée provisoirement par un projet de révision de plan de secteur ou un projet de plan communal d'aménagement.

Par dérogation à l'alinéa 2, ce niveau est fixé au niveau que les meilleures techniques disponibles permettent d'atteindre.

Art. 46. - En cas de présence de déchets au sens de l'article 33, alinéa 2, 5°, l'assainissement du terrain vise sa réintégration dans l'environnement eu égard à la réaffectation de celui-ci à un usage fonctionnel ou en vue de la suppression des risques de pollution à partir de ces déchets.

Sous-section 3. — Des actes et travaux d'assainissement

Art. 47. - Un projet d'assainissement déterminant le mode d'exécution de l'assainissement du sol est adressé à l'autorité compétente.

Sans préjudice de l'alinéa 3, ce projet comporte en tout cas :

- 1° les conclusions, propositions et recommandations de l'expert figurant dans l'étude de caractérisation;
- 2° l'identification des substances décelées dans l'étude de caractérisation dont les concentrations répondent aux critères fixés aux articles 41 et 42, les volumes correspondants et le degré d'urgence de l'assainissement à effectuer;
- 3° un descriptif des différents procédés techniques d'assainissement pertinents accompagnés pour chacun :
 - a. d'une estimation des résultats attendus par référence aux articles 44 à 46;
 - b. d'une estimation de son coût, en ce compris le coût des mesures de suivi éventuelles;
- 4° un descriptif des risques résiduels ou des restrictions éventuelles, y compris les mesures de suivi, pour l'utilisation future du terrain faisant l'objet des actes et travaux;
- 5° une justification du procédé d'assainissement ou, le cas échéant, de la combinaison de procédés préconisés par l'expert et des variantes éventuelles;
- 6° une description des travaux, de leur phasage éventuel, des délais dans lesquels ils sont réalisés incluant le mode de traitement ou de transformation des substances ou parties du sol ou bâtiments à enlever à titre temporaire ou définitif;
- 7° la description des mesures qui sont prises pour assurer la sécurité lors de l'exécution des travaux;
- 8° l'impact des actes et travaux d'assainissement du sol sur les parcelles avoisinantes;
- 9° les mesures de suivi à prendre après l'assainissement du sol, le délai pendant lequel elles sont maintenues et une estimation de leur coût;

10° une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement;

11° un résumé non technique des données précitées.

Le cas échéant, le projet comporte :

1° les restrictions auxquelles seront soumis les terrains après assainissement;

2° les mentions pertinentes requises par ou en vertu de l'article 115, alinéa 2, du CWATUP, des articles 14, 17 et 83, alinéa 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et de l'article 3, § 1^{er}, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Si le projet d'assainissement est réalisé en application de l'article 33, alinéa 2, 5°, il ne comporte pas les informations visées à l'alinéa 2, 1° et 2°.

Art. 48. - A peine d'irrecevabilité, le projet d'assainissement est introduit en sept exemplaires auprès de l'autorité compétente par lettre recommandée à la poste ou remise contre récépissé.

Art. 49. - L'autorité compétente envoie sa décision par envoi recommandé à la poste statuant sur le caractère complet et recevable du projet d'assainissement dans un délai de trente jours à dater du jour où elle reçoit le projet d'assainissement. Si la demande est incomplète, elle adresse, de la même manière, au débiteur un relevé des documents et informations manquants et précise que la procédure recommence à dater de leur réception.

Art. 50. - Dans la décision par laquelle elle déclare le projet d'assainissement complet et recevable, l'autorité compétente :

1° indique, conformément à l'article 9*bis* du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, si le projet est susceptible d'avoir des effets notables sur l'environnement;

2° désigne les instances qui doivent être consultées.

Art. 51. - Le jour où elle envoie au débiteur sa décision attestant le caractère complet et recevable du projet d'assainissement, conformément à l'article 49, l'autorité compétente transmet celui-ci pour avis aux différentes instances qu'elle désigne.

Art. 52. - Les instances envoient leur avis dans un délai de cinquante jours à dater de leur saisine.

A défaut d'envoi d'avis ou de remise contre récépissé, l'avis est réputé favorable.

Art. 53. - L'autorité compétente envoie sa décision par lettre recommandée à la poste au débiteur dans un délai de cent vingt jours à dater du jour où elle a envoyé sa décision attestant le caractère recevable du projet.

Si l'autorité compétente approuve le projet d'assainissement :

1° elle fixe le délai endéans lequel les actes et travaux d'assainissement doivent être terminés;

2° elle peut imposer au débiteur :

a. toute condition qu'elle juge utile en vue d'éviter que le projet d'assainissement ne puisse, pendant ou après sa réalisation, causer des dangers, nuisances ou inconvéniens pour l'homme ou l'environnement;

b. la constitution d'une sûreté suivant les modalités prévues à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

3° elle indique, le cas échéant, les mentions pertinentes requises par ou en vertu de l'article 133 du CWATUP, des articles 14 et 45 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et de l'article 3, § 1^{er}, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Art. 54. - Lorsque l'autorité compétente refuse d'approuver le projet d'assainissement, elle énonce les modifications à apporter au projet en vue d'un nouveau dépôt conformément à l'article 47.

Si l'autorité compétente ne s'est pas prononcée dans le délai qui lui est imparti, le projet d'assainissement est censé refusé. L'absence de décision dans le délai de cent vingt jours ouvre le droit dans le chef du demandeur à une indemnité forfaitaire de 2.500 euros. Les demandes d'indemnité sont de la compétence des cours et tribunaux.

Art. 55. - L'approbation du projet d'assainissement vaut permis d'environnement, permis d'urbanisme, permis unique, déclaration ou enregistrement.

Art. 56. - Par dérogation à l'article 53 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et à l'article 87 du CWATUP, l'approbation du projet d'assainissement ne se périme que pour la partie restante des actes et travaux d'assainissement non exécutés que si ceux-ci n'ont pas été exécutés dans les deux ans qui suivent la date à laquelle ils devaient l'être.

Sous-section 4. — De la surveillance des actes et travaux d'assainissement

Art. 57. - Les actes et travaux d'assainissement sont effectués sous la surveillance d'un expert distinct de celui ayant procédé à l'étude d'orientation, à l'étude de caractérisation ou au projet d'assainissement.

Art. 58. - § 1^{er}. Les débiteurs de l'obligation de procéder aux actes et travaux d'assainissement et les experts informent régulièrement l'autorité compétente de l'évolution des actes et travaux et de tout accident ou incident susceptible d'affecter leur bon déroulement.

Le Gouvernement peut fixer le contenu du document relatant l'état d'avancement que communiquent les personnes visées à l'alinéa 1^{er}, les modalités et les échéances suivant lesquelles il est transmis.

§ 2. En cas d'éléments nouveaux apparus dans la réalisation des actes et travaux d'assainissement, l'autorité compétente peut, soit à la demande du débiteur ou de l'expert, soit d'initiative, modifier les prescriptions du projet d'assainissement ou celles imposées en vertu de l'article 53, alinéa 2.

Elle envoie au débiteur sa décision par lettre recommandée à la poste.

Art. 59. - § 1^{er}. A l'issue des actes et travaux d'assainissement, une évaluation finale est effectuée par l'expert chargé de leur surveillance.

Cette évaluation comprend :

1° les objectifs d'assainissement;

2° les résultats obtenus, en ce compris les valeurs atteintes, avec, dans les cas où les objectifs d'assainissement n'ont pu être atteints, une analyse des risques résiduels;

3° les problèmes rencontrés lors des travaux;

4° les propositions éventuelles de restriction d'utilisation et de mesures de suivi;

5° les propositions éventuelles de travaux complémentaires lorsqu'il apparaît, à l'issue des travaux, que, pour un des paramètres analysés, la valeur fixée dans l'approbation du projet d'assainissement n'est pas atteinte, les propositions éventuelles de mesures de sécurité et l'estimation du coût de ces travaux complémentaires.

§ 2. L'évaluation finale est adressée à l'autorité compétente suivant les modalités prévues à l'article 32, alinéa 1^{er}.
L'autorité compétente peut, si elle l'estime nécessaire, entendre l'expert.

§ 3. Dans un délai de soixante jours à dater de la réception de l'évaluation finale, l'autorité compétente délivre un certificat qui :

1^o constate que l'assainissement a été, ou non, effectué conformément à la décision approuvant le projet d'assainissement;

2^o détermine les valeurs particulières;

3^o impose, le cas échéant, des restrictions d'utilisation ou des mesures de suivi.

Dans le même délai, l'autorité compétente impose, le cas échéant, des travaux complémentaires à effectuer dans le délai qu'elle détermine et, dans cette hypothèse, les éventuelles mesures de sécurité ainsi que le montant de la sûreté à constituer. Dans ce cas, le certificat visé à l'alinéa 1^{er} est délivré dans un délai de soixante jours à dater d'une nouvelle évaluation finale.

La sûreté constituée en exécution de l'article 53, alinéa 2, 2^o, *b.*, est, suivant le cas, libérée ou adaptée pour garantir les frais que devraient exposer les pouvoirs publics s'ils devaient exécuter ses obligations en lieu et place du débiteur.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités de cette libération.

Section IV. — Disposition commune aux sections précédentes

Art. 60. - En cas de pluralité de débiteurs, l'autorité compétente organise, selon les modalités que le Gouvernement précise, une ou plusieurs réunions de concertation entre ceux-ci.

Les débiteurs désignent un mandataire chargé des relations avec l'autorité compétente.

L'intervention de l'expert et les opérations d'investigation et d'assainissement sont communes à ces débiteurs.

CHAPITRE V. — *Des mesures d'office*

Section I^{re}. — En présence d'un débiteur

Art. 61. - § 1^{er}. L'autorité compétente constate qu'un débiteur n'a pas respecté les obligations instaurées par ou en vertu du présent décret et elle le met en demeure de les exécuter dans le délai qu'elle détermine.

En cas de mise en demeure conformément à l'alinéa 1^{er}, l'autorité compétente avise par recommandé la ou les personnes devant fournir la sûreté en en précisant le montant et les modes de constitution possibles.

Si aucune sûreté n'a été fournie dans le délai imposé par l'autorité compétente, celle-ci leur fait signifier un commandement de payer dans les vingt-quatre heures à peine d'exécution par voie de saisie.

La fourniture d'une sûreté au montant insuffisant, en suite de la signification d'un commandement, ne fait pas obstacle à la continuation des poursuites.

Le délai du commandement étant expiré, l'autorité compétente peut faire procéder à saisie, laquelle s'effectue de la manière établie par le Code judiciaire, et affecte le bien saisi d'office à la constitution de la sûreté.

§ 2. En cas d'extrême urgence et de pollution du sol constituant une menace grave, l'autorité compétente se substitue d'office et sans mise en demeure préalable au débiteur défaillant dans l'exécution de ses obligations, mais moyennant son information, tous frais à la charge du débiteur.

Section II. — En l'absence de débiteur

Art. 62. - En l'absence de débiteur désigné conformément à l'article 18, l'autorité compétente a la faculté et, en cas de pollution du sol constituant une menace grave, l'obligation de pourvoir d'office à l'exécution des obligations visées à l'article 16 pour compte et à charge de qui il appartiendra.

Section III. — Mesures de sécurité

Art. 63. - En cas d'extrême urgence, sans préjudice des compétences et prérogatives d'autres autorités et de poursuites judiciaires, l'autorité compétente, d'initiative et, le cas échéant, sans mise en demeure du débiteur mais moyennant son information, prend des mesures de sécurité pour compte et à charge de qui il appartient.

En cas de risque de menace grave, si les valeurs de référence, les valeurs seuil et les valeurs d'intervention n'ont pas été arrêtées pour un ou plusieurs polluants dont la présence est constatée sur un terrain, l'autorité compétente, d'initiative et, le cas échéant, sans mise en demeure du débiteur mais moyennant son information, prend des mesures de sécurité pour compte et à charge de qui il appartient.

Art. 64. - La décision de l'autorité compétente vaut déclaration, permis d'environnement, permis unique ou permis d'urbanisme, et, le cas échéant, suspend, dans la mesure et pour la durée qu'elle indique, la procédure visée aux articles 31 et suivants.

Section IV. — Liste des interventions d'office confiées à la société

Art. 65. - Sur proposition de la société, le Gouvernement arrête annuellement la liste des interventions d'office dont il charge la société de l'exécution. Ces interventions sont soumises à la procédure visée à l'article 169/3, §§ 4 à 6, du CWATUP.

Section V. — Disposition générale

Art. 66. - L'autorité compétente peut faire appel aux forces armées, à la protection civile et aux services de police pour assurer l'exécution des mesures d'investigations et d'assainissement visées au chapitre IV du présent décret ou des mesures d'office visées au présent chapitre et à l'article 70, ainsi que la sécurité de ces opérations. Elle en adresse demande aux membres compétents du Gouvernement fédéral.

Le Gouvernement peut également enjoindre les autorités communales de mettre en œuvre tous les moyens techniques et humains nécessaires à assurer la bonne fin de ces mesures moyennant indemnisation par lui et d'en informer les populations concernées.

CHAPITRE VI. — *Des actions judiciaires*

Art. 67. - L'autorité compétente a la faculté de poursuivre devant le juge compétent le respect des obligations instaurées par ou en vertu du présent décret, à charge de leur débiteur.

Le juge condamne le débiteur, à la demande de l'autorité compétente, à l'exécution des obligations visées à l'article 16.

Art. 68. - § 1^{er}. La citation devant le tribunal est transcrite à la conservation des hypothèques de la situation des biens, à la diligence de l'huissier de justice.

La citation doit contenir la désignation cadastrale de l'immeuble objet de l'infraction et en identifier le propriétaire dans la forme et sous la sanction prévues à l'article 12 de la loi du 10 octobre 1913.

Toute décision rendue en la cause est mentionnée en marge de la transcription de la citation ou de l'exploit, selon la procédure prévue par l'article 84 de la loi du 16 décembre 1851 sur la révision du régime hypothécaire.

Il en est de même du certificat visé à l'article 59, § 3.

§ 2. Le greffier de la juridiction civile ou pénale notifie à l'autorité compétente copie des citations à comparaître relatives à des infractions visées à l'article 73 devant les juridictions de fond, aussi bien en première instance qu'en appel.

Les jugements et arrêts où il est fait application de l'article 73 sont notifiés à l'autorité compétente par le greffier de la juridiction en même temps qu'au condamné.

Art. 69. - Les droits des tiers lésés agissant soit concurremment avec les autorités publiques, soit séparément d'elles, sont limités pour la réparation directe à celle demandée par l'autorité compétente sans préjudice du droit à l'indemnisation à charge du condamné.

Art. 70. - § 1^{er}. Sans préjudice de l'application du chapitre XXIII du livre IV de la quatrième partie du Code judiciaire, le jugement ordonne que, lorsque le condamné n'exécute pas ses obligations, l'autorité compétente et, éventuellement, le tiers lésé pourront pourvoir d'office à son exécution.

Celui qui exécute ainsi le jugement a le droit de vendre les matériaux et objets résultant des opérations d'assainissement, de les transporter, de les entreposer et de procéder à leur destruction en un lieu qu'il choisit.

Le condamné est contraint au remboursement de tous les frais d'exécution, déduction faite du prix de la vente des matériaux et objets, sur présentation d'un état taxé et rendu exécutoire par le juge des saisies.

§ 2. A la demande de l'autorité compétente, le juge impose au condamné de fournir, conformément à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, une sûreté destinée à garantir l'exécution de ses obligations instaurées par ou en vertu du présent décret.

CHAPITRE VII. — *Des infractions*

Art. 71. - Est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 250 euros à 12.500 euros ou d'une de ces peines seulement celui qui :

1^o nonobstant une mise en demeure par l'autorité compétente conformément à l'article 61, § 1^{er}, n'exécute pas les obligations visées à l'article 16;

2^o condamné en vertu du 1^o du présent article, n'exécute pas, dans le délai prescrit, les obligations imposées par le juge ou enfreint les interdictions qu'il établit;

3^o entrave l'exécution des obligations visées à l'article 16;

4^o entrave l'exécution des mesures d'office visées aux articles 61, § 2, 62, 63 et 70;

5^o entrave la surveillance organisée en vertu des articles 4 et 72;

6^o ne fournit pas l'information sollicitée en application de l'article 5.

CHAPITRE VIII. — *Recherche et constatation des infractions*

Art. 72. - § 1^{er}. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, le bourgmestre et les fonctionnaires et agents désignés à cette fin par le Gouvernement sont compétents pour surveiller l'exécution du décret et de ses arrêtés d'exécution.

A cette fin, ils peuvent, dans l'exercice de leur mission :

1^o pénétrer à toute heure du jour ou de la nuit, en tous lieux, même clos et couverts, lorsqu'ils ont des raisons sérieuses de croire qu'il s'y commet une infraction au décret ou à ses arrêtés d'exécution; lorsqu'il s'agit d'un lieu qui constitue un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution, l'autorisation préalable du juge d'instruction est requise;

2^o requérir l'assistance de la police fédérale et de la police locale;

3^o procéder, sur la base d'indices sérieux d'infraction, à tous examens, contrôles, enquêtes, et recueillir tous renseignements jugés nécessaires pour s'assurer que les dispositions du présent décret sont respectées et notamment :

a. interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;

b. se faire produire sans déplacement ou rechercher tout document, pièce ou titre utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie photographique ou autre, ou l'emporter contre récépissé;

4^o faire procéder à des forages, prélever des échantillons ou procéder à des analyses conformément aux règles édictées par le Gouvernement. S'il résulte du protocole d'analyse qu'une infraction a été commise, il est dressé procès-verbal conformément au paragraphe 2. En outre, le procès-verbal indique au contrevenant la possibilité d'effectuer, à ses frais, une contre-analyse;

5^o arrêter les véhicules utilisés pour le transport, contrôler leur chargement;

6^o prendre toute mesure conservatoire nécessaire en vue de l'administration de la preuve et, notamment, pendant un délai n'excédant pas septante-deux heures :

a. interdire de déplacer des objets ou mettre sous scellés les établissements ou installations susceptibles d'avoir servi à commettre une infraction;

b. arrêter, immobiliser ou mettre sous scellés les moyens de transport et autres pièces susceptibles d'avoir servi à commettre une infraction.

Ils informent le procureur du Roi et l'autorité compétente dans les vingt-quatre heures.

Les fonctionnaires et agents prêtent serment devant le tribunal de première instance de leur résidence. Le greffier en chef communique, à ses collègues des tribunaux de première instance situés dans le ressort desquels le fonctionnaire ou l'agent doit exercer ses fonctions, copie de la commission et de l'acte de prestation de serment.

Dans le cas d'un simple changement de résidence, ils ne doivent pas prêter un nouveau serment.

§ 2. En cas d'infraction au présent décret et à ses arrêtés d'exécution, les fonctionnaires et agents visés au paragraphe 1^{er} dressent procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve du contraire; ce procès-verbal est transmis au procureur du Roi et, à peine de nullité, par lettre recommandée à la poste au contrevenant, et ce, dans les quinze jours du jour où il est établi.

CHAPITRE IX. — *Subventions*

Art. 73. - Selon les modalités fixées par le Gouvernement, la Région wallonne peut accorder une subvention à toute personne physique ou morale, de droit privé ou de droit public, pour réaliser une étude d'orientation, une étude de caractérisation ou un projet d'assainissement au sens du présent décret.

Cette subvention constitue une aide de minimis au sens du Règlement (C.E.) n° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité C.E. aux aides de minimis. Le montant total des aides octroyées ne peut excéder 100.000 euros sur une période de trois ans, calculé conformément à l'article 2 dudit Règlement.

Lorsque le bénéficiaire de la subvention est une entreprise, c'est-à-dire toute personne morale ou physique, offrant, sur le marché, des biens ou des services, il s'engage à déclarer, avant l'obtention de la subvention visée à l'alinéa 1^{er}, toutes aides déjà obtenues au cours des trois dernières années. Pour calculer le montant de la subvention, il est tenu compte des autres aides de minimis, le total des aides ne pouvant dépasser 100.000 euros sur une période de trois ans.

CHAPITRE X. — *Dispositions abrogatoires et modificatives**Section I^{re}. — Décret du 11 septembre 1985**organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne*

Art. 74. - A l'article 1^{er}, 4^o, du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne sont apportées les modifications suivantes.

1. Le c. est rétabli dans la rédaction suivante :

« c. les projets d'assainissement visés à l'article 47 du décret relatif à l'assainissement des sols pollués; ».

2. Un d. nouveau est inséré, libellé comme suit :

« d. les projets de réhabilitation visés aux articles 169/5 et 169/10 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine; ».

3. Les d. et e. deviennent respectivement e. et f.

Art. 74bis. - A l'article 9, § 3, du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, insérer, entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, qui devient alinéa 3, un nouvel alinéa 2, rédigé comme suit :

« Lorsque le projet concerne une installation ou une activité reprise sur la liste visée à l'article 3, alinéa 5, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, la description du projet visée au 1^o comporte en tout cas :

1^o des renseignements généraux et notamment les données éventuelles relatives au terrain concerné reprises dans la banque de données de l'état des sols visée à l'article 14 du décret relatif à l'assainissement des sols pollués et les valeurs applicables, en ce compris les concentrations de fond au sens du même décret;

2^o un historique du site et, le cas échéant, de l'exploitation en cours;

3^o des renseignements géologiques, hydrologiques et hydrogéologiques. »

*Section II. — Décret du 30 avril 1990**sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables*

Art. 75. - L'article 21, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables est remplacé par les termes suivants :

« 3^o informe l'autorité compétente au sens de l'article 2, 14^o, du décret relatif à l'assainissement des sols pollués. ».

Art. 76. - A l'article 23 du même décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, un alinéa 3 est inséré, rédigé comme suit :

« Il impose, le cas échéant, le respect des dispositions du décret relatif à l'assainissement des sols pollués. »

Section III. — Décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne

Art. 77. - A l'article 7, § 3, alinéa 1^{er}, a., du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, sont apportées les modifications suivantes.

1. Les mots « d'une réhabilitation conformément à un plan dont l'Exécutif fixe les conditions de validité » sont remplacés par les mots « d'un projet d'assainissement du terrain conformément aux dispositions du décret relatif à l'assainissement des sols pollués ».

2. Les mots « , étant entendu que la réhabilitation consiste en la réalisation de toute opération d'élimination des déchets ou de remise en état des lieux ou, en cas d'impossibilité technique ou de danger, en l'adoption de toute mesure destinée à préserver l'environnement et la santé humaine de façon durable » sont supprimés.

Art. 78. - L'article 7, § 3, alinéa 2, du même décret est remplacé par le texte suivant :

« La présence de déchets visée au présent paragraphe redevient un fait générateur de la taxe si le projet de plan d'assainissement n'est pas approuvé conformément aux dispositions du décret relatif à l'assainissement des sols pollués, si les actes et travaux d'assainissement ne sont pas entamés à la date à laquelle ils doivent l'être conformément aux dispositions du décret relatif à l'assainissement des sols pollués, si les actes et travaux d'assainissement ne sont pas terminés à la date à laquelle ils doivent l'être conformément aux dispositions du décret relatif à l'assainissement des sols pollués et si les travaux complémentaires ne sont pas réalisés dans le délai déterminé conformément aux dispositions du décret relatif à l'assainissement des sols pollués. »

Section IV. — Décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets

Art. 79. - L'article 39 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets est complété par les paragraphes 6 et 7 rédigés comme suit :

« § 6. La garantie de la Région envers les tiers est accordée à la société aux conditions que le Gouvernement wallon détermine, à l'intérêt et à l'amortissement des obligations à émettre par la société et aux emprunts à contracter.

Dans les cas de non-remboursement des obligations ou emprunts ou des paiements y afférents, la Région fournit à la société les sommes dues aux tiers.

§ 7. Le Gouvernement peut apporter au capital de la société des biens immobiliers et des participations propriétés de la Région. »

Art. 80. - A l'article 42, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, est ajouté un 3^o rédigé comme suit :

« 3^o en informe l'autorité compétente au sens de l'article 2, 14^o, du décret relatif à l'assainissement des sols pollués. »

Art. 81. - L'article 43, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Le Gouvernement informe l'autorité compétente au sens de l'article 2, 14^o, du décret relatif à l'assainissement des sols pollués des mesures prises en application du présent article. »

Art. 82. - A l'article 47, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, est ajouté un 3^o rédigé comme suit :

« 3^o en informe l'autorité compétente au sens de l'article 2, 14^o, du décret relatif à l'assainissement des sols pollués. »

Art. 83. - L'article 58, § 3, du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Il impose, le cas échéant, le respect des dispositions du décret relatif à l'assainissement des sols pollués. »

TITRE V. — Dispositions finales et transitoires

Art. 27. Les obligations visées à l'article 169 du CWATUP ne valent que pour les sites d'activités économiques à réhabiliter dont le périmètre est arrêté définitivement après l'entrée en vigueur du présent décret.

Toutefois, cette obligation vaut également pour les sites d'activité économique désaffectés dont l'arrêté définitif est antérieur à l'entrée en vigueur du présent décret et pour lesquels le Gouvernement décide qu'ils sont assimilés à des sites d'activités économiques à réhabiliter. L'arrêté du Gouvernement assimilant un site d'activité économique désaffecté à un site d'activités économiques à réhabiliter est soumis aux formalités de l'article 169/1 du CWATUP.

Le Gouvernement fonde sa décision notamment sur les critères suivants :

- 1^o le caractère persistant de l'état du ou des biens contraire au bon aménagement du site;
- 2^o le rôle du bien dans la structure du territoire dans lequel il est situé;
- 3^o l'existence d'un risque pour la santé de l'homme et la qualité de l'environnement.

Art. 28. La demande de permis d'environnement, de permis d'urbanisme ou de permis unique requis pour les besoins de l'assainissement du terrain dont l'accusé de réception est antérieur à la date d'entrée en vigueur du présent décret poursuit son instruction selon les dispositions en vigueur à la date de l'accusé de réception.

Art. 29. La demande d'approbation du plan de réhabilitation au sens de l'article 7, § 7, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne ou du plan d'assainissement d'un site au sens de l'article 681/bis/67 du titre 1^{er} du Règlement général pour la protection du travail requis pour les besoins de l'assainissement du terrain dont l'accusé de réception est antérieur à la date d'entrée en vigueur du présent décret poursuit son instruction selon les dispositions en vigueur à la date de l'accusé de réception.

Art. 30. Les mesures prises en vertu des articles 42, 43 et 47 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, en vue de l'assainissement du terrain, ainsi que les mesures de sécurité prises en vertu des mêmes articles avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, sont régies par les dispositions applicables à la date de leur adoption.

L'alinéa 1^{er} est également applicable aux mesures de sécurité et aux mesures en vue de l'assainissement du terrain prises en vertu de l'article 21 du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables ou en vertu des articles 71 et 74 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Art. 31. A l'exception des articles 2 à 6, 167 et 168sub article 11, 1^{er}, 2 et 4sub article 26, 8 à 15sub article 26, 25 à 30sub article 26, le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1^{er} avril 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

—
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil 333 (2003-2004) N^{os} 1 à 14.

Compte rendu intégral, séance publique du 31 mars 2004.

Discussion - Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 2007

[2004/201654]

**1. APRIL 2004 — Dekret
über die Reinigung der verschmutzten Böden und über die zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

TITEL I — Allgemeine Bestimmung

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret ändert das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe sowie das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung ab und beinhaltet das Dekret über die Reinigung der verschmutzten Böden.

TITEL II — Bestimmungen zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe

Art. 2 - Der Absatz 1 von Artikel 25 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Der Sektorenplan umfasst Gebiete, die zur städtebaulichen Erschließung bestimmt sind, sowie Gebiete, die nicht zur städtebaulichen Erschließung bestimmt sind, und ggf. Sanierungsgebiete.»

Art. 3 - Es wird ein Artikel 34*bis* mit folgendem Wortlaut in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 34*bis* - Sanierungsgebiet

Das Sanierungsgebiet deckt den Umkreis eines zu sanierenden Gewerbebetriebsgeländes und ist dazu bestimmt, jede in Artikel 25 erwähnte Zweckverwendung zu erhalten, mit Ausnahme der Zweckverwendung als Agrar-, Forst- oder Naturgebiet. Die Verwertung der Sanierungsgebiete mit einer Fläche von mindestens 0,5 ha unterliegt für jede in Artikel 25, Absatz 2 erwähnte Zweckverwendung dem Vorhandensein eines kommunalen Raumordnungsplanes, der das ganze Gebiet deckt.»

Art. 4 - In Artikel 49, Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut oder um die Verwertung eines Sanierungsgebiets im Hinblick auf eine Zweckverwendung als gemischtes oder industrielles Gewerbegebiet« zwischen den Wortlaut «eines Bauerwartungsgebiets mit industriellem Charakter» und den Wortlaut «handelt» eingefügt.

Art. 5 - Artikel 85, § 1, Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird durch einen Punkt 3° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«3° die Daten bezüglich des Gutes, die in der in Artikel 14 des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden erwähnten Datenbank über den Bodenzustand aufgenommen sind.»

Art. 6 - Artikel 127, § 1, Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird durch einen Punkt 4° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«4° wenn sie Handlungen und Arbeiten in einem Sanierungsgebiet betrifft, das nicht durch einen gültigen kommunalen Raumordnungsplan gedeckt ist.»

Art. 7 - Artikel 150*bis*, § 1, Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird durch einen Punkt 8° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«8° die Daten bezüglich des Gutes, die in der in Artikel 14 des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden erwähnten Datenbank aufgenommen sind.»

Art. 8 - Artikel 153, Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird mit dem folgenden Wortlaut ergänzt: «oder, trotz einer Mahnung der Regierung gemäß Artikel 169/9 den in Artikel 169 erwähnten Verpflichtungen nicht nachkommen».

Art. 9 - In Artikel 155 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1. Paragraph 1 wird wie folgt ergänzt:

«Der in Artikel 1, 16° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte technische Beamte kann unter denselben Bedingungen die in Paragraph 2, 4° erwähnte Wiedergutmachung fordern, wenn eine Reinigung des Geländes im Sinne von Artikel 167 erforderlich ist.»

2. Paragraph 2, Absatz 1 wird durch einen Punkt 4° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«4° oder die Sanierung des Geländes nach dem in den Artikeln 169 ff. erwähnten Verfahren, wenn das Gut in der Liste der zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände aufgenommen ist.»

3. In Paragraph 5, Absatz 1 wird der Wortlaut «oder die Sanierung des Geländes nach dem in den Artikeln 169 ff. erwähnten Verfahren, wenn das Gut in der Liste der zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände aufgenommen ist «zwischen den Wortlaut «Ausbauarbeiten» und den Wortlaut «, so werden diese durch den Verurteilten ausgeführt,» eingefügt.

Art. 10 - Artikel 157, Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird durch einen Punkt 4° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«4° oder die Sanierung des Geländes nach dem in den Artikeln 169 ff. erwähnten Verfahren, wenn das Gut in der Liste der zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände aufgenommen ist.»

Der in Artikel 1, 16° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnte technische Beamte kann unter denselben Bedingungen die in Absatz 1, 4° erwähnte Maßnahme fordern, wenn eine Reinigung des Geländes im Sinne von Artikel 167 erforderlich ist.»

Art. 11 - Die Artikel 167bis 169 von Kapitel I, Titel I, Buch II desselben Gesetzbuches werden durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«KAPITEL I — *Zu sanierende Gewerbebetriebsgelände*

Abschnitt I — Allgemeines

Art. 167 - Für die Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° «zu sanierendes Gelände»: ein Gut bzw. eine Gruppe von Gütern, das bzw. die ein ehemaliger Wirtschaftsstandort ist und dessen bzw. deren Beibehaltung in dem gegenwärtigen Zustand den Grundsätzen einer zweckmäßigen Raumordnung zuwiderläuft, und das bzw. die vor jeder Wiederverwendung einer vorherigen Sanierung bedarf.

Betrachtet wird jede Industrie-, Handwerks-, Handels-, Dienstleistungs- oder sonstige Tätigkeit, insofern sie von wirtschaftlicher Natur ist.

Das Gelände ist durch einen Umkreis begrenzt, der die Gesamtheit der oben bestimmten Güter umfasst. Wenn das Gelände ein Abbaustandort oder eine Halde ist bzw. gewesen ist, werden jedoch die nicht bebauten Flächen bezüglich des Umkreises des Abbaugebiets oder der Halde vom Umkreis des Geländes ausgeschlossen.

Dieser Umkreis kann ebenfalls Folgendes umfassen:

a. Immobilien oder Teile von Immobilien, die noch für eine wirtschaftliche Tätigkeit benutzt werden, insofern die Sanierung die Fortsetzung dieser Tätigkeit erlaubt;

b. Immobilien oder Teile von Immobilien, Sitz einer wirtschaftlichen Tätigkeit, jedoch prekär besetzt;

c. Immobilien oder Teile von Immobilien, die eine andere Nutzung haben als eine wirtschaftliche, bei denen jedoch gebührend begründet ist, dass deren Zurverfügungstellung für eine zweckmäßige Gestaltung des Standortes erforderlich ist;

2° «Sanierung»: die Gesamtheit der Handlungen oder Arbeiten zur Reinigung des Grundstücks oder zur Renovierung des Geländes, die die infolge der Beibehaltung in seinem Zustand entstehenden Belastungen beseitigen und die für seine Wiederverwendung notwendig sind; diese Handlungen und Arbeiten umfassen:

a. für die Reinigung des Grundstücks: die Reinigungshandlungen und -arbeiten, die im Dekret über die Reinigung der verschmutzten Böden erwähnt sind, einschließlich der Orientierungsstudien und der Untersuchungen zur Charakterisierung;

b. für die Renovierung des Geländes: die Gesamtheit der Arbeiten zur Verstärkung der tragenden Struktur, sowie der Trockenlegung der Gebäude, ihre Dekontaminierung, den Abbruch der gesamten oder eines Teiles der Konstruktionen und ortsfesten Einrichtungen, einschließlich der unterirdischen, die zu diesem Zweck erforderlichen Erdbewegungen, einschließlich der Erdzufuhr bzw. der Erdabfuhr, der Abtransport von hinterlassenen bzw. vom Abbruch stammenden Produkten, Stoffen, Geräten und Abfällen, die Aussaat, die Bepflanzungen und die Bewaldungen;

3° «die Gesellschaft»: die in Artikel 39 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnte «Société publique d'aide à la qualité de l'environnement» (öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität).

Abschnitt II — Identifizierung der zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände

Art. 168 - § 1. Auf Vorschlag einer Gemeinde, einer Gemeindevereinigung, eines oder mehrerer Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigter oder Nutznießer oder auf Eigeninitiative kann die Regierung vorläufig erlassen, dass ein Gelände, dessen Umkreis sie selbst bestimmt, stillgelegt ist und saniert werden muss. Der Erlass wird in das Hypothekenregister eingetragen.

Die Regierung lässt einen Umweltverträglichkeitsbericht durchführen, dessen Umfang und Genauigkeit der Informationen sie bestimmt, und die das Folgende beinhaltet:

1° eine Zusammenfassung des Inhalts, eine Beschreibung der Ziele des Vorentwurfes zur Abgrenzung des zu sanierenden Gewerbebetriebsgeländes sowie dessen Verbindungen mit anderen relevanten Plänen und Programmen;

2° die relevanten Aspekte der Umweltlage, einschließlich des Bestehens einer Gefahr für die menschliche Gesundheit oder die Umweltqualität, sowie ihre voraussichtliche Entwicklung, falls der Umkreis des zu sanierenden Gewerbebetriebsgeländes nicht erschlossen wird;

3° die umweltbezogenen Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten;

4° die mit dem Vorentwurf verbundenen umweltbezogenen Probleme bezüglich der Gebiete, die eine besondere Bedeutung für die Umwelt aufweisen, wie z.B. die gemäß den Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG bestimmten Gebiete;

5° die umweltbezogenen Probleme bezüglich Gebiete, in denen sich Betriebe niederlassen könnten, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EWG verbunden sind, oder wenn der Vorentwurf die Eintragung von zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten sowie von öffentlich genutzten Gebieten oder Infrastrukturen in der Nähe solcher Betriebe vorsieht;

6° die relevanten Ziele in Sachen Umweltschutz und die Art und Weise, wie sie im Rahmen der Ausarbeitung des Umkreises des zu sanierenden Gewerbebetriebsgeländes in Betracht gezogen werden;

7° die voraussichtlichen, bedeutsamen Ein- und Auswirkungen, nämlich die sekundären, kumulativen, synergetischen, kurz-, mittel- und langfristigen, ständigen und vorübergehenden, sowohl positiven als auch negativen Auswirkungen auf die Umwelt, einschließlich der biologischen Vielfalt, der Bevölkerung, der menschlichen Gesundheit, der Fauna, der Flora, des Bodens, des Wassers, der Luft, des Klimas, der materiellen Güter, des Kulturerbes, einschließlich der architektonisch wertvollen Bauten und der archäologischen Schätze und der Landschaft sowie der Wechselwirkung zwischen den genannten Faktoren;

8° die Ein- und Auswirkungen auf die land- und forstwirtschaftlichen Tätigkeiten;

9° die Maßnahmen, die zu treffen sind, um die unter 7° und 8° erwähnten negativen Auswirkungen zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen;

10° die Darstellung von möglichen Alternativen und deren Rechtfertigung;

11° eine Beschreibung des gewählten Bewertungsverfahrens und der angetroffenen Schwierigkeiten;

12° die in Betracht gezogenen Maßnahmen zur Überwachung der Erschließung des Umkreises des zu sanierenden Gewerbebetriebsgeländes;

13° eine Beschreibung der Rolle des Geländes in der Gebietsstruktur und der realen Wiederverwendungsmöglichkeiten;

14° eine nicht-technische Zusammenfassung der oben erwähnten Informationen.

Die Regierung unterbreitet den Entwurf bezüglich des Inhalts des Umweltverträglichkeitsberichts und den Vorentwurf des Umkreises dem Regionalausschuss, dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung, den Personen und Organen, die zu befragen sie als notwendig erachtet, zur Begutachtung, sowie ebenfalls der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, wenn der Vorentwurf Gebiete betrifft, in denen sich Betriebe niederlassen könnten, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EWG verbunden sind, oder wenn er die Eintragung von zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten sowie von öffentlich genutzten Gebieten oder Infrastrukturen in der Nähe solcher Betriebe vorsieht. Die Gutachten betreffen den Umfang und die Genauigkeit der Informationen, die im Bericht enthalten sein müssen. Die Gutachten werden innerhalb von dreißig Tagen nach der Anfrage der Regierung übermittelt.

Mangels dessen werden die Gutachten als günstig gewertet.

Der Regionalausschuss wird über die Vorstudien unterrichtet und kann jederzeit die Vorschläge formulieren, die er für nützlich hält.

Der Umweltverträglichkeitsbericht kann unter anderem auf nützlichen Informationen beruhen, die anlässlich anderer früherer umweltbezogener Bewertungen gesammelt wurden, auf dem Ergebnis der in Artikel 170 erwähnten Ermittlungen sowie auf nützlichen Informationen, die eine Rückverfolgung ermöglichen.

Wenn die Regierung feststellt, dass der geplante Sanierungserlass und ggf. die Revision des Sektorenplans angesichts der Eigenschaften der Projekte oder Aktivitäten, deren Rahmen der Sanierungserlass bildet, und unter Berücksichtigung der Auswirkungen und der Gebiete, die betroffen werden könnten, keine bedeutsamen Auswirkungen auf die Umwelt haben könnten, beschließt sie nach den in Artikel 46 § 2 festgelegten Modalitäten, dass der Sanierungserlass und ggf. die Revision des Sektorenplans keinen Umweltverträglichkeitsbericht erfordern.

In einem solchen Fall wird der im vorigen Absatz erwähnte Beschluss und dessen Begründung in der in Paragraph 4 erwähnten Umwelterklärung angeführt.

§ 2. Der in Paragraph 1 erwähnte Vorentwurf zum Erlass wird den betroffenen Eigentümern, Erbpächtern, Erbbauberechtigten oder Nutznießern nach den Katasterangaben unterbreitet. Diese teilen der Regierung innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Vorentwurfs zum Erlass per Posteinschreiben ihre Bemerkungen mit. Mangels dessen wird vermutet, dass sie keinen Einwand vorzubringen haben.

§ 3. Die Regierung nimmt den Vorentwurf zum Erlass vorläufig an, in dem der Revisionsentwurf des Sektorenplans zur Eintragung des Geländes in ein oder mehrere der in Artikel 25 genannten Gebiete ggf. erwähnt wird.

Der Vorentwurf zum Erlass wird ggf. zusammen mit dem Umweltverträglichkeitsbericht einer öffentlichen Untersuchung unterworfen. Die öffentliche Untersuchung wird sowohl durch Anschlag in jeder der durch den Entwurf betroffenen Gemeinden angekündigt, als auch durch eine Bekanntmachung in den lokalen Seiten von drei Tageszeitungen französischer oder gegebenenfalls deutscher Sprache. Besteht ein kommunales Informationsblatt oder eine Reklamezeitung, die kostenlos an die Bevölkerung verteilt werden, so wird die Bekanntmachung darin veröffentlicht.

Sobald die öffentliche Untersuchung angekündigt worden ist, werden der Erlassentwurf und gegebenenfalls der Umweltverträglichkeitsbericht während dreißig Tagen zur Einsichtnahme durch die Bevölkerung in jeder durch den Entwurf betroffenen Gemeinde hinterlegt.

Beginn und Ende der Frist sind in der Ankündigung genannt.

Die Beschwerden und Bemerkungen sind vor Ablauf der öffentlichen Untersuchung schriftlich an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium zu richten; sie werden dem Abschlussprotokoll der öffentlichen Untersuchung beifügt, welches das Bürgermeister- und Schöffenkollegium innerhalb von acht Tagen nach Abschluss der Untersuchung erstellt. Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung übermittelt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium jeder durch den Entwurf betroffenen Gemeinde der Regierung die Beschwerden, Bemerkungen und Protokolle. Der Gemeinderat der durch den Entwurf betroffenen Gemeinden übermittelt sein Gutachten; mangels dessen wird das Gutachten als günstig betrachtet.

Wenn die durch den Entwurf vorgeschlagene Raumgestaltung bedeutsame Auswirkungen auf die Umwelt einer anderen Region, eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union oder eines dem Übereinkommen von Espoo vom 25. Februar 1991 über die Umweltverträglichkeitsprüfung im grenzüberschreitenden Rahmen angehörenden Staats haben könnte, findet Artikel 43 § 2bis Anwendung.

Wenn dem Erlassentwurf ein Umweltverträglichkeitsbericht beifügt wird, legt die Regierung vor Beginn der öffentlichen Untersuchung zwecks Begutachtung dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung, den anderen Personen und Organen, die zu befragen sie als notwendig erachtet, und ebenfalls der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, wenn diese in Anwendung von Paragraph 1, Absatz 3 zu Rate gezogen worden ist, die Akte mit dem Entwurf vor, zusammen mit dem Umweltverträglichkeitsbericht. Die Gutachten werden innerhalb von dreißig Tagen nach der Anfrage der Regierung übermittelt. Fehlt das Gutachten innerhalb der genannten Frist, so werden die Gutachten als günstig gewertet.

Innerhalb von dreißig Tagen nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung legt die Regierung zwecks Begutachtung dem Regionalausschuss die Akte mit dem Erlassentwurf vor, zusammen mit den Beschwerden, Bemerkungen, Protokollen und Gutachten. Das Gutachten des Regionalausschusses wird innerhalb von dreißig Tagen nach der Anfrage der Regierung übermittelt. Ein fehlendes Gutachten wird als Zustimmung betrachtet.

Wenn im Erlassentwurf keine Revision des Sektorenplans vorgesehen ist, dauert die öffentliche Untersuchung in Abweichung von Artikel 3 fünfzehn Tagen.

§ 4. Innerhalb von dreißig Tagen nach dem Gutachten des Regionalausschusses bestimmt die Regierung endgültig den Umkreis des stillgelegten Gewerbebetriebsgeländes und beschließt seine Sanierung sowie seine Zweckbestimmung und ggf. die Revision des Sektorenplans. Außerdem legt die Regierung eine Umwelterklärung vor, in der zusammengefasst wird, auf welche Weise die umweltbezogenen Erwägungen in den Erlass eingegliedert worden sind, der Umweltverträglichkeitsbericht, die in Anwendung der Paragraphen 2 und 3 abgegebenen Gutachten und geäußerten Beschwerden und Bemerkungen berücksichtigt worden sind, sowie aus welchen Gründen angesichts der anderen in Betracht gezogenen vernünftigen Lösungen die Entscheidungen des Erlasses getroffen worden sind.

Der Erlass und die Umwelterklärung werden dem Regionalausschuss und dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung und ggf. den anderen Personen und Organen und der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt übermittelt.

§ 5. Der in Paragraph 4 genannte Erlass erwähnt den vorrangigen Charakter des Geländes, wenn dieses einem der folgenden Kriterien entspricht:

1° Rolle zur Strukturierung des Gebiets wegen seines Standorts, die seine kurzfristige Wiederverwendung rechtfertigt;

2° echte Wiederverwendungsmöglichkeiten des Geländes;

3° Bestehen einer Gefahr für die menschliche Gesundheit oder die Umweltqualität.

§ 6. Die Regierung veröffentlicht die Liste der endgültigen Erlasse bezüglich:

1° der zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände;

2° der vorrangigen, zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände.

§ 7. Die Regierung kann einen Umkreis der Sanierung und einen in Artikel 172 erwähnten Umkreis der städtischen Neubelebung oder einen Stadterneuerungsbereich im Sinne von Artikel 173 gleichzeitig erlassen.

Art. 169 - Der in Artikel 168, § 4 erwähnte Erlass bringt für den Eigentümer, den Erbpächter, den Erbbauberechtigten oder den Nutznießer des Geländes die Verpflichtung mit sich, das Gelände unter den nachstehend festgelegten Bedingungen zu sanieren.

Art. 169/1 - Der in Artikel 168, § 4 erwähnte Erlass wird in das Hypothekenregister eingetragen. Diese Eintragung ersetzt die in Artikel 168, § 1 erwähnte Eintragung.

Der Erlass wird außerdem per Posteinschreiben den Eigentümern sowie den betroffenen Erbpächtern, Erbbauberechtigten oder Nutznießern zugestellt. In diesem Notifizierungsschreiben wird die in Artikel 169 erwähnte Verpflichtung gemeldet.

Dem Notifizierungsschreiben des Erlasses werden ggf. Informationen bezüglich der betroffenen Güter beigelegt, die in der in Artikel 14 des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden erwähnten Datenbank aufgenommen sind und sich auf die im Umkreis des Geländes enthaltenen Katasterparzellen beziehen.

Abschnitt III — Regelung über die vorrangig zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände

Art. 169/2 - Innerhalb von sechzig Tagen nach der in Artikel 169/1, Absatz 2 erwähnten Notifizierung teilt der Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigte oder Nutznießer der Regierung per Posteinschreiben mit, dass er sich verpflichtet, die Sanierung des Geländes vorzunehmen, oder dass er darauf verzichtet, seiner Pflicht nachzukommen. Mangels dessen wird vermutet, dass er darauf verzichtet, das Gelände zu sanieren.

Der in Absatz 1 erwähnte ausdrückliche oder stillschweigende Verzicht gibt der Regierung oder der Gesellschaft die Befugnis, Zugang zum Gelände zu haben und alle notwendigen Ermittlungen vorzunehmen.

Die Regierung erlässt das Formular, das dem in Artikel 169/1, Absatz 2 erwähnten Notifizierungsschreiben zu diesem Zweck beigelegt wird, und das durch den Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigten oder Nutznießer zurückzuschicken ist.

Unterabschnitt 1

Regelung im Falle eines Verzichts des Eigentümers, Erbpächters, Erbbauberechtigten oder Nutznießers

Art. 169/3 - § 1. Sofort nach dem ausdrücklichen oder stillschweigenden Verzicht des Eigentümers, Erbpächters, Erbbauberechtigten oder Nutznießers führt die Gesellschaft Studien zur Veranschlagung der Kosten für die Sanierung durch oder lässt solche Studien durchführen.

§ 2. Auf der Grundlage eines begründeten Berichts erstellt die Gesellschaft den Angebotsentwurf zum oder Erwerb des Geländes auf gutlichem Wege oder vor Gericht. Der für den Erwerb berücksichtigte Wert wird insbesondere aufgrund der Kosten der in Artikel 167, 2° genannten, auszuführenden Arbeiten zur Sanierung des Geländes, und aufgrund der Zweckbestimmung des Gutes, die im am Tag vor dem Inkrafttreten des in Artikel 168, § 4 erwähnten Erlasses gültigen Raumordnungsplan festgelegt ist, geschätzt.

Dieser Angebotsentwurf mit dem begründeten Bericht wird von der Gesellschaft dem beim Ministerium der Finanzen eingesetzten Immobilienerwerbskomitee zum Sichtvermerk unterbreitet.

Das Komitee notifiziert innerhalb dreißig Tagen nach Empfang des Angebotsentwurfs und des begründeten Berichts seinen Sichtvermerk oder seine Verweigerung, das Angebot mit einem Sichtvermerk zu versehen. Falls nötig kann diese Frist auf Antrag des Komitees hin um einen Monat verlängert werden.

Bei Verweigerung, mit einem Sichtvermerk zu versehen, bestimmt der Komitee mit Begründung den Höchstbetrag, auf welchen sich das Angebot belaufen darf. Bei Stillschweigen des Komitees innerhalb der ihm eingeräumten Frist gilt der Sichtvermerk als gegeben.

§ 3. Falls der Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigte oder Nutznießer innerhalb von dreißig Tagen nach der Notifizierung das gutliche Angebot nicht angenommen hat, erlaubt die Regierung der Gesellschaft, die im Umkreis des Geländes gelegenen Güter zu gemeinnützigen Zwecken zu enteignen. Der Artikel 181 Absatz 2 findet Anwendung.

§ 4. Innerhalb von neunzig Tagen nach Annahme des in Paragraph 3 erwähnten gutlichen Angebots oder nach dem Erlass, durch den die Gesellschaft zur Enteignung erlaubt wird, oder im Falle eines Verlängerungsantrags innerhalb der von der Regierung festgelegten Frist, reicht die Gesellschaft bei der Regierung ein Sanierungsprojekt ein, der das Folgende beinhaltet:

1° wenn nötig ein Reinigungsprojekt mit dem folgenden Inhalt:

a. die Identifizierung der ausfindig gemachten Stoffe, deren Konzentration den in Artikeln 41 und 42 des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden festgelegten Kriterien entsprechen, sowie die entsprechenden Volumen und das Dringlichkeitsgrad der vorzunehmenden Reinigung;

b. eine Beschreibung der verschiedenen relevanten technischen Reinigungsverfahren, wobei für jedes Verfahren eine Schätzung der in Bezug auf die Artikel 44 bis 46 des vorerwähnten Dekrets erwarteten Ergebnisse und eine Schätzung seiner Kosten, einschließlich der eventuellen Überwachungsmaßnahmen, beigelegt werden;

c. eine Beschreibung der eventuellen Restrisiken oder Beschränkungen, einschließlich der Überwachungsmaßnahmen, für die zukünftige Verwendung des Grundstücks, das Gegenstand der Handlungen und Arbeiten ist;

d. eine Rechtfertigung des Reinigungsverfahrens, oder ggf. der Verfahrenkombination und der eventuellen Varianten;

e. eine Beschreibung der Arbeiten, ihre eventuelle Phaseneinteilung, die Fristen, innerhalb derer sie durchgeführt worden sind, einschließlich der Behandlungs- oder Verarbeitungsweisen der Stoffe oder Bodenteile oder Gebäude, die zeitweilig oder endgültig zu entfernen sind.

f. die Beschreibung der ergriffenen Maßnahmen zur Gewährleistung der Sicherheit bei der Ausführung der Arbeiten;

- g. die Auswirkungen der Handlungen und Arbeiten zur Reinigung des Bodens auf die Nachbarparzellen;
- h. die nach Reinigung des Bodens zu ergreifenden Überwachungsmaßnahmen, die Frist, während derer sie beibehalten werden, und eine Schätzung ihrer Kosten;
- i. gegebenenfalls die Beschränkungen, denen die Grundstücke nach der Reinigung unterworfen werden;
- 2° gegebenenfalls eine Beschreibung der Renovierungshandlungen und -arbeiten, die je nach Fall das Folgende enthält:
 - a. eine Beschreibung der abzureißenden oder abzubauenen ortsfesten Konstruktionen und Einrichtungen, einschließlich der unterirdischen;
 - b. eine Beschreibung der Reparatur-, Instandhaltungs- oder Erhaltungsarbeiten, sowie der Umbauarbeiten an den behaltenden Gebäuden;
 - c. eine Beschreibung der für das Projekt erforderlichen Erdbewegungen, einschließlich der Erdzufuhr bzw. der Erdabfuhr und die Herkunft der ggf. gebrachten Erde;
 - d. die Räumung von Produkten, Materialien, aus dem Abbruch zurückgelassenen Ausrüstungen oder Abfällen;
 - e. die Ausstattungsarbeiten im Außenbereich, insbesondere die Aussaat, die Bepflanzungen und die Bewaldungen;
 - f. eine Kostenschätzung;
- 3° die Fristen, innerhalb derer die Arbeiten ausgeführt werden;
- 4° die Beschreibung der ergriffenen Maßnahmen zur Gewährleistung der Sicherheit bei der Ausführung der Arbeiten;
- 5° eine Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit;
- 6° eine nicht-technische Zusammenfassung der oben erwähnten Angaben.

§ 5. Die Regierung bestätigt den Empfang der vollständigen Akte innerhalb von fünfzehn Tagen nach deren Abgabe. Sie zieht ggf. spezialisierte Organe zu Rate. Die Genehmigung durch die Regierung des Sanierungsprojekts gilt als Umweltgenehmigung, Erklärung, Registrierung im Sinne des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, als Städtebaugenehmigung oder Globalgenehmigung; diese Genehmigung erfolgt innerhalb von drei Monaten nach der Empfangsbestätigung. In Abweichung von Artikel 87 des vorliegenden Gesetzbuches und von Artikel 53 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verfällt die Genehmigung des Sanierungsprojekts nur für den übrigen Teil der nicht ausgeführten Sanierungshandlungen und -arbeiten, wenn diese innerhalb der zwei Jahre nach dem Datum, an dem sie hätten ausgeführt werden müssen, nicht fertig sind.

§ 6. Nach Ablauf der Reinigungshandlungen und -arbeiten nimmt die Gesellschaft eine abschließende Bewertung vor. Diese Bewertung umfasst:

- 1° die Reinigungsziele;
- 2° die erlangten Ergebnisse, einschließlich der erreichten Werte, und, falls die Reinigungsziele nicht erreicht werden konnten, eine Analyse der Restrisiken;
- 3° die im Laufe der Arbeiten eingetretenen Probleme;
- 4° die eventuellen Vorschläge bezüglich Verwendungsbeschränkungen und Überwachungsmaßnahmen.

Innerhalb von sechzig Tagen nach Eingang der abschließenden Bewertung erteilt die Regierung eine Bescheinigung:

- 1° zur Feststellung, ob die Reinigung gemäß dem Beschluss zur Genehmigung des Reinigungsprojekts ausgeführt worden ist oder nicht;
- 2° zur Bestimmung der Sonderwerte;
- 3° ggf. zur Auferlegung von Verwendungsbeschränkungen oder Überwachungsmaßnahmen.

Innerhalb derselben Frist legt die Regierung ggf. zusätzliche Arbeiten, die innerhalb der von ihr festgelegten Frist auszuführen sind, und in einem solchen Fall, eventuelle Sicherheitsmaßnahmen auf. In einem solchen Fall wird die in Absatz 2 erwähnte Bescheinigung innerhalb einer Frist von sechzig Tagen nach einer neuen abschließenden Bewertung erteilt.

Unterabschnitt 2

Regelung im Falle der Annahme durch den Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigten oder Nutznießer

Art. 169/4 - Der vorliegende Unterabschnitt findet Anwendung, wenn der Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigte oder Nutznießer der Regierung gemäß Artikel 169/2, Absatz 1 mitgeteilt hat, dass er sich verpflichtet, die Sanierung des Geländes vorzunehmen.

Art. 169/5 - Der Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigte oder Nutznießer reicht innerhalb hundert zwanzig Tagen, nachdem er mitgeteilt hat, dass er sich zur Sanierung des Geländes verpflichtet, gemäß Artikel 169/10 ein Sanierungsprojekt ein. Wenn nach der Orientierungsstudie eine Untersuchung zur Charakterisierung oder ein Reinigungsprojekt vorgesehen ist, kann die Frist auf Antrag hin um eine Höchstdauer von zweimal sechzig Tagen von der Regierung verlängert werden.

Art. 169/6 - Es wird vermutet, dass der Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigte oder Nutznießer auf eine Sanierung des Geländes verzichtet, wenn:

- 1° er innerhalb der in Artikel 169/5 vorgesehenen Frist das Sanierungsprojekt nicht eingereicht hat;
- 2° er innerhalb der Frist, die durch den Beschluss zur Genehmigung des Sanierungsprojekts festgelegt worden ist, die Sanierungsarbeiten nicht sichtlich begonnen hat;
- 3° er innerhalb der Frist, die durch den Beschluss zur Genehmigung des Sanierungsprojekts festgelegt worden ist, die Sanierungsarbeiten nicht fertiggestellt hat.

In diesem Fall findet Artikel 169/3 Anwendung. Jedoch wird der in Artikel 169/3, § 2 erwähnte, für den Erwerb berücksichtigte Wert insbesondere aufgrund der Kosten der in Artikel 167, 2° erwähnten Arbeiten zur Sanierung des Geländes, abzüglich der Studien oder der bereits ausgeführten Arbeiten geschätzt.

Abschnitt IV — Regelung über die nicht vorrangig zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände

Art. 169/7 - Der Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigte oder Nutznießer reicht innerhalb von hundert fünfzig Tagen nach der in Artikel 169/1, Absatz 2 erwähnten Mitteilung das Sanierungsprojekt ein. Wenn nach der Orientierungsstudie eine Untersuchung zur Charakterisierung oder ein Reinigungsprojekt vorgesehen ist, kann die Frist von der Regierung auf Antrag hin verlängert werden.

Art. 169/8 - Der Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigte oder Nutznießer muss innerhalb der durch den Beschluss zur Genehmigung des Sanierungsprojekts festgelegten Frist die Sanierungsarbeiten sichtlich in Angriff nehmen.

Art. 169/9 - Bei Untätigkeit ermahnt die Regierung den Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigten oder Nutznießer, innerhalb einer letzten von ihr festgelegten Frist seinen Verpflichtungen nachzukommen.

Abschnitt V — Verfahren zur Annahme des Sanierungsprojekts

Art. 169/10 - Ein Sanierungsprojekt wird der Regierung in sieben Ausfertigungen per Posteinschreiben mit Empfangsbestätigung zugestellt oder gegen eine Abnahmebescheinigung abgegeben. Dieses Projekt umfasst auf jeden Fall:

1° eine Orientierungsstudie und ggf. eine Untersuchung zur Charakterisierung oder ein Reinigungsprojekt gemäß den Artikeln 31 ff. des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden;

2° eine Beschreibung der Renovierungshandlungen und -arbeiten, mit je nach Fall dem folgenden Inhalt:

a. eine Beschreibung der abzureißenden oder abzubauenen ortsfesten Konstruktionen und Einrichtungen, einschließlich der unterirdischen;

b. eine Beschreibung der Reparatur-, Instandhaltungs- oder Erhaltungsarbeiten, sowie der Umbauarbeiten an den behaltene Gebäuden;

c. eine Beschreibung der für das Projekt erforderlichen Erdbewegungen, einschließlich der Erdzufuhr bzw. der Erdabfuhr und die Herkunft der ggf. gebrachten Erde;

d. die Räumung von Produkten, Materialien, aus dem Abbruch zurückgelassenen Ausrüstungen oder Abfällen;

e. die Ausstattungsarbeiten im Außenbereich, insbesondere die Aussaat, die Bepflanzungen und die Bewaldungen;

f. eine Kostenschätzung;

3° eine Schätzung der Fristen, innerhalb derer die Arbeiten ausgeführt werden;

4° die Beschreibung der ergriffenen Maßnahmen zur Gewährleistung der Sicherheit bei der Ausführung der Arbeiten;

5° eine Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit;

6° eine nicht-technische Zusammenfassung der oben erwähnten Angaben.

Art. 169/11 - Innerhalb einer Frist von dreißig Tagen nach dem Tag, an dem sie das Reinigungsprojekt erhält, stellt die Regierung per Posteinschreiben ihren Beschluss zu, durch den sie entscheidet, ob das Sanierungsprojekt vollständig und zulässig ist. Ist der Antrag nicht vollständig, so schickt die Regierung auf die gleiche Weise dem Antragsteller ein Verzeichnis der fehlenden Unterlagen und Informationen, wobei sie angibt, dass das Verfahren am Tag des Eingangs der fehlenden Teile von neuem anfängt.

Art. 169/12 - In dem Beschluss, durch den die Regierung das Sanierungsprojekt für vollständig und zulässig erklärt:

1° wird gemäß Artikel 9bis des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region mitgeteilt, ob das Projekt bedeutsame Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte;

2° wird bestimmt, welche Instanzen zu Rate zu ziehen sind.

Art. 169/13 - An dem Tag, an dem die Regierung gemäß Artikel 169/11 dem Sanierungspflichtigen ihren Beschluss, durch den sie entscheidet, ob das Sanierungsprojekt vollständig und zulässig ist, zustellt, übermittelt sie das Projekt den verschiedenen von ihr bestimmten Instanzen zur Begutachtung.

Diese schicken ihr Gutachten innerhalb von fünfzig Tagen ab ihrer Anrufung.

Falls kein Gutachten geschickt oder gegen Abnahmebescheinigung abgegeben worden ist, gilt das Gutachten als günstig.

Art. 169/14 - Innerhalb einer Frist von hundert zwanzig Tagen nach dem Tag, an dem sie den Beschluss zur Bescheinigung der Zulässigkeit des Projekts zugeschickt hat, stellt die Regierung per Posteinschreiben dem Antragsteller ihren Beschluss zu.

Wenn die Regierung das Sanierungsprojekt genehmigt:

1° legt sie fest, innerhalb welcher Frist die Sanierungshandlungen und -arbeiten sichtlich in Angriff zu nehmen sind, sowie innerhalb welcher Frist sie fertig sein müssen;

2° kann sie dem Antragsteller das Folgende auferlegen:

a. jede Bedingung, die sie für zweckmäßig hält, um zu vermeiden, dass das Sanierungsprojekt während oder nach seiner Verwirklichung Gefahren, Belästigungen oder Nachteile für den Menschen oder die Umwelt verursachen kann;

b. die Leistung einer Sicherheit nach den in Artikel 55 des Dekrets über die Umweltgenehmigung oder in Artikel 86 des vorliegenden Gesetzbuches vorgesehenen Modalitäten, deren Betrag den Kosten entspricht, die von den öffentlichen Behörden getragen werden müssten, wenn sie die Sanierung durchführen müssten.

Wenn die Regierung innerhalb der ihr eingeräumten Frist keine Entscheidung getroffen hat, gilt das Sanierungsprojekt als zurückgewiesen. Eine fehlende Entscheidung innerhalb von hundert zwanzig Tagen gibt dem Antragsteller das Recht auf eine Pauschalentschädigung von 2.500 Euro. Für die Entschädigungsanträge sind die Gerichtshöfe und Gerichte zuständig.

Art. 169/15 - Wenn sich die Regierung verweigert, das Sanierungsprojekt zu genehmigen, führt sie die Abänderungen auf, die an dem Projekt vorzunehmen sind, um es gemäß Artikel 169/10 erneut einzureichen.

Art. 169/16 - Die Genehmigung des Sanierungsprojekts gilt als Umweltgenehmigung, Erklärung, Registrierung im Sinne des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, als Städtebaugenehmigung oder Globalgenehmigung. In Abweichung von Artikel 87 des vorliegenden Gesetzbuches und von Artikel 53 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung verfällt die Genehmigung des Sanierungsprojekts nur für den übrigen Teil der nicht ausgeführten Sanierungshandlungen und -arbeiten, wenn diese innerhalb der zwei Jahre nach dem Datum, an dem sie hätten ausgeführt werden müssen, nicht fertig sind.

Art. 169/17 - Wenn das Sanierungsprojekt ein Reinigungsprojekt umfasst, werden die Sanierungshandlungen und -arbeiten gemäß Artikel 57 des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden unter der Aufsicht eines Sachverständigen ausgeführt.

Art. 169/18 - Der Sanierungspflichtige, der eine oder mehrere Gelände zu sanieren hat, kann bei der Regierung eine zeitliche Staffellung seiner Verpflichtungen beantragen, und macht dazu einen Vorschlag, der insbesondere den vorrangigen Charakter eines oder mehrerer Gelände ggf. berücksichtigt. Die Regierung genehmigt den Vorschlag. Sie legt die Durchführungsmodalitäten der vorliegenden Bestimmung fest.

Abschnitt VI — Mehrere Sanierungspflichtige

Art. 169/19 - Bei mehreren Sanierungspflichtigen, die dasselbe Gelände zu sanieren haben, veranstaltet die Regierung nach den von ihr festgelegten Modalitäten eine Konzertierungsversammlung zwischen den verschiedenen betroffenen Inhabern dinglicher Rechte. Diese Konzertierungsversammlung findet innerhalb von dreißig Tagen nach der in Artikel 169/1 erwähnten Mitteilung statt.

Wenn mehrere Sanierungspflichtige ein Sanierungsprojekt in Anwendung der Artikeln 169/5 oder 169/7 einreichen, so bezeichnen sie einen Mandatsträger, der mit den Beziehungen mit der Wallonischen Region beauftragt wird.»

Art. 12 - In Artikel 171 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1. In Paragraph 1 wird der Wortlaut «in Artikel 169, § 1» durch den Wortlaut «in Artikel 169/1, Absatz 2» ersetzt;
2. In Paragraph 4 wird der Wortlaut «in Artikel 168, § 3» durch den Wortlaut «in Artikel 169/1, Absatz 2» ersetzt;

Art. 13 - In Art. 175, Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut «stillgelegten Gewerbebetriebsgeländes» durch den Wortlaut «zu sanierenden Gewerbebetriebsgeländes» ersetzt.

Art. 14 - In Art. 181, Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut «stillgelegten Gewerbebetriebsgelände» durch den Wortlaut «zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände» ersetzt.

Art. 15 - Artikel 182 desselben Gesetzbuches wird aufgehoben.

Art. 16 - In Artikel 183, Absatz 2 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1. In Punkt 3° wird der Wortlaut «, Sanierung oder Renovierung» durch den Wortlaut «oder Sanierung» ersetzt.
2. In Punkt 4° wird der Wortlaut «, Sanierung oder Renovierung» durch den Wortlaut «oder Sanierung» ersetzt.

Art. 17 - In Art. 184, 2° desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut «Sanierung und Renovierung von Immobiliargütern» durch den Wortlaut «Sanierung von Immobiliargütern» ersetzt.

TITEL III — Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Art. 18 - Artikel 1, 13° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird wie folgt ergänzt: «was die Anlagen und Tätigkeiten betrifft, die in der in Artikel 3, Absätze 5 und 6 erwähnten Liste aufgenommen sind, ist die Wiederinstandsetzung für den Boden die Wiederinstandsetzung, die sich aus den in Artikel 16 des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden erwähnten Verpflichtungen ergibt».

Art. 19 - Artikel 3 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird durch die folgenden Absätze ergänzt:

«Die Regierung erlässt unter den Tätigkeiten und Anlagen, deren Bewirtschaftung einer Umweltgenehmigung unterworfen ist, die Liste derjenigen, die den Boden am meisten verschmutzen können.

Die Liste kann für diejenigen, die eine höhere Gefahr der Bodenverschmutzung aufweisen, die Frist angeben, in welcher eine Orientierungsstudie zum ersten Mal durchzuführen ist, oder bestimmen, wie oft eine solche Studie durchzuführen ist.»

Art. 20 - In Artikel 13, Absatz 2 desselben Dekrets wird der Wortlaut «bezüglich der sich auf dem Gebiet von mehreren Gemeinden befindenden Betriebe» durch den Wortlaut «bezüglich der sich auf dem Gebiet von mehreren Gemeinden oder in einem in Artikel 34bis des CWATUP erwähnten, durch keinen kommunalen Raumordnungsplan gedeckten Sanierungsgebiet befindenden Betriebe» ersetzt.

Art. 21 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 59ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 59ter - § 1. Unbeschadet ihrer Verpflichtungen in Sachen Wiederinstandsetzung und Nachbewirtschaftung müssen die folgenden Personen die in Artikel 16 des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden erwähnten Verpflichtungen erfüllen:

- 1° der Betreiber einer in Artikel 3, Absatz 5 erwähnten Anlage oder Tätigkeit, bei jeder Betriebseinstellung;
- 2° der Betreiber einer in Artikel 3, Absatz 6 erwähnten Anlage oder Tätigkeit, die den Bedingungen, die durch den aufgrund dieser Bestimmung verabschiedeten Erlass vorgesehen sind, entspricht;

Bei der Erfüllung ihrer Verpflichtungen handeln sie gemäß dem Dekret über die Reinigung der verschmutzten Böden.

Im Sinne von Punkt 1° von Absatz 1 des vorliegenden Paragraphs versteht man unter Betriebseinstellung die Einstellung des Betriebs aus folgenden Gründen:

- 1° Ablauf der Gültigkeit der Genehmigung, wenn inzwischen keine neue Genehmigung für dieselbe Anlage oder Tätigkeit erteilt worden ist;
- 2° Entzug der Genehmigung gemäß den Artikeln 65, § 2 oder 72, § 1;
- 3° ausdrücklicher Verzicht des Betreibers darauf, die Wirkungen der Genehmigung geltend zu machen;
- 4° Nichtbewirtschaftung der Gesamtheit oder eines wesentlichen Teils der Anlage oder Tätigkeit während zwei Jahren.

§ 2. Der Betreiber wird nach den in Artikel 23 des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden festgelegten Modalitäten von der im vorigen Absatz bestimmten Verpflichtung befreit, wenn er nachweist, dass er sich in einem der folgenden Fällen befindet:

1° die Verschmutzung oder das Hinterlassen von Abfällen sind nicht auf seine Aktivitäten zurückzuführen;

2° er hat von der zuständigen öffentlichen Behörde eine Unterlage erhalten, die bescheinigt, dass eine Reinigung in Anwendung eines Sanierungsplans, einer Wiederinstandsetzung oder eines Reinigungsplans im Sinne des CWATUP, der Gesetzgebung in Sachen Umweltgenehmigung, Abfälle, Grundwasser, Steingruben oder Halden ordnungsgemäß ausgeführt worden ist;

3° eine Reinigung in Anwendung eines Sanierungsplans, einer Wiederinstandsetzung oder eines Reinigungsplans im Sinne des CWATUP, der Gesetzgebung in Sachen Umweltgenehmigung, Abfälle, Grundwasser, Steingruben oder Halden wird gerade ausgeführt;

4° eine Drittperson ist für die Ausführung seiner Verpflichtungen gemäß Artikel 20, Absatz 1 des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden an seine Stelle getreten;

5° die Überschreitung oder das Risiko einer Überschreitung des Schwellenwertes, die seine Eigenschaft als Pflichtiger begründet, ist nur auf eine nach der Verschmutzung vorgenommene Abänderung des Sektorenplans oder eines kommunalen Raumordnungsplans zurückzuführen;

6° es wurde nicht nur zum Zeitpunkt, an dem die Verschmutzung entstanden ist, sondern ebenfalls während des ganzen Zeitraums vor dem Datum der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* des vorliegenden Dekrets beim Stand der wissenschaftlichen und technischen Kenntnisse nicht betrachtet, dass die Bodenverschmutzung Schaden an der menschlichen Gesundheit oder an der Umweltqualität verursachen konnte.»

Art. 22 - Artikel 71, § 1, Absatz 1 desselben Dekrets wird durch einen Punkt 4° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«4° die Regierung oder deren Beauftragten im Sinne von Artikel 2, 14° des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden informieren.»

Art. 23 - Artikel 74, § 1, Absatz 1 desselben Dekrets wird durch einen Punkt 4° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«4° die Regierung oder deren Beauftragten im Sinne von Artikel 2, 14° des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden informieren.»

Art. 24 - Artikel 79 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1. Paragraph 1, Absatz 1 wird durch einen Punkt 4° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«4° die Bestimmungen des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden einzuhalten.»

2. Paragraph 2 wird durch einen Punkt 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Gegebenenfalls wird die Einhaltung der Bestimmungen des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden vorgeschrieben.»

Art. 25 - In Artikel 81, Absatz 2 desselben Dekrets wird der Wortlaut «oder in einem in Artikel 34bis des CWATUP erwähnten, durch keinen kommunalen Raumordnungsplan gedeckten Sanierungsgebiet» zwischen den Wortlaut «auf dem Gebiet mehrerer Gemeinden» und den Wortlaut «befinden» eingefügt.

TITEL IV. — Dekret über die Reinigung der verschmutzten Böden

Art. 26 - Der vorliegende Artikel beinhaltet die Bestimmungen des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden.

«KAPITEL I — Allgemeines

Abschnitt I — Zielsetzungen

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret hat zum Zweck, der Verschmutzung des Bodens vorzubeugen, die potentiellen Verschmutzungsquellen zu identifizieren, die Ermittlungen zur Feststellung der Verschmutzung zu organisieren, und die Modalitäten für die Reinigung der verschmutzten Böden zu bestimmen.

Abschnitt II — Begriffsbestimmungen

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° «Boden»: die oberflächliche Schicht der Erdkruste, einschließlich des Grundwassers im Sinne des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser, sowie die anderen Elemente und Organismen, die sich darauf bzw. darin befinden;

2° «Bodenverschmutzung»: das Vorhandensein auf oder in dem Boden von Produkten, Stoffen, Abfällen, chemischen Zusammensetzungen oder Organismen infolge der menschlichen Aktivität, die für die Bodenqualität direkt oder indirekt schädlich sind oder sein können;

3° «Schadstoffe»: Produkte, Stoffe, Abfälle, chemische Zusammensetzungen oder Organismen, die für eine Verschmutzung verantwortlich sind;

4° «neue Bodenverschmutzung»: ab dem 1. Januar 2003 entstandene Verschmutzung;

5° «historische Bodenverschmutzung»: vor dem 1. Januar 2003 entstandene Verschmutzung;

6° «gemischte Bodenverschmutzung»: teilweise vor und teilweise nach dem 1. Januar 2003 entstandene Verschmutzung;

7° «Bodenverschmutzung, die eine schwerwiegende Gefährdung darstellt»:

a. die Bodenverschmutzung, die angesichts der Bodeneigenschaften und der vom Boden erfüllten Funktionen, der Natur, der Konzentration und des Verbreitungsrisikos der vorhandenen Stoffe oder Organismen einen Kontakt zwischen den schädlichen Stoffen oder Organismen und den Menschen, Tieren und Pflanzen verursacht oder verursachen könnte, der die menschliche Gesundheit oder die Umweltqualität sicherlich oder wahrscheinlich gefährdet;

b. die Bodenverschmutzung, die die Reserven von aufbereitablem Wasser gefährden könnte;

8° «Grundstück»: der Boden, einschließlich der im oder auf dem Boden errichteten Gebäude und Anlagen;

9° «verschmutztes Grundstück»: das Grundstück, auf dem die Bodenverschmutzung entstanden ist, und das Grundstück, auf dem sie sich verbreitet;

10° «Reinigung des Grundstücks»: die Beseitigung, Neutralisierung, Immobilisierung und Begrenzung an einer Stelle der Bodenverschmutzung oder der Schutz gegen die Bodenverschmutzung;

11° «Sicherheitsmaßnahmen»: einzelfallbezogene und zeitlich begrenzte Maßnahmen, einschließlich der Verwendungsbeschränkungen, mit Ausnahme der Reinigungshandlungen und -arbeiten, die dazu bestimmt sind, die Auswirkungen einer Bodenverschmutzung zu beherrschen oder ihr vorzubeugen;

12° «Überwachungsmaßnahmen»: Maßnahmen zur Beherrschung der Risiken und zur Gewährleistung der Wirksamkeit der Sicherheitsmaßnahmen oder der Handlungen und Arbeiten zur Reinigung des Bodens;

13° «die besten verfügbaren Techniken»: die wirksamste und fortgeschrittenste Entwicklungsstufe der Anlagen und Tätigkeiten und ihrer Planungs-, Bau-, Betriebs- und Instandhaltungsformen im Bereich der Bodenreinigung, die die praktische Eignung besonderer Techniken nachweist, im Prinzip die Grundlage der in Ausführung des vorliegenden Dekrets festgelegten Werte zu bilden, die darauf abzielt, die Schäden für die menschliche Gesundheit oder die Umweltqualität in ihrer Gesamtheit zu vermeiden und, falls sich dies als unmöglich erweist, diese allgemein zu verringern, unter der Bedingung, dass diese Techniken in einem Maßstab entwickelt werden, der es ermöglicht, sie in dem betreffenden Sektor unter wirtschaftlich und technisch lebensfähigen Bedingungen anzuwenden und dass sie unter vernünftigen Bedingungen zugänglich sind;

14° «zuständige Behörde»: die Regierung oder ihr Beauftragter;

15° «Sachverständiger»: der Sachverständige, der zur Erfüllung der im vorliegenden Dekret vorgesehenen Aufgaben von der Regierung zugelassen wird;

16° «Hintergrundkonzentration»: Umgebungskonzentration an einem Schadstoff im Boden oder im Grundwasser; die Umgebungskonzentrationen können auf natürliche geologische Schwankungen oder auf den Einfluss einer allgemein verbreiteten landwirtschaftlichen, industriellen oder städtischen Aktivität in einer Gegend hinweisen;

17° «Bezugswert»: von der Regierung festgelegter, im Prinzip dem durch die Reinigung zu erreichenden Ziel entsprechender Richtwert der Hintergrundkonzentrationen an erwarteten Schadstoffen im Boden oder im Grundwasser, wenn kein natürlich reicher geochemischer Untergrund und kein Einfluss einer allgemein verbreiteten landwirtschaftlichen, industriellen oder städtischen Aktivität in einer Gegend festzustellen ist;

18° «Schwellenwert»: von der Regierung festgelegte Schadstoffkonzentration im Boden oder im Grundwasser, die einem Pegel entspricht, bei dessen Überschreitung eine Untersuchung zur Charakterisierung vorzunehmen ist;

19° «Eingriffswert»: von der Regierung festgelegte Schadstoffkonzentration im Boden oder im Grundwasser, die einem Pegel entspricht, bei dessen Überschreitung eingegriffen wird; dieser Eingriff kann ggf. gleichzeitig folgende Formen haben:

- a. eine Reinigung;
- b. Sicherheitsmaßnahmen;
- c. Überwachungsmaßnahmen;

20° «Sonderwert»: nach einer ersten Untersuchung zur Charakterisierung festgestellter oder infolge einer ersten Reinigung erreichter Wert, der in der in Artikeln 39 und 59 erwähnten Bescheinigung bestimmt wird;

21° «Gesellschaft»: die in Artikel 39 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnte "Société publique d'aide à la qualité de l'environnement" (öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität).

Abschnitt III — Information und Überwachung

Art. 3 - Derjenige, unter dessen Aufsicht sich ein Grundstück befindet, auf dem sich entweder Verschmutzungen, deren Konzentration die in Artikeln 41 bis 43 festgelegten Kriterien überschreitet, oder hinterlassene Abfälle befinden, hat die zuständige Behörde sofort zu benachrichtigen, wenn er über das Vorhandensein dieser Schadstoffe oder Abfälle informiert ist.

Er hat ebenfalls die Verpflichtung, sobald er informiert ist, die zuständige Behörde sowie den Eigentümer über jegliches ernsthaftes Risiko einer Ausbreitung der Verschmutzung außerhalb des Grundstücks zu verständigen.

Art. 4 - § 1. Die Regierung kann die Verfahrensregel bezüglich der Ermittlungen festlegen, die für den Beschluss der zuständigen Behörde im Sinne von Artikeln 18 und 19 notwendig sind.

Sie bezeichnet die zuständigen Bediensteten, um diese Ermittlungen vorzunehmen.

Diese Bediensteten dürfen insbesondere:

1° sich an Ort und Stelle und auf erstes Verlangen jegliches Dokument, jegliche Bescheinigung oder Urkunde oder jegliches Buch vorzeigen lassen oder solche Unterlagen ausfindig machen, die zur Durchführung ihrer Aufgabe nützlich sind, eine photographische oder sonstige Kopie davon machen oder diese gegen Empfangsbescheinigung mitnehmen;

2° das Grundstück zu betreten, für welche ernsthafte Hinweise einer Bodenverschmutzung oder des Hinterlassens von Abfällen bestehen, um gemäß den von der Regierung festgelegten Regeln Bohrungen ausführen zu lassen, Proben zu entnehmen oder Analysen vorzunehmen.

Diese Bediensteten dürfen einen Ort, der einen Wohnsitz im Sinne von Artikel 15 der Verfassung bildet, ohne vorherige Zustimmung des Untersuchungsrichters nicht betreten.

Die im vorliegenden Dekret erwähnten Bediensteten dürfen Beamte der öffentlichen Gewalt anfordern, und diese müssen sie im Rahmen der Ausübung ihrer Aufgaben unterstützen.

§ 2. Was die Gesellschaft betrifft, so finden die Bestimmungen der Paragraphen 3 und 4 des Artikels 39 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle Anwendung.

Art. 5 - Unbeschadet der Artikel 58 und 59 und jeglicher Bestimmung in Sachen Ermittlung und Feststellung von Verstößen, erteilen die Pflichtigen und Sachverständigen der zuständigen Behörde auf den ersten Antrag hin jegliche Information über die in Artikel 16 erwähnten Verpflichtungen, ihre Ausführungsmodalitäten und ihren Entwicklungsstand.

Zu diesem Zweck genießt die zuständige Behörde die in Artikel 4 erwähnten Vorrechte.

Abschnitt IV — Enteignung

Art. 6 - Auf eigene Initiative oder auf Antrag des Pflichtigen im Sinne von Artikel 16 kann die Regierung die Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken der Immobiliengüter zwecks der Ausführung der Reinigungshandlungen und -arbeiten an dem Grundstück vornehmen. Gegebenenfalls erfolgt die Enteignung im Namen und für Rechnung des Pflichtigen.

Die Regierung kann die Gesellschaft ermächtigen, die Immobiliengüter zwecks der Ausführung der Reinigungshandlungen und -arbeiten an dem Grundstück, mit denen sie in Anwendung von Artikel 65 beauftragt ist, zu gemeinnützigen Zwecken zu enteignen.

Abschnitt V — Auflagen

Art. 7 - Die Grundstücke, die Gegenstand von Ermittlungen, von Sicherheitsmaßnahmen oder von einer Reinigung sind, sowie die Nachbargüter werden mit den Auflagen verbunden, die zur günstigen Abwicklung dieser Handlungen nötig sind, einschließlich des Zugangs, der Verwendungsbeschränkungen, der Ausführung oder Erhaltung von Bauwerken, Handlungen und Arbeiten.

Den Inhabern dinglicher oder personenbezogenen Rechte an diesen Gütern wird keine Entschädigung geschuldet, mit Ausnahme ihres Einspruchs gegen den Verantwortlichen.

*KAPITEL II — Werte, Register der Hintergrundwerte, Verzeichnisse und Datenbanken**Abschnitt I — Werte*

Art. 8 - Unbeschadet der zu erreichenden Sonderwerte, die in der in Artikel 39 und in Artikel 59 erwähnten Bescheinigung festgelegt werden, kann die Regierung unter Berücksichtigung der Benutzungsarten des Grundstücks, je nachdem ob es sich um eine natürliche, landwirtschaftliche, zu Wohnzwecken bestimmte oder gemischte Benutzung handelt, die Schwellenwerte und die Eingriffswerte für die Böden anpassen.

Die Regierung bestimmt den Anwendungsbereich jeder Benutzungsart unter Berücksichtigung der Bestimmungen des Sektorenplans und des kommunalen Raumordnungsplanes einerseits und der wirklichen Benutzung des Grundstücks andererseits.

Abschnitt II — Register der Hintergrundwerte

Art. 9 - Die Regierung erstellt die Karte der geologischen Schwankungen der Hintergrundwerte des Bodens und des Grundwassers für das Gebiet der Region. Sie bestimmt außerdem die Schadstoffkonzentrationen im Boden und im Grundwasser, die sich aus einer allgemein verbreiteten landwirtschaftlichen, industriellen oder städtischen Aktivität ergeben, und lokalisiert sie. Sie sorgt für ihre Veröffentlichung.

Abschnitt III — Verzeichnisse der verschmutzten oder verschmutzungsgefährdeten Grundstücke

Unterabschnitt 1 — Identifizierung der Anlagen und Tätigkeiten, die den Boden am meisten verschmutzen können

Art. 10 - Die in Artikel 3, Absätze 5 und 6 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Listen der Anlagen und Tätigkeiten, deren Bewirtschaftung einer Umweltgenehmigung unterworfen ist, und die den Boden am meisten verschmutzen können, können von der Regierung auf die Tätigkeiten erweitert werden, die aufgrund einer früheren Gesetzgebung einer administrativen Erlaubnis unterliegen.

Unterabschnitt 2 — Verzeichnisse

Art. 11 - Innerhalb des Jahres des Inkrafttretens des in Artikel 10 erwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung erstellt die Gesellschaft:

1° ein Verzeichnis der Grundstücke, auf denen ein Betrieb mit einer der in Artikel 3, Absätze 5 und 6 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und in Artikel 10 des vorliegenden Dekrets erwähnten Anlagen oder Tätigkeiten niedergelassen ist oder gewesen ist;

2° ein Verzeichnis der anderen verschmutzten oder verschmutzungsgefährdeten Grundstücke, oder der Grundstücke, auf welche Abfälle hinterlassen worden sind.

Art. 12 - Die Behörden oder Verwaltungsdienste, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, übermitteln der Gesellschaft auf den ersten Antrag die Informationen, über die sie verfügen, die die Erstellung der Verzeichnisse ermöglichen können.

Art. 13 - Innerhalb von sechzig Tagen nach der Eintragung eines Grundstücks in ein der in Artikel 11 erwähnten Verzeichnisse notifiziert die Gesellschaft per Posteinschreiben die Daten, die sie betreffen und die in den Verzeichnisenentwürfen aufgenommen sind:

1° den Eigentümern sowie den Erbpächtern, Erbbauberechtigten und Nutznießern;

2° den Betreibern der in den Listen aufgenommenen Anlagen oder Tätigkeiten;

3° der Gemeinde.

Die in Absatz 1 erwähnten Personen teilen der Gesellschaft innerhalb von sechzig Tagen nach Eingang der in Absatz 1 erwähnten Sendung per Posteinschreiben ihre Bemerkungen mit. Mangels dessen wird vermutet, dass sie keinen Einwand vorzubringen haben.

Innerhalb von sechzig Tagen nach Eingang der Bemerkungen und aufgrund dieser Bemerkungen ändert die Gesellschaft ggf. die Daten ab, die in den Verzeichnisenentwürfen aufgenommen sind. Innerhalb derselben Frist teilt sie den betroffenen Personen die Abänderungen der Daten oder die Gründe mit, aus welchen sie erachtet hat, dass diese Daten nicht abgeändert werden mussten.

Abschnitt IV — Datenbank über den Bodenzustand

Art. 14 - Die Gesellschaft erstellt auf der Grundlage der in Artikel 11 erwähnten Verzeichnisse eine Datenbank über den Bodenzustand und aktualisiert sie.

Diese Datenbank umfasst:

1° die Identifizierung der betroffenen Katasterparzellen;

2° die Identität des Eigentümers, des Erbpächters, des Erbbauberechtigten, des Nutznießers oder des Betreibers des Betriebs, zu dem die Anlage oder Tätigkeit gehört;

3° die Betriebe, die eine Bodenverschmutzung verursachen können, die nach den Registern der Umweltgenehmigungen dort bewirtschaftet werden oder wurden;

4° die Liste der Grundstücke, die den Gegenstand eines in Artikel 65, Absatz 1 erwähnten Eingriffs von Amts wegen bilden könnten;

5° die zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände oder diejenigen, die in Anwendung der Artikel 167 ff. des CWATUP als solche betrachtet werden könnten;

6° die ehemaligen Abfalldeponien und Müllabladeplätze;

7° die Daten bezüglich der Verschmutzung, über welche die zuständige Behörde verfügt, insbesondere infolge der Orientierungsstudien und der Untersuchungen zur Charakterisierung oder nach Ausführung der Reinigungshandlungen und -arbeiten und aufgrund der in Artikel 59, § 3 erwähnten abschließenden Bewertung, oder nach Ausführung der in derselben Bestimmung erwähnten zusätzlichen Arbeiten;

8° die Sicherheits- oder Überwachungsmaßnahmen, die ggf. in Anwendung des vorliegenden Dekrets auferlegt werden;

9° die Bescheinigungen der im Rahmen des vorliegenden Dekrets untersuchten oder gereinigten Grundstücke, sowie die von den zuständigen öffentlichen Behörden ausgestellten Unterlagen zur Bescheinigung, dass eine Reinigung in Anwendung eines Sanierungsplans, einer Wiederinstandsetzung oder eines Reinigungsplanes im Sinne des CWATUP, der Gesetzgebung in Sachen Umweltgenehmigung, Abfälle, Grundwasser, Steingruben oder Halden ordnungsgemäß ausgeführt worden ist;

Die Datenbank wird von einem Verwaltungsausschuss verwaltet, der sich aus jeweils einem Vertreter der Gesellschaft, der Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt und der Abteilung Raumordnung und Städtebau der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes zusammensetzt.

Die Regierung ernennt die Mitglieder des Ausschusses. Sie erlässt die Modalitäten für die Arbeitsweise des Verwaltungsausschusses. Der Verwaltungsausschuss unterbreitet der Regierung seine allgemeine Dienstordnung zur Genehmigung.

Abschnitt V — Information

Art. 15 - Der Zugang zur Datenbank über den Bodenzustand erfolgt unter den Bedingungen und nach den Modalitäten, die in der Gesetzgebung über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt vorgesehen sind.

In Abweichung von Absatz 1 haben die Pflichtigen im Sinne von Artikel 19 oder in Anwendung von Artikel 169 des CWATUP sowie der Sachverständige nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten einen direkten Zugang zu den Informationen bezüglich Grundstücke, die sie betreffen und die in der Datenbank über den Bodenzustand aufgenommen sind.

KAPITEL III — Pflichtbegründende Tatbestände und Pflichtige

Abschnitt I — Allgemeines

Art. 16 - Das vorliegende Kapitel bestimmt die Tatbestände, die die folgenden Pflichten begründen und die Personen, die einer solchen Pflicht unterliegen:

1° gemäß den Bestimmungen der Abschnitte 2 und 3 des Kapitels IV des vorliegenden Dekrets:

a. Pflicht, eine Orientierungsstudie vorzunehmen;

b. Pflicht, ggf. eine Untersuchung zur Charakterisierung vorzunehmen;

c. Pflicht, ggf. eine Reinigung vorzunehmen;

2° gemäß Artikeln 33, Absatz 2, 4°, a und Absatz 4, 39, Absätze 4 und 5, und 59, § 3, Absatz 2: Pflicht, Sicherheitsmaßnahmen zu treffen;

3° gemäß Artikel 59, § 3, Absatz 1, 2°: Pflicht, Überwachungsmaßnahmen zu treffen.

Abschnitt II — Pflichtbegründende Tatbestände

Art. 17 - Wer es wünscht, kann sich den Bestimmungen von Kapitel IV individuell unterwerfen.

Die Anwendung der Bestimmungen des Kapitels IV kann ebenfalls gemäß dem Dekret vom 20. Dezember 2001 über die Umweltvereinbarungen den Gegenstand einer Umweltvereinbarung bilden.

In beiden Fällen wird in Abweichung von den Artikeln 33, Absatz 2, 4°, b und 53, Absatz 2, 2°, b keine Sicherheit geleistet.

Art. 18 - Unbeschadet der Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Kapitels I, Titel I, Buch II des CWATUP entstehen die in Artikel 16 erwähnten Pflichten jederzeit auf Beschluss der zuständigen Behörde, die angibt, welche ernsthafte Elemente darauf hinweisen, dass eine Bodenverschmutzung die Schwellenwerte oder die zu erreichenden Sonderwerte überschreitet, oder dass Abfälle ohne Genehmigung vorhanden sind, und die bestimmt, in welcher Eigenschaft der Pflichtige bezeichnet wird.

Die zuständige Behörde befindet insbesondere über das Risiko einer schwerwiegenden Gefährdung.

Abschnitt III — Pflichtige

Unterabschnitt 1 — Identifizierung der Pflichtigen

Art. 19 - Die Personen, die den in Artikel 16 erwähnten Pflichten unterliegen, sind ggf. gleichzeitig:

1° derjenige, der gemäß Artikel 17 die Bestimmungen des Kapitels IV anwendet;

2° der von der zuständigen Behörde bezeichnete Verursacher oder vermeintliche Verursacher der Bodenverschmutzung oder des Hinterlassens von Abfällen;

3° mangels dessen, der von der zuständigen Behörde bezeichnete Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigte oder Nutznießer:

a. wenn kein Verursacher oder vermeintlicher Verursacher identifiziert werden kann, oder wenn alle vermeintlichen Verursacher schwer zu identifizieren sind;

b. wenn kein Verursacher oder vermeintlicher Verursacher für verantwortlich gemacht werden kann, oder wenn die Verantwortung aller Verursacher schwer zu beweisen ist;

c. wenn der Verursacher oder vermeintliche Verursacher zahlungsunfähig ist oder über unzureichende finanzielle Sicherheiten verfügt.

Unterabschnitt 2 — Befreiungsmöglichkeiten zugunsten der Pflichtigen

Befreiungsgründe

Art. 20 - Befreit wird der Pflichtige, der nachweist, dass eine Drittperson unter den folgenden Umständen in seine Stelle getreten ist:

1° die Drittperson hat sich ausdrücklich verpflichtet, alle Verpflichtungen des Pflichtigen bedingungslos und unwiderruflich auszuführen;

2° die zuständige Behörde hat sich ausdrücklich mit den Bedingungen dieser Substitution und mit der Identität der Drittperson für einverstanden erklärt;

3° die Drittperson hat die ggf. erforderliche Sicherheit geleistet.

Von den in Artikel 16 erwähnten Pflichten wird ebenfalls der gemäß Artikel 19, 2° oder 3° bestimmte Pflichtige befreit, wenn er die in Artikeln 21 und 22 erwähnten Bedingungen erfüllt.

Art. 21 - Um die in Artikel 20, Absatz 2 erwähnte Befreiung zu genießen, muss der Verursacher oder vermeintliche Verursacher der Bodenverschmutzung oder des Hinterlassens von Abfällen unbeschadet von Artikel 20, Absatz 1 nachweisen, dass er sich in einem der folgenden Fällen befindet:

1° die Verschmutzung oder das Hinterlassen von Abfällen sind nicht auf seine Aktivitäten zurückzuführen;

2° er hat von der zuständigen öffentlichen Behörde eine Unterlage erhalten, die bescheinigt, dass eine Reinigung in Anwendung eines Sanierungsplans, einer Wiederinstandsetzung oder eines Reinigungsplans im Sinne des CWATUP, der Gesetzgebung in Sachen Umweltgenehmigung, Abfälle, Grundwasser, Steingruben oder Halden ordnungsgemäß ausgeführt worden ist;

3° eine Reinigung in Anwendung eines Sanierungsplans, einer Wiederinstandsetzung oder eines Reinigungsplanes im Sinne des CWATUP, der Gesetzgebung in Sachen Umweltgenehmigung, Abfälle, Grundwasser, Steingruben oder Halden wird gerade ausgeführt;

4° die Überschreitung oder das Risiko einer Überschreitung des Schwellenwertes, die seine Eigenschaft als Pflichtiger begründet, ist nur auf eine nach der Verschmutzung vorgenommene Abänderung des Sektorenplans oder des kommunalen Raumordnungsplans zurückzuführen;

5° beim Stand der wissenschaftlichen und technischen Kenntnisse bildete die Bodenverschmutzung nicht nur zum Zeitpunkt, an dem die Verschmutzung entstanden ist, sondern ebenfalls während des ganzen Zeitraums vor dem Datum der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* des vorliegenden Dekrets keine schwerwiegende Gefährdung;

Art. 22 - Um die in Artikel 20, Absatz 2 erwähnte Befreiung zu genießen, muss der Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigte oder Nutznießer unbeschadet von Artikel 20, Absatz 1 nachweisen, dass er sich in einem der folgenden Fällen befindet:

1° das Vorhandensein von Schadstoffen ergibt sich aus einer Ausbreitung von Außen;

2° er hat von der zuständigen öffentlichen Behörde eine Unterlage erhalten, die bescheinigt, dass eine Reinigung in Anwendung eines Sanierungsplans, einer Wiederinstandsetzung oder eines Reinigungsplans im Sinne des CWATUP, der Gesetzgebung in Sachen Umweltgenehmigung, Abfälle, Grundwasser, Steingruben oder Halden ordnungsgemäß ausgeführt worden ist;

3° eine Reinigung in Anwendung eines Sanierungsplans, einer Wiederinstandsetzung oder eines Reinigungsplanes im Sinne des CWATUP, der Gesetzgebung in Sachen Umweltgenehmigung, Abfälle, Grundwasser, Steingruben oder Halden wird gerade ausgeführt;

4° die Überschreitung oder das Risiko einer Überschreitung des Schwellenwertes, die seine Eigenschaft als Pflichtiger begründet, ist nur auf eine nach der Verschmutzung vorgenommene Abänderung des Sektorenplans oder des kommunalen Raumordnungsplans zurückzuführen;

5° beim Stand der wissenschaftlichen und technischen Kenntnisse bildete die Bodenverschmutzung nicht nur zum Zeitpunkt, an dem die Verschmutzung entstanden ist, sondern ebenfalls während des ganzen Zeitraums vor dem Datum der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* des vorliegenden Dekrets keine schwerwiegende Gefährdung.

6° er erfüllt gleichzeitig die folgenden Bedingungen:

a. er war Inhaber seines dinglichen Rechts vor dem Datum des 1. Januar 2003 oder ist durch Erbschaft Inhaber dieses Rechts geworden;

b. zum Zeitpunkt des Geschehens oder am Tag, an dem er Inhaber seines dinglichen Rechts geworden ist, hatte er oder konnte er nicht Kenntnis von der Bodenverschmutzung oder von dem Hinterlassen von Abfällen haben.

Befreiungsverfahren

Art. 23 - Das Befreiungsverfahren findet wie folgt statt:

1° der Pflichtige richtet an die zuständige Behörde einen mit Gründen versehenen Antrag auf Befreiung mit jeglichem Belegstück, das er für nützlich hält;

2° unter Gefahr der Unzulässigkeit des Antrags informiert der Pflichtige in seiner Eigenschaft als Verursacher oder vermeintlicher Verursacher der Bodenverschmutzung oder des Hinterlassens von Abfällen gleichzeitig den Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigten oder Nutznießer;

3° der Pflichtige und ggf. der Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigte oder Nutznießer werden von der zuständigen Behörde angehört;

4° die zuständige Behörde gibt ggf. an, aus welchen Gründen sie betrachtet, dass der Sanierungsplan, der Wiederinstandsetzungsplan sowie der Reinigungsplan im Sinne des CWATUP, der Gesetzgebung in Sachen Umweltgenehmigung, Abfälle, Grundwasser, Steingruben oder Halden, der ausgeführt worden ist oder gerade ausgeführt wird, eine geeignete Reinigung angesichts der Zielsetzungen des vorliegenden Dekrets bilden;

5° die zuständige Behörde stellt ihren Beschluss innerhalb von neunzig Tagen ab dem Empfang des unter 1° erwähnten Antrags dem Pflichtigen und ggf. dem Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigten oder Nutznießer zu. Mangels dessen kann der Pflichtige sie dazu ermahnen, eine Entscheidung zu treffen. Wenn die zuständige Behörde ihre Entscheidung über den Befreiungsantrag innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der Mahnung nicht zugestellt hat, gilt der Antrag als zurückgewiesen.

Die Einreichung des Befreiungsantrags setzt die Pflichten von Artikel 16 zeitweilig aus.

Unterabschnitt 3 — Einspruch

Art. 24 - § 1. Der bezeichnete Pflchtige kann Einspruch gegen die in Artikeln 18 oder 23 erwähnten Entscheidungen erheben.

Der Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigte oder Nutznießer kann ebenfalls gegen die in Artikel 23 erwähnten Entscheidungen, durch die dem bezeichneten Pflchtigen eine Befreiung bewilligt wird, Einspruch erheben.

Der Einspruch hat aufschiebende Wirkung im Hinblick auf die angefochtene Entscheidung.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird der Einspruch innerhalb von zwanzig Tagen ab dem Empfang des Beschlusses, oder in Ermangelung eines Beschlusses, ab dem Tag, der auf dem Ablauftermin der der zuständigen Behörde eingeräumten Frist für die Zustellung ihres Beschlusses folgt, der zuständigen Behörde per Posteinschreiben gegen Aufgabebescheinigung entsandt oder gegen Empfangsbescheinigung ausgehändigt.

§ 2. Es wird eine beratende Kommission für Einsprüche gegründet.

Die Kommission hat die folgende Zusammensetzung:

1° ein Vorsitzender, der eine Erfahrung von mindestens fünf Jahren im Richterstand nachweisen kann;

2° zwei Personen, die ein technisches Fachwissen und eine Erfahrung in den behandelten Angelegenheiten besitzen;

3° ein Mitglied der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, das Inhaber eines Diploms als Lizentiat der Rechte oder eines gleichwertigen Diploms ist, und das vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, vorgeschlagen wird;

4° ein Mitglied der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes, das Inhaber eines Diploms als Lizentiat der Rechte oder eines gleichwertigen Diploms ist, und das vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, vorgeschlagen wird;

Die Regierung ernennt für jedes effektive Mitglied ein stellvertretendes Mitglied. Der stellvertretende Vorsitzende und die stellvertretenden Mitglieder nehmen an den Sitzungen teil, wenn der effektive Vorsitzende oder das effektive Mitglied, dessen Vertretung sie gewährleisten, verhindert ist. Jedes Mandat hat eine Dauer von fünf Jahren. Falls ein Mandat vor seinem Ablauf frei wird, wird der Nachfolger für den restlichen Teil des Mandats ernannt.

Die Kommission ist nur dann beschlussfähig, wenn der Vorsitzende oder sein Stellvertreter und zwei effektive oder stellvertretende Mitglieder, von denen mindestens eines technisches Fachwissen und eine Erfahrung in den behandelten Angelegenheiten besitzt, anwesend sind. Die Stimmenthaltung ist nicht erlaubt. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Der Vorsitzende und die anderen Mitglieder des Ausschusses sind verpflichtet, die Beratungen geheimzuhalten.

Dem Ausschuss stehen ein Sekretär und zwei beigeordnete Sekretäre bei, die von der Regierung bezeichnet werden.

Die Regierung kann zusätzliche Modalitäten, die sich auf die Arbeitsweise des Ausschusses beziehen, verabschieden.

§ 3. Innerhalb von zehn Tagen nach Eingang des Einspruchs übermittelt die zuständige Behörde:

1° dem Kläger eine Empfangsbestätigung, in der das Datum angegeben wird, an dem die in Absatz 2 erwähnte Anhörung stattfindet;

2° der in Absatz 2 erwähnten beratenden Kommission für Einsprüche und ggf. dem Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigten oder Nutznießer des betreffenden Grundstücks eine Abschrift des Einspruchs und der vorerwähnten Empfangsbestätigung.

Innerhalb von fünf und fünfzig Tagen ab dem Eingang des Einspruchs werden der Kläger, der Beauftragte der Regierung und ggf. der Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigte oder Nutznießer zu einer Anhörung vor der Kommission vorgeladen.

Die Kommission erstellt das Protokoll und gibt innerhalb von fünfzehn Tagen der zuständigen Behörde sein Gutachten ab. Mangels dessen wird das Verfahren fortgesetzt.

Innerhalb von neunzig Tagen nach Eingang des Einspruchs stellt die zuständige Behörde dem Kläger und ggf. dem Eigentümer, Erbpächter, Erbbauberechtigten oder Nutznießer seinen Beschluss zu.

Mangels dessen kann der Kläger ein Erinnerungsschreiben an die zuständige Behörde per Posteinschreiben richten.

Wenn der Beschluss der zuständigen Behörde innerhalb von dreißig Tagen ab dem Tag, an dem sie das Erinnerungsschreiben erhalten hat, nicht zugestellt worden ist, wird der Beschluss, über den Einspruch erhoben worden ist, bestätigt.

KAPITEL IV — *Ablauf der Ermittlungen und der Reinigung des Grundstücks*

Abschnitt I — Sachverständige

Unterabschnitt 1 — Zulassung der Sachverständigen

Art. 25 - § 1. Die Durchführung einer Orientierungsstudie, einer Untersuchung zur Charakterisierung, eines Reinigungsprojekts und die Überwachung von Reinigungshandlungen - und arbeiten dürfen lediglich von einem gemäß dem vorliegenden Dekret zugelassenen Sachverständigen vorgenommen werden.

§ 2. Die Regierung setzt die Bedingungen fest, denen die Erteilung einer Zulassung unterliegt.

Diese Bedingungen betreffen auf jeden Fall:

1° das Fachwissen, das der Antragsteller besitzen muss;

2° die technischen Mittel, über die er verfügt;

3° die erforderlichen moralischen Garantien;

4° das Besitzen einer Akkreditierung.

Art. 26 - § 1. Der Antrag auf eine Zulassung wird unter Gefahr der Unzulässigkeit an den Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region per Posteinschreiben gegen Aufgabebescheinigung gerichtet oder ihm gegen Empfangsbescheinigung ausgehändigt.

Die Regierung bestimmt den Inhalt des Antrags.

§ 2. Der Generaldirektor richtet innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag des Erhalts des Antrags in Anwendung des Absatzes 1 seinen über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gefassten Beschluss per Posteinschreiben an den Antragsteller.

Wenn der Antrag unvollständig ist, gibt der Generaldirektor dem Antragsteller die fehlenden Unterlagen an. Der Antragsteller verfügt danach über dreißig Tage ab dem Erhalt des Einschreibens, um dem Generaldirektor die angeforderten ergänzenden Unterlagen per Posteinschreiben oder Aushändigung gegen Aufgabe- bzw. Empfangsbescheinigung zu liefern.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Erhalt der ergänzenden Unterlagen richtet der Generaldirektor seinen über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gefassten Beschluss an den Antragsteller. Wenn der Generaldirektor den Antrag ein zweites Mal als unvollständig betrachtet, erklärt er diesen für unzulässig. Wenn der Antrag unzulässig ist, gibt der Generaldirektor dem Antragsteller unter Einhaltung der in Absatz 1 vorgesehenen Bedingungen und Fristen, oder gegebenenfalls innerhalb der in Absatz 2 vorgesehenen Frist, die Gründe der Unzulässigkeit an.

Wenn der Generaldirektor keinen Beschluss unter Einhaltung der in Absatz 3 vorgesehenen Bedingungen und Fristen an den Antragsteller gerichtet hat, wird der Antrag als zulässig betrachtet und die Untersuchung fortgesetzt.

§ 3. Der Generaldirektor richtet seinen Beschluss an den Antragsteller per Posteinschreiben innerhalb sieben Tagen:

1° ab dem Tag, an dem er seinen die Zulässigkeit des Antrags bescheinigenden Beschluss entsandt hat;

2° andernfalls, ab dem Tag, der auf die Frist folgt, die ihm eingeräumt wurde, um seinen über die Zulässigkeit des Antrags gefassten Beschluss zu entsenden.

Falls der Beschluss nicht innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist übermittelt wird, gilt die Zulassung als abgelehnt.

Der Beschluss zur Erteilung der Zulassung wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 27 - Die Dauer der Zulassung wird auf fünf Jahre beschränkt. In der Zulassung wird dem Sachverständigen eine Nummer zugeteilt, die auf jeder Unterlage, die er an die zuständigen Behörden richtet, anzugeben ist.

Art. 28 - § 1. Die Zulassung kann ausgesetzt oder entzogen werden:

1° wenn die Zulassungsbedingungen nicht mehr erfüllt sind;

2° wenn die vom Sachverständigen erbrachten Leistungen von der zuständigen Behörde als offensichtlich unzureichender Qualität betrachtet werden;

3° wenn die in Artikel 29 erwähnten Verpflichtungen nicht eingehalten werden.

§ 2. Wenn der Generaldirektor die Absicht hat, eine Zulassung auszusetzen oder zu entziehen, verständigt er den Inhaber davon per Einschreiben und dabei:

1° teilt die Gründe der Aussetzung oder des Entzugs mit;

2° gibt die Dauer der Aussetzung der Zulassung an;

3° ersucht den Inhaber der Zulassung, innerhalb von zwanzig Tagen ab der Zustellung des Schreibens, durch das dieser über die Absicht einer Aussetzung oder eines Entzugs der Zulassung informiert worden ist, seine Bemerkungen geltend zu machen.

Bei einer Aussetzung gibt er deren Dauer an.

§ 3. Der Generaldirektor richtet innerhalb von fünfundvierzig Tagen ab der Zustellung des in Paragraph 2, Absatz 1 erwähnten Schreibens seinen über die Aussetzung oder den Entzug der Zulassung gefassten Beschluss per Einschreiben an den Inhaber der Zulassung.

§ 4. Der Inhaber der Zulassung kann gegen den in Paragraph 3 erwähnten Beschluss einen Einspruch bei der Regierung einreichen.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird der Einspruch innerhalb von zwanzig Tagen ab dem Empfang des Beschlusses an die Regierung per Posteinschreiben gegen Aufgabebescheinigung gerichtet oder ihr gegen Empfangsbescheinigung ausgehändigt.

Die Regierung stellt ihren Beschluss innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt des Einspruchs zu.

Falls keine Zustellung innerhalb dieser Frist erfolgt ist, wird der Einspruch abgelehnt.

§ 5. Der endgültige Beschluss zur Aussetzung oder zum Entzug der Zulassung wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Unterabschnitt 2 — Von den Sachverständigen einzuhaltende Regeln

Art. 29 - Die Regierung erlässt die Regeln, die dem Sachverständigen bei der Ausführung seiner Aufgaben auferlegt werden. Diese Regeln betreffen auf jeden Fall:

1° die Fällen, in denen er insbesondere wegen seiner Familienbande oder wegen struktureller oder finanzieller Verbindungen mit dem Auftraggeber oder mit der Person, die die Reinigungsarbeiten ausführt, seine Aufgaben nicht erfüllen kann;

2° die Bohr-, Probeentnahme- und Analysetechniken.

Art. 30 - Die Regierung kann Bedingungen festlegen, unter denen die natürlichen oder juristischen Personen, die eine Zulassung oder einen gleichwertigen Titel für die Ausübung von Tätigkeiten, die den in Artikel 25, § 1 erwähnten Tätigkeiten ähnlich sind, in einer anderen Region oder in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union haben, den Personen gleichgestellt werden können, die eine Zulassung als Sachverständiger aufgrund des vorliegenden Dekrets haben.

Abschnitt II — Ermittlungen

Unterabschnitt 1 — Orientierungsstudie

Art. 31 - Die Orientierungsstudie hat zum Zweck, nachzuprüfen, ob eine eventuelle Bodenverschmutzung vorliegt, und ggf. eine erste Beschreibung und Schätzung des Umfangs dieser Verschmutzung zu liefern. Sie setzt eine begrenzte Anzahl Probeentnahmen und Analysen und ggf. Bohrungen voraus.

Art. 32 - Die Orientierungsstudie wird innerhalb von neunzig Tagen nach dem Eintreten des Tatbestandes, der die in Artikel 16 erwähnten Pflichten begründet, an die zuständige Behörde per Posteinschreiben gegen Aufgabebescheinigung oder ausgehändigt Schreiben gegen Empfangsbescheinigung gerichtet.

Sie beinhaltet:

1° allgemeine Auskünfte und insbesondere die eventuellen Daten bezüglich des betreffenden Grundstücks, die in der Datenbank über den Bodenzustand aufgenommen sind, und die anwendbaren Werte, einschließlich der Hintergrundkonzentrationen;

2° eine Vorgeschichte des Standortes und der laufenden Bewirtschaftung;

3° geologische, hydrologische und hydrogeologische Auskünfte;

4° Informationen über die Stichprobenstrategien und -pläne, die Bohrungen, die Entnahme und Konditionierung der Boden- und Grundwasserproben, sowie über die Analysemethoden und -ergebnisse;

5° Empfehlungen zu den ggf. einzuführenden Sicherheitsmaßnahmen;

6° eine Analyse bezüglich der Notwendigkeit, eine Gefahrenstudie vorzunehmen;

7° die Schlussfolgerungen und Vorschläge des Sachverständigen.

Auf begründeten Antrag hin kann die zuständige Behörde die in Absatz 1 erwähnte Frist verlängern.

Art. 33 - Innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab Eingang der Orientierungsstudie schickt die zuständige Behörde dem Pflichtigen ihren Beschluss über die Studie.

Dieser Beschluss kann:

1° schlussfolgern, dass die Studie nicht konform ist, wenn deren Inhalt die in Artikel 32, Absatz 2 erwähnten Elemente nicht umfasst;

2° einen Nachtrag zur Studie auferlegen;

3° schlussfolgern, dass keine weitere Ermittlung erforderlich ist;

4° schlussfolgern, dass eine Untersuchung zur Charakterisierung vorzunehmen ist, wenn für einen oder mehrere analysierten Stoffe die Schwellenwerte überschritten werden und die Hintergrundkonzentrationen unter den Schwellenwerten liegen. In diesem Fall kann der Beschluss außerdem:

a. Sicherheitsmaßnahmen auferlegen, bis über die Untersuchung zur Charakterisierung befunden wird;

b. dem Pflichtigen auferlegen, innerhalb der im Beschluss festgelegten Frist und gemäß den in Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Modalitäten eine Sicherheitsleistung zu erbringen;

c. schlussfolgern, dass eine Gefahrenstudie vorzunehmen ist;

5° beim Vorhandensein von Abfällen schlussfolgern, dass ein Reinigungsprojekt durchzuführen ist, wenn die unter 4° erwähnten Bedingungen nicht erfüllt sind.

Im unter Absatz 2, 3° erwähnten Fall wird dem Beschluss eine Bescheinigung als Anlage beigefügt. Am selben Tag richtet die zuständige Behörde eine Bescheinigung an den Eigentümer, wenn er nicht der Pflichtige ist.

Art. 34 - Wenn die zuständige Behörde gemäß Artikel 33, Absatz 2, 2° einen Nachtrag zur Studie auferlegt, gibt sie an, innerhalb welcher Frist dieser Nachtrag ihr zugestellt wird. Sie übermittelt ihren Beschluss innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Nachtrags.

Art. 35 - Unbeschadet von Artikel 59ter des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird keine Orientierungsstudie auf dem betroffenen Grundstück vorgenommen, wenn:

1° eine Orientierungsstudie oder eine Untersuchung zur Charakterisierung auf dem Grundstück weniger als zwei Jahre vor dem Eintreten des Tatbestandes, der die Pflicht einer solchen Studie bzw. Untersuchung begründet, schon durchgeführt worden ist;

2° von der zuständigen Behörde genehmigte Reinigungshandlungen und -arbeiten gerade durchgeführt werden;

3° eine Bescheinigung erteilt worden ist;

4° die zuständige Behörde entweder auf Antrag des Pflichtigen hin oder auf Eigeninitiative von der Durchführung einer solchen Studie bzw. Untersuchung befreit. In diesem Fall wird im Beschluss der zuständigen Behörde erklärt, aus welchen Gründen sie betrachtet, dass eine solche Studie bzw. Untersuchung nicht erforderlich ist. Die Artikel 36 ff. finden Anwendung.

In Abweichung von Absatz 1, 1° bis 3° kann die zuständige Behörde eine Orientierungsstudie auferlegen, wenn in Erscheinung tritt, dass bedeutsame Fakten eingetreten sind, die bei der Durchführung der vorherigen Studie, der Reinigungshandlungen und -arbeiten oder bei der Erteilung der Bescheinigung nicht berücksichtigt wurden oder es nicht werden konnten. Innerhalb von dreißig Tagen nach Empfang der besagten Studie kann die zuständige Behörde den in den Artikeln 33, 34, 39 und 59, § 3 erwähnten Beschluss abändern oder aufheben.

Unterabschnitt 2 — Untersuchung zur Charakterisierung

Art. 36 - Die Untersuchung zur Charakterisierung hat zum Zweck:

1° die Art und das Niveau der Verschmutzung genau zu kennen;

2° die Notwendigkeit einer Reinigung sowie die Fristen zu bestimmen, innerhalb deren die Reinigung durchzuführen wäre.

3° die zur Ausführung der Reinigungshandlungen und -arbeiten notwendigen Angaben liefern durch:

a. Abgrenzung der geographischen Ausdehnung der Verschmutzungsstellen und des zu reinigenden Volumens des Grundstücks;

b. Abgrenzung des Volumens und des Umkreises des zu reinigenden Grundwassers.

Art. 37 - Die Untersuchung zur Charakterisierung beschreibt und lokalisiert genau die Bodenverschmutzung, damit die zuständige Behörde über die Notwendigkeit und die Modalitäten einer Bodenreinigung entscheiden kann.

Innerhalb von neunzig Tagen ab dem Eingang des in den Artikeln 35, Absatz 1, 4°, und 33, Absatz 2, 4° erwähnten Beschlusses, oder mangels dessen, ab dem Ablauf der in Artikel 33, Absatz 1 erwähnten Frist wird die Untersuchung zur Charakterisierung vom Pflichtigen nach den in Artikel 32, Absatz 1 vorgesehenen Modalitäten an die zuständige Behörde gerichtet.

Auf begründeten Antrag kann die zuständige Behörde:

1° die in Absatz 2 erwähnte Frist verlängern;

2° die Phasierung der Untersuchung zur Charakterisierung in mehrere Teiluntersuchungen erlauben, die sich auf geographisch getrennte Bröden beziehen.

Art. 38 - § 1. Die Untersuchung zur Charakterisierung umfasst einen Bericht und ggf. eine Gefahrenstudie.

§ 2. Der Bericht umfasst auf jeden Fall:

1° die Analyse der Schlussfolgerungen der Orientierungsstudie und das Inventar der heutigen Kenntnisse des Geländes;

2° die Beschreibung der Ermittlungsstrategie;

3° den Bericht der Arbeiten zur Beobachtung und zur Analyse des Bodens und des Grundwassers;

- 4° eine getrennte zusammenfassende Tabelle der Analyse der Boden- und Grundwasserproben;
- 5° die Überprüfung der Notwendigkeit, die Reinigung des Grundstücks vorzunehmen;
- 6° die verschiedenen technischen Reinigungsverfahren, die angesichts der in den Artikeln 44 bis 46 erwähnten Reinigungsziele denkbar sind, sowie die begründete Wahl des Sachverständigen;
- 7° die Angabe des Teils des Grundstücks, der durch eine neue Verschmutzung belastet wird, sowie des Teils des Grundstücks, der durch eine historische Verschmutzung belastet wird;
- 8° die Empfehlungen zu den ggf. einzuführenden Sicherheitsmaßnahmen;
- 9° die Empfehlungen bezüglich der Fristen, innerhalb derer die Reinigungsarbeiten angefangen werden und fertig sein müssen;
- 10° die Schätzung der Kosten für die Reinigungshandlungen und -arbeiten;
- 11° die Ziele der Reinigung;
- 12° die Schlussfolgerungen und Vorschläge des Sachverständigen.

Die Regierung kann den Inhalt des Berichts und die zusätzlichen Angaben bestimmen, die er beinhalten muss.

§ 3. Um eine eventuelle Bodenverschmutzung, die eine schwerwiegende Gefährdung darstellt, ggf. zu identifizieren, bestimmt die Gefahrenstudie:

1° das Gefahrenniveau für die menschliche Gesundheit oder die Umweltqualität, insbesondere angesichts der eventuellen Ortsveränderlichkeit der Schadstoffe;

2° die Notwendigkeit und die Dringlichkeit der Reinigung, und wenn sie notwendig und dringend ist, die Empfehlungen bezüglich der Termine, an denen die Reinigungsarbeiten angefangen werden und fertig sein müssen;

3° die Empfehlungen zu den eventuellen Sicherheitsmaßnahmen.

Die Studie enthält die Vorschläge und Empfehlungen des Sachverständigen.

§ 4. Wenn die Schlussfolgerungen des Sachverständigen darauf hinweisen, dass keine Reinigung erforderlich ist, schlägt der Bericht Sonderwerte vor.

Art. 39 - Innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab Eingang der Untersuchung zur Charakterisierung schickt die zuständige Behörde dem Pflichtigen ihren Beschluss über die Untersuchung zur Charakterisierung.

Dieser Beschluss kann entweder:

1° schlussfolgern, dass die Untersuchung nicht konform ist, wenn deren Inhalt die in Artikel 38 erwähnten Elemente nicht umfasst;

2° einen Nachtrag zur Untersuchung auferlegen;

3° schlussfolgern, dass keine weitere Ermittlung notwendig ist und dass die Reinigung nicht erforderlich ist;

4° schlussfolgern, dass eine Reinigung vorzunehmen ist;

Dieser Beschluss gibt an, ob die Bodenverschmutzung eine schwerwiegende Gefährdung darstellt.

Wenn die historische Verschmutzung keine Reinigung erforderlich macht, und wenn die Eingriffswerte überschritten werden, so wird im Beschluss mindestens bestimmt, dass die Grundstücksflächen, in denen die Eingriffswerte überschritten werden, den Gegenstand von entweder Sicherheits- oder Überwachungsmaßnahmen und ggf. von beiden gleichzeitig bilden.

Im unter Absatz 2, 3° erwähnten Fall wird dem Beschluss eine Bescheinigung als Anlage beigefügt, die die Sonderwerte bestimmt. Am selben Tag richtet die zuständige Behörde eine Bescheinigung an den Eigentümer, wenn er nicht der Pflichtige ist.

In dem in Absatz 2, 4° erwähnten Fall bestimmt der Beschluss die Frist, innerhalb derer das Reinigungsprojekt durchgeführt wird, sowie die Reinigungshandlungen und -arbeiten, deren Ziele sowie deren eventuelle Phasierung, die Termine, an denen die Reinigungsarbeiten angefangen werden und fertig sein müssen, und die Sicherheitsmaßnahmen.

Bei einem Beschluss im Sinne von Absatz 2, 3° wird die Sicherheitsleistung freigegeben.

Art. 40 - Unbeschadet von Artikel 59ter des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird keine Untersuchung zur Charakterisierung auf dem betroffenen Grundstück vorgenommen, wenn:

1° eine Untersuchung zur Charakterisierung auf dem Grundstück weniger als zwei Jahre vor dem Eintreten des Tatbestandes, der die Pflicht einer solchen Untersuchung begründet, schon durchgeführt worden ist.

2° von der zuständigen Behörde genehmigte Reinigungshandlungen und -arbeiten gerade durchgeführt werden;

3° eine Bescheinigung erteilt worden ist.

In Abweichung von Absatz 1 kann die zuständige Behörde eine Untersuchung zur Charakterisierung auferlegen, wenn in Erscheinung tritt, dass bedeutsame Fakten eingetreten sind, die bei der Durchführung der vorherigen Untersuchung, der Reinigungshandlungen und -arbeiten oder bei der Erteilung der Bescheinigung nicht berücksichtigt wurden oder es nicht werden konnten.

Abschnitt III — Reinigung der Grundstücke

Unterabschnitt 1 — Fälle, in denen die Reinigung erforderlich ist

Art. 41 - Wenn das Grundstück von einer neuen Verschmutzung belastet wird, ist eine Reinigung erforderlich, wenn aus der Untersuchung zur Charakterisierung hervorgeht, dass je nach Fall:

1° für die verschmutzten Grundstücke, die Gegenstand einer in den Artikeln 39 und 59 erwähnten Bescheinigung gewesen sind, die zu erreichenden Sonderwerte für mindestens einen der analysierten Parameter überschritten werden;

2° für die anderen verschmutzten Grundstücke die in Ausführung von Artikel 8 bestimmten Schwellenwerte, die auf diese Grundstücke Anwendung finden, für mindestens einen der analysierten Parameter überschritten werden, und dass die Hintergrundkonzentrationen für die analysierten Parameter unter den gemessenen Konzentrationen liegen.

Art. 42 - Wenn das Grundstück von einer historischen Verschmutzung belastet wird, ist eine Reinigung erforderlich, wenn gleichzeitig:

1° aus der Untersuchung zur Charakterisierung hervorgeht, dass die Schwellenwerte für mindestens einen der analysierten Parameter überschritten werden, und dass die Hintergrundkonzentrationen für die analysierten Parameter unter den gemessenen Konzentrationen liegen;

2° der Beschluss der zuständigen Behörde angibt, dass die Bodenverschmutzung eine schwerwiegende Gefährdung darstellt.

Art. 43 - Die Bestimmungen bezüglich jeder Verschmutzungsart finden Anwendung an den jeweiligen Stellen, wo diese Verschmutzungsarten erkannt werden konnten.

Mangels dessen finden die Bestimmungen bezüglich der neuen Verschmutzung Anwendung.

Unterabschnitt 2 — Reinigungsziele

Art. 44 - Durch die Reinigung eines mit einer neuen Verschmutzung belasteten Grundstücks wird der Boden für die Schadstoffe, die die Schwellenwerte überschreiten, wiederhergestellt, um diese Schadstoffe auf die aufgrund der Hintergrundkonzentrationen gewichteten Bezugswerte oder, mangels dessen, auf das Niveau, das am nächsten von diesen Werten liegt und durch die besten verfügbaren Techniken erreicht werden kann, herabzusetzen.

In Abweichung vom vorhergehenden Absatz sind die zu erreichenden Werte die Sonderwerte, die durch die in den Artikeln 39 und 59 erwähnte Bescheinigung festgelegt worden sind.

Art. 45 - Durch die Reinigung eines mit einer historischen Verschmutzung belasteten Grundstücks wird der Boden für die Schadstoffe, die die Schwellenwerte überschreiten, wiederhergestellt, um diese Schadstoffe auf das von der zuständigen Behörde bestimmte Niveau herabzusetzen.

Dieses Niveau strebt gegen die Bezugswerte und erlaubt mindestens die Beseitigung einer schwerwiegenden Gefährdung der menschlichen Gesundheit und der Umwelt unter Berücksichtigung der Eigenschaften des Grundstücks, insbesondere:

1° des Vorhandenseins einer Konstruktion, einer Anlage oder einer regelmäßigen Aktivität;
2° des Alters der Verschmutzung, die es belastet;
3° der Fähigkeit der Verschmutzung, die es belastet, von sich selbst zu verschwinden und der dafür notwendigen Zeit;

4° des Bestehens eines Projekts, für das ein Antrag auf eine Umwelt-, Global- oder Städtebaugenehmigung oder eine Erklärung im Sinne von Artikel 1, 2° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung für zulässig erklärt worden ist, oder für das ein Antrag auf eine Städtebaubescheinigung Nr. 2 im Sinne von Artikel 150bis, § 2 des CWATUP eingereicht worden ist;

5° der zukünftigen Zweckbestimmung eines Grundstücks, so wie sie durch einen Entwurf zur Revision eines Sektorenplanes oder einen Entwurf zum kommunalen Raumordnungsplan vorläufig angenommen worden ist.

In Abweichung von Absatz 2 wird dieses Niveau auf das Niveau festgesetzt, das durch die besten verfügbaren Techniken erreicht werden kann.

Art. 46 - Wenn Abfälle im Sinne von Artikel 33, Absatz 2, 5° vorhanden sind, bezweckt die Reinigung des Grundstücks seine Wiedereingliederung in die Umgebung in Anbetracht dessen Wiederverwendung für eine zweckdienliche Nutzung oder im Hinblick auf die Beseitigung der Verschmutzungsgefahren, die von diesen Abfällen ausgehen.

Unterabschnitt 3 — Reinigungshandlungen und -arbeiten

Art. 47 - Ein Reinigungsprojekt mit Bestimmung des Verfahrens zur Reinigung des Bodens wird an die zuständige Behörde gerichtet.

Unbeschadet von Absatz 3 umfasst dieses Projekt auf jeden Fall:

1° die Schlussfolgerungen, Vorschläge und Empfehlungen des Sachverständigen, die in der Untersuchung zur Charakterisierung aufgenommen werden;

2° die Identifizierung der in der Untersuchung zur Charakterisierung ausfindig gemachten Stoffe, deren Konzentration den in Artikeln 41 und 42 festgelegten Kriterien entsprechen, sowie die entsprechenden Volumen und das Dringlichkeitsgrad der vorzunehmenden Reinigung;

3° eine Beschreibung der verschiedenen relevanten technischen Reinigungsverfahren, wobei für jedes Verfahren das Folgende beigefügt wird;

a. eine Schätzung der in Bezug auf die Artikel 44 bis 46 des vorerwähnten Dekrets erwarteten Ergebnisse;

b. eine Schätzung seiner Kosten, einschließlich der eventuellen Überwachungsmaßnahmen;

4° eine Beschreibung der eventuellen Restrisiken oder Beschränkungen, einschließlich der Überwachungsmaßnahmen, für die zukünftige Verwendung des Grundstücks, das Gegenstand der Handlungen und Arbeiten ist;

5° eine Rechtfertigung des Reinigungsverfahrens, oder ggf. der Verfahrenkombination, die vom Sachverständigen befürwortet wird, und der eventuellen Varianten;

6° eine Beschreibung der Arbeiten, ihre eventuelle Phaseneinteilung, die Fristen, innerhalb derer sie durchgeführt werden, einschließlich der Behandlungs- oder Verarbeitungsweisen der Stoffe oder Bodenteile oder Gebäude, die zeitweilig oder endgültig zu entfernen sind;

7° die Beschreibung der ergriffenen Maßnahmen zur Gewährleistung der Sicherheit bei der Ausführung der Arbeiten;

8° die Auswirkungen der Handlungen und Arbeiten zur Reinigung des Bodens auf die Nachbarparzellen;

9° die nach Reinigung des Bodens zu ergreifenden Überwachungsmaßnahmen, die Frist, während derer sie beibehalten werden, und eine Schätzung ihrer Kosten;

10° eine Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit;

11° eine nicht-technische Zusammenfassung der oben erwähnten Angaben.

Gegebenenfalls beinhaltet das Projekt:

1° die Beschränkungen, denen die Grundstücke nach der Reinigung unterworfen werden;

2° Die durch oder aufgrund des Artikels 115, Absatz 2 des CWATUP, der Artikel 14, 17 und 83, Absatz 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Artikels 3, § 1 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erforderlich gemachten relevanten Vermerke.

Wenn das Reinigungsprojekt in Ausführung von Artikel 33, Absatz 2, 5° durchgeführt wird, enthält es die unter Absatz 2, 1° und 2° erwähnten Informationen nicht.

Art. 48 - Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird das Reinigungsprojekt in sieben Ausfertigungen per Posteingang bei der zuständigen Behörde eingereicht oder gegen Empfangsbescheinigung abgegeben.

Art. 49 - Innerhalb einer Frist von dreißig Tagen nach dem Tag, an dem sie das Reinigungsprojekt erhält, stellt die zuständige Behörde per Posteinschreiben ihren Beschluss zu, durch den sie entscheidet, ob das Reinigungsprojekt vollständig und zulässig ist. Ist der Antrag nicht vollständig, so schickt sie auf die gleiche Weise dem Pflichtigen ein Verzeichnis der fehlenden Unterlagen und Informationen, wobei sie angibt, dass das Verfahren am Tag des Eingangs der fehlenden Teile von neuem anfängt.

Art. 50 - In dem Beschluss, durch den die zuständige Behörde das Reinigungsprojekt für vollständig und zulässig erklärt,

1° teilt sie gemäß Artikel 9bis des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region mit, ob das Projekt bedeutsame Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte;

2° bestimmt sie, welche Instanzen zu Rate zu ziehen sind.

Art. 51 - An dem Tag, an dem die zuständige Behörde gemäß Artikel 49 dem Pflichtigen ihren Beschluss, durch den sie entscheidet, ob das Reinigungsprojekt vollständig und zulässig ist, zustellt, übermittelt sie das Projekt den verschiedenen von ihr bestimmten Instanzen zur Begutachtung.

Art. 52 - Diese schicken ihr Gutachten innerhalb von fünfzig Tagen ab ihrer Anrufung.

Falls kein Gutachten geschickt oder gegen Abnahmebescheinigung abgegeben worden ist, gilt das Gutachten als günstig.

Art. 53 - Innerhalb einer Frist von hundert zwanzig Tagen nach dem Tag, an dem sie den Beschluss zur Bescheinigung der Zulässigkeit des Projekts zugeschickt hat, stellt die zuständige Behörde per Posteinschreiben dem Pflichtigen ihren Beschluss zu.

Wenn die zuständige Behörde das Reinigungsprojekt genehmigt:

1° legt sie die Frist fest, innerhalb derer die Reinigungshandlungen und -arbeiten fertig sein müssen;

2° kann sie dem Pflichtigen das Folgende auferlegen:

a. jede Bedingung, die sie für zweckmäßig hält, um zu vermeiden, dass das Reinigungsprojekt während oder nach seiner Verwirklichung Gefahren, Belästigungen oder Nachteile für den Menschen oder die Umwelt verursachen kann;

b. die Leistung einer Sicherheit gemäß den in Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Modalitäten;

3° sie erwähnt ggf. die durch oder aufgrund des Artikels 133, Absatz 2 des CWATUP, der Artikel 14, 45 und 83, Absatz 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Artikels 3, § 1 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erforderlich gemachten relevanten Vermerke.

Art. 54 - Wenn sich die zuständige Behörde verweigert, das Reinigungsprojekt zu genehmigen, führt sie die Abänderungen auf, die an dem Projekt vorzunehmen sind, um es gemäß Artikel 47 erneut einzureichen.

Wenn die zuständige Behörde innerhalb der ihr eingeräumten Frist keine Entscheidung getroffen hat, gilt das Reinigungsprojekt als zurückgewiesen. Eine fehlende Entscheidung innerhalb von hundert zwanzig Tagen gibt dem Antragsteller das Recht auf eine Pauschalentschädigung von 2.500 Euro. Für die Entschädigungsanträge sind die Gerichtshöfe und Gerichte zuständig.

Art. 55 - Die Genehmigung des Reinigungsprojekts gilt als Umwelt-, Städtebau- oder Globalgenehmigung, Erklärung oder Registrierung.

Art. 56 - In Abweichung von Artikel 53 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und von Artikel 87 des CWATUP verfällt die Genehmigung des Reinigungsprojekts nur für den übrigen Teil der nicht ausgeführten Reinigungshandlungen und -arbeiten, wenn diese innerhalb der zwei Jahre nach dem Datum, an dem sie hätten ausgeführt werden müssen, nicht fertig sind.

Unterabschnitt 4 — Aufsicht der Reinigungshandlungen und -arbeiten

Art. 57 - Die Reinigungshandlungen und -arbeiten erfolgen unter der Aufsicht eines anderen Sachverständigen als desjenigen, der die Orientierungsstudie, die Untersuchung zur Charakterisierung oder das Reinigungsprojekt vorgenommen hat.

Art. 58 - § 1. Die Personen, die der Pflicht, die Reinigungshandlungen und -arbeiten vorzunehmen, unterworfen sind, und die Sachverständigen informieren die zuständige Behörde regelmäßig über den Fortschritt der Handlungen und Arbeiten und über jeden Unfall oder Zwischenfall, der ihren reibungslosen Ablauf beeinträchtigen könnte.

Die Regierung kann den Inhalt der Unterlage festlegen, die über den Fortschrittstand berichtet und von den in Absatz 1 erwähnten Personen übermittelt wird, sowie die Modalitäten und Fristen ihrer Übermittlung.

§ 2. Wenn neue Elemente in der Durchführung der Reinigungshandlungen und -arbeiten eingetreten sind, kann die zuständige Behörde entweder auf Antrag des Pflichtigen bzw. des Sachverständigen hin oder auf Eigeninitiative die Vorschriften des Reinigungsprojekts oder diejenigen, die aufgrund von Artikel 53, Absatz 2 auferlegt werden, abändern.

Sie stellt dem Pflichtigen ihren Beschluss per Posteinschreiben zu.

Art. 59 - § 1. Nach Ausführung der Reinigungshandlungen und -arbeiten nimmt der Sachverständige, der mit deren Aufsicht beauftragt ist, eine abschließende Bewertung vor.

Diese Bewertung umfasst:

1° die Reinigungsziele;

2° die erlangten Ergebnisse, einschließlich der erreichten Werte, und, falls die Reinigungsziele nicht erreicht werden konnten, eine Analyse der Restrisiken;

3° die im Laufe der Arbeiten eingetretenen Probleme;

4° die eventuellen Vorschläge bezüglich Verwendungsbeschränkungen und Überwachungsmaßnahmen;

5° die eventuellen Vorschläge von zusätzlichen Arbeiten, wenn nach Ausführung der Arbeiten ersichtlich wird, dass für einen der analysierten Parameter der in der Genehmigung des Reinigungsprojekts festgelegte Wert nicht erreicht wird, sowie die eventuellen Vorschläge von Sicherheitsmaßnahmen und die Schätzung der Kosten für diese zusätzlichen Arbeiten.

§ 2. Die abschließende Bewertung wird an die zuständige Behörde nach den in Artikel 32, Absatz 1 vorgesehenen Modalitäten gerichtet.

Die zuständige Behörde kann den Sachverständigen anhören, wenn sie es für notwendig erachtet.

§ 3. Innerhalb sechzig Tagen nach Eingang der abschließenden Bewertung erteilt die zuständige Behörde eine Bescheinigung:

1° zur Feststellung, ob die Reinigung gemäß dem Beschluss zur Genehmigung des Reinigungsprojekts ausgeführt worden ist oder nicht;

2° zur Bestimmung der Sonderwerte;

3° ggf. zur Auferlegung von Verwendungsbeschränkungen oder Überwachungsmaßnahmen.

Innerhalb derselben Frist legt die zuständige Behörde ggf. zusätzliche Arbeiten, die innerhalb der von ihr festgelegten Frist auszuführen sind, und in einem solchen Fall, die eventuellen Sicherheitsmaßnahmen sowie die Höhe der erforderlichen Sicherheitsleistung auf. In einem solchen Fall wird die in Absatz 1 erwähnte Bescheinigung innerhalb einer Frist von sechzig Tagen nach einer neuen abschließenden Bewertung erteilt.

Die in Ausführung von Artikel 53, Absatz 2, 2°, b geleistete Sicherheit wird je nach Fall freigegeben oder angepasst, um die Kosten zu garantieren, die die öffentlichen Behörden zu tragen hätten, wenn sie die Pflichten anstellen des Pflichtigen erfüllen müssten.

Die Regierung kann die Modalitäten für diese Freigabe festlegen.

Abschnitt IV — Gemeinsame Bestimmung für die vorhergehenden Abschnitte

Art. 60 - Bei mehreren Pflichtigen veranstaltet die zuständige Behörde nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten eine oder mehrere Konzertierungsversammlungen zwischen diesen.

Die Pflichtigen bezeichnen einen Mandatsträger, der mit den Beziehungen mit der zuständigen Behörde beauftragt wird.

Das Eingreifen des Sachverständigen und die Ermittlungs- und Reinigungsmaßnahmen sind diesen Pflichtigen gemeinsam.

KAPITEL V — Maßnahmen von Amts wegen

Abschnitt I — Bestehen eines Pflichtigen

Art. 61 - § 1. Die zuständige Behörde stellt fest, dass ein Pflichtiger die durch oder aufgrund des vorliegenden Dekrets eingeführten Pflichten nicht eingehalten hat, und sie ermahnt ihn, diese innerhalb der von ihr festgelegten Frist zu erfüllen.

Im Falle einer Mahnung gemäß Artikel 1 verständigt die zuständige Behörde per Einschreiben die zu einer Sicherheitsleistung verpflichtete(n) Person(en), wobei sie den Betrag und die möglichen Formen der Sicherheitsleistung angibt.

Wenn innerhalb der von der zuständigen Behörde auferlegten Frist keine Sicherheitsleistung erbracht wurde, läßt diese ihnen durch den Gerichtsvollzieher einen Zahlungsbefehl zustellen, in dem sie unter Gefahr der Vollstreckung durch Pfändung innerhalb von vierundzwanzig Stunden zur Zahlung aufgefordert werden.

Durch die Leistung einer Sicherheit mit einem unzureichenden Betrag infolge der Zustellung eines Zahlungsbefehls wird die Weiterführung der Strafverfolgungen nicht verhindert.

Nach Ablauf der Frist des Zahlungsbefehls kann die zuständige Behörde eine Pfändung vornehmen lassen, die nach den im Gerichtsgesetzbuch festgelegten Regeln erfolgt, und verwendet das von Amts wegen gepfändete Gut für die Leistung der Sicherheit.

§ 2. Bei äußerster Dringlichkeit und im Falle einer Bodenverschmutzung, die eine schwerwiegende Gefährdung darstellt, tritt die zuständige Behörde von Amts wegen und ohne vorherige Mahnung an die Stelle des säumigen Pflichtigen für die Erfüllung seiner Pflichten, wobei sie ihn jedoch informiert, und alle Kosten gehen zu Lasten des Pflichtigen.

Abschnitt II — Fehlen eines Pflichtigen

Art. 62 - Wenn kein Pflichtiger gemäß Artikel 18 bezeichnet worden ist, hat die zuständige Behörde die Möglichkeit, und bei einer Bodenverschmutzung, die eine schwerwiegende Gefährdung darstellt, die Pflicht, für die Erfüllung der in Artikel 16 erwähnten Pflichten für Rechnung und zu Lasten von denjenigen, die es angeht, von Amts wegen zu sorgen.

Abschnitt III — Sicherheitsmaßnahmen

Art. 63 - Bei äußerster Dringlichkeit trifft die zuständige Behörde unbeschadet der Zuständigkeiten und Vorrechte anderer Behörden und unbeschadet von gerichtlichen Verfolgungen auf Eigeninitiative und ggf. ohne Mahnung des Pflichtigen, jedoch mittels dessen Verständigung, Sicherheitsmaßnahmen für Rechnung und zu Lasten von denjenigen, die es angeht.

Im Falle einer schwerwiegenden Gefährdung und wenn die Bezugs-, Schwellen- und Eingriffswerte für einen oder mehrere Schadstoffe, die auf dem Grundstück festgestellt worden sind, nicht festgelegt worden sind, trifft die zuständige Behörde auf Eigeninitiative und ggf. ohne Mahnung des Pflichtigen, jedoch mittels dessen Verständigung, Sicherheitsmaßnahmen für Rechnung und zu Lasten von denjenigen, die es angeht.

Art. 64 - Der Beschluss der zuständigen Behörde gilt als Erklärung, Umweltgenehmigung Globalgenehmigung oder Städtebaugenehmigung und setzt ggf. in dem Maße und für eine Dauer, die von ihm festgelegt werden, das in den Artikeln 31 ff. erwähnte Verfahren aus.

Abschnitt IV — Liste der Eingriffe von Amts wegen, mit denen die Gesellschaft beauftragt wird

Art. 65 - Auf Vorschlag der Gesellschaft erlässt die Regierung jährlich die Liste der Eingriffe von Amts wegen, mit deren Ausführung er die Gesellschaft beauftragt. Diese Eingriffe unterliegen dem in Artikel 169/3, §§ 4 bis 6 des CWATUP erwähnten Verfahren.

Abschnitt V — Allgemeine Bestimmung

Art. 66 - Die zuständige Behörde kann die Streitkräfte, die Zivilschutz- und Polizeidienste heranziehen, um die Ausführung der in Kapitel IV des vorliegenden Dekrets erwähnten Ermittlungs- und Reinigungsmaßnahmen oder der im vorliegenden Kapitel und in Artikel 70 erwähnten Maßnahmen von Amts wegen sowie die Sicherheit dieser Maßnahmen zu sichern. Zu diesem Zweck stellt sie einen Antrag an die zuständigen Mitglieder der föderalen Regierung.

Die Regierung kann ebenfalls die Gemeindebehörden anordnen, mit einer durch die Regierung geleisteten Entschädigung alle technischen und menschlichen Mittel einzusetzen, die zur Sicherung der guten Abwicklung dieser Maßnahmen notwendig sind, sowie die betroffene Bevölkerung zu informieren.

KAPITEL VI — *Rechtshandlungen*

Art. 67 - § 1. Die zuständige Behörde hat die Möglichkeit, die Einhaltung der durch oder aufgrund des vorliegenden Dekrets eingeführten Pflichten vor dem zuständigen Richter und zu Lasten deren Pflichtigen zu fordern.

Der Richter verurteilt den Pflichtigen auf Antrag der zuständigen Behörde zur Ausführung der in Artikel 16 erwähnten Pflichten.

Art. 68 - § 1. Die Vorladung vor dem Gericht wird in das Hypothekenregister des Ortes, wo die Güter gelegen sind, auf Betreiben des Gerichtsvollziehers eingetragen.

Die Vorladung hat die Katasterbezeichnung des Immobiliargutes, das Gegenstand der Übertretung ist, anzuführen und dessen Eigentümer zu identifizieren, und zwar in der in Artikel 12 des Gesetzes vom 10. Oktober 1913 vorgegebenen Form und unter Androhung der in diesem Artikel angegebenen Strafe.

Jegliche in dieser Sache gefällte Entscheidung wird am Rande der Eintragung der Vorladung oder des Bescheids, gemäß dem in Artikel 84 des Gesetzes vom 16. Dezember 1851 über die Revision der Hypothekenordnung vorgesehenen Verfahren, vermerkt.

Dasselbe gilt für die in Artikel 59, § 3 erwähnte Bescheinigung.

§ 2. Der Greffier des Zivil- oder Strafgerichts notifiziert der zuständigen Behörde eine Abschrift der Vorladungen bezüglich der in Artikel 73 erwähnten Verstöße vor dem in der Hauptsache zuständigen Gericht, sowohl in erster Instanz als auch in Berufung.

Die Urteile und Richtersprüche, in denen Artikel 73 angewandt wird, werden der zuständigen Behörde und dem Verurteilten gleichzeitig von dem Greffier des Gerichts zugestellt.

Art. 69 - Die Rechte der entweder zusammen mit den Behörden oder getrennt handelnden Drittgeschädigten sind im Falle der unmittelbaren Wiederherstellung auf die von der zuständigen Behörde verlangte Wiederherstellung beschränkt, unbeschadet des Rechts auf Schadenersatz zu Lasten des Verurteilten.

Art. 70 - § 1. Unbeschadet der Anwendung von Kapitel XXIII von Buch IV des vierten Teils des Gerichtsgesetzbuches verordnet das Urteil für den Fall, wenn der Verurteilte seine Pflichten nicht erfüllt, dass die zuständige Behörde und eventuell der Drittgeschädigte von Amtes wegen für die Vollstreckung des Urteils sorgen können.

Derjenige, der das Urteil auf diese Weise vollstreckt, hat das Recht, die Werkstoffe und die Gegenstände, die aus der Reinigungsmaßnahmen hervorgehen, zu verkaufen, zu transportieren, einzulagern und an einem frei gewählten Ort zu vernichten.

Der Verurteilte wird zur Rückzahlung aller Ausführungskosten gezwungen, und zwar abzüglich des beim Verkauf der Materialien und Gegenstände erzielten Preises, gegen Vorlage einer taxierten Abrechnung; diese Strafe wird vom Pfändungsrichter vollstreckt.

§ 2. Auf Antrag der zuständigen Behörde legt der Richter dem Verurteilten gemäß Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung die Leistung einer Sicherheit auf, die dazu bestimmt ist, die Ausführung seiner durch oder aufgrund des vorliegenden Dekrets eingeführten Pflichten zu sichern.

KAPITEL VII — *Verstöße*

Art. 71 - Folgenden Personen wird eine Freiheitsstrafe zwischen acht Tagen und drei Monaten und eine Geldstrafe zwischen 250 Euro und 12.500 Euro oder nur eine dieser Strafen auferlegt:

1° derjenige, der unbeschadet einer Mahnung der zuständigen Behörde gemäß Artikel 61, § 1 die in Artikel 16 erwähnten Pflichten nicht nachkommt;

2° derjenige, der aufgrund von Punkt 1° des vorliegenden Artikels verurteilt wird und innerhalb der vorgeschriebenen Frist die vom Richter auferlegten Pflichten nicht erfüllt oder die vom Richter festgelegten Verbote übertritt;

3° derjenige, der die Durchführung der in Artikel 16 erwähnten Pflichten beeinträchtigt;

4° derjenige, der die Durchführung der in Artikel 61, § 2, 62, 63 und 70 erwähnten Maßnahmen von Amtes wegen beeinträchtigt;

5° derjenige, der die aufgrund der Artikel 4 und 72 organisierte Überwachung beeinträchtigt;

6° derjenige, der die in Anwendung von Artikel 5 beantragte Information nicht erteilt.

KAPITEL VIII — *Ermittlung und Feststellung der Verstöße*

Art. 72 - § 1. Unbeschadet der den Beamten der Gerichtspolizei obliegenden Aufgaben, sind der Bürgermeister und die zu diesem Zweck durch die Regierung bezeichneten Beamten und Bediensteten dafür zuständig, die Durchführung des Dekrets und dessen Durchführungserlasse zu überwachen.

Zu diesem Zweck können sie in der Ausführung ihrer Aufgaben:

1° zu jeder Tages- oder Nachtzeit in jeden selbst geschlossenen oder überdachten Ort eindringen, wenn sie gewichtige Gründe haben zu glauben, dass dort gegen das Dekret oder dessen Durchführungserlasse verstoßen wird; wenn es sich um einen als Wohnsitz geltenden Ort im Sinne von Artikel 15 der Verfassung handelt, ist zuvor die Genehmigung des Untersuchungsrichters erforderlich;

2° die Unterstützung der föderalen Polizei und der Gemeindepolizei anfordern;

3° auf der Grundlage bedeutender Indizien für einen Verstoß alle Prüfungen, Kontrollen, Untersuchungen vornehmen und alle als notwendig betrachteten Auskünfte einziehen, um sich zu vergewissern, dass alle Bestimmungen des vorliegenden Dekrets beachtet werden, insbesondere:

a. jede Person über jeglichen Tatbestand befragen, dessen Kenntnisnahme zur Ausführung der Überwachung nützlich ist;

b. sich an Ort und Stelle jegliches Dokument, jegliche Bescheinigung oder Urkunde vorzeigen lassen oder solche Unterlagen ausfindig machen, die zur Durchführung ihrer Aufgabe nützlich sind, eine photographische oder sonstige Kopie davon machen oder diese gegen Empfangsbescheinigung mitnehmen;

4° gemäß den von der Regierung festgelegten Regeln Bohrungen ausführen lassen, Proben entnehmen oder Analysen vornehmen. Wenn aus dem Protokoll bezüglich der Analyse hervorgeht, dass ein Verstoß vorliegt, wird gemäß Paragraph 2 Protokoll aufgenommen. Außerdem wird in dem Protokoll die Möglichkeit für den Zuwiderhandelnden angegeben, auf seine Kosten eine Gegenanalyse vornehmen zu lassen;

5° die für den Transport benutzten Fahrzeuge anhalten und deren Ladung kontrollieren;

6° jegliche vorsorgliche Maßnahme treffen, die zur Beweisaufnahme erforderlich ist, insbesondere und zwar innerhalb eines Zeitraums, der zweiundsiebzig Stunden nicht überschreitet:

a. das Umstellen von Gegenständen untersagen oder die Betriebe oder Anlagen versiegeln, die zu einer gesetzwidrigen Handlung hätten benutzt werden können;

b. die Transportmittel und sonstigen Beweisstücke, die zu einer gesetzwidrigen Handlung hätten benutzt werden können, anhalten, außer Betrieb setzen oder versiegeln.

Sie informieren innerhalb von vierundzwanzig Stunden den Prokurator des Königs und die zuständige Behörde.

Die Beamten und Bediensteten legen vor dem Gericht erster Instanz ihres Wohnsitzes den Eid ab. Der Hauptgerichtssekretär übermittelt seinen Kollegen der sich in dem Zuständigkeitsgebiet der Aufgaben des Beamten oder Bediensteten befindenden Gerichte erster Instanz eine Abschrift der Bevollmächtigung und der Eidesleistungs-urkunde.

Im Falle eines einfachen Wohnsitzwechsels brauchen sie nicht erneut den Eid abzulegen.

§ 2. Bei einem Verstoß gegen das vorliegende Dekret und dessen Ausführungserlasse nehmen die in Paragraph 1 erwähnten Beamten und Bediensteten ein Protokoll auf, das bis zum Beweis des Gegenteils maßgebend ist; dieses Protokoll wird dem Prokurator des Königs und unter Androhung der Nichtigkeit dem Zuwiderhandelnden per Einschreiben bei der Post übermittelt, und zwar innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag der Protokollaufnahme.

KAPITEL IX — Zuschüsse

Art. 73 - Nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten kann die Wallonische Region jeder natürlichen oder juristischen Person privaten oder öffentlichen Rechts einen Zuschuss bewilligen, um eine Orientierungsstudie, eine Untersuchung zur Charakterisierung oder ein Reinigungsprojekt im Sinne des vorliegenden Dekrets durchzuführen.

Dieser Zuschuss bildet eine de minimis-Beihilfe im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 69/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 EG-Vertrag auf «De-minimis»-Beihilfen. Der gemäß Artikel 2 der besagten Verordnung berechnete Gesamtbetrag der bewilligten Beihilfen darf über einen Zeitraum von drei Jahren 100.000 Euro nicht übersteigen.

Wenn der Zuschussempfänger ein Unternehmen ist, d.h. jegliche natürliche oder juristische Person, die Güter oder Dienstleistungen auf dem Markt anbietet, so verpflichtet es sich, vor Erhalt des in Absatz 1 erwähnten Zuschusses alle in den letzten drei Jahren erhaltenen de-minimis-Beihilfen anzumelden. Zur Berechnung der Höhe des Zuschusses werden die anderen de-minimis-Beihilfen berücksichtigt; der Gesamtbetrag der Beihilfen darf über einen Zeitraum von drei Jahren 100.000 Euro nicht übersteigen.

KAPITEL X — Aufhebungs- und Abänderungsbestimmungen

Abschnitt I — Dekret vom 11. September 1985

zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region

Art. 74 - In Artikel 1, 4° des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region werden die folgenden Abänderungen vorgenommen.

1. Punkt c. wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

«c. die in Artikel 47 des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden erwähnten Reinigungsprojekte;».

3° ein neuer Punkt d. mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«d. die Sanierungsprojekte, die in den Artikeln 169/5 und 169/10 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnt sind;».

3. Die Punkte d. und e. werden jeweils die Punkte e. und f.

Art. 74bis - In Artikel 9, § 3 des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region wird ein neuer Absatz 2 mit folgendem Wortlaut zwischen Absatz 1 und Absatz 2, der Absatz 3 wird, eingefügt:

«Wenn das Projekt eine Anlage oder Tätigkeit betrifft, die in der in Artikel 3, Absatz 5 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Liste aufgenommen ist, beinhaltet die unter 1° erwähnte Beschreibung des Projekts auf jeden Fall:

1° allgemeine Auskünfte und insbesondere die eventuellen Daten bezüglich des betreffenden Grundstücks, die in der in Artikel 14 des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden erwähnten Datenbank über den Bodenzustand aufgenommen sind, und die anwendbaren Werte, einschließlich der Hintergrundkonzentrationen im Sinne desselben Dekrets;

2° eine Vorgeschichte des Standortes und ggf. der laufenden Bewirtschaftung;

3° geologische, hydrologische und hydrogeologische Auskünfte.»

Abschnitt II - Dekret vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser

Art. 75 - Artikel 21, § 1, Absatz 1, 3° des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«3° informiert die zuständige Behörde im Sinne von Artikel 2, 14° des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden.»

Art. 76 - In Artikel 23 desselben Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von Grundwasser und zu Trinkwasser aufbereitem Wasser wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Gegebenenfalls wird die Einhaltung der Bestimmungen des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden vorgeschrieben.»

*Abschnitt III — Dekret vom 25. Juli 1991
über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region*

Art. 77 - In Artikel 7, § 3, Absatz 1, a. des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region werden die folgenden Abänderungen vorgenommen.

1. Der Wortlaut «einer Sanierung entsprechend einem Plan, dessen gültige Bedingungen die Exekutive festgelegt» durch den Wortlaut «eines Projekts zur Reinigung des Grundstücks gemäß den Bestimmungen des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden» ersetzt.

2. Der Wortlaut «; hierbei wird davon ausgegangen, dass im Rahmen der Sanierung alle Maßnahmen zur Beseitigung der Abfälle oder zur Instandsetzung dieser Orte durchgeführt werden oder, falls dies technisch unmöglich oder gefährlich sein sollte, dass alle Maßnahmen zur Erhaltung der Umwelt und der Gesundheit der Menschen auf dauerhafte Weise ergriffen werden.» wird gestrichen.

Art. 78 - Artikel 7, § 3, Absatz 2 desselben Dekrets wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Das im vorliegenden Paragraph erwähnte Vorhandensein von Abfällen stellt wieder ein die Abgabe auslösender Tatbestand dar, wenn der Entwurf zum Reinigungsplan nicht gemäß den Bestimmungen des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden genehmigt wird, wenn die Reinigungshandlungen und -arbeiten am Tag, an dem sie gemäß den Bestimmungen des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden angefangen werden müssen, nicht angefangen werden, wenn die Reinigungshandlungen und -arbeiten am Tag, an dem sie gemäß den Bestimmungen des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden fertig sein müssen, nicht fertig sind und wenn die zusätzlichen Arbeiten innerhalb der gemäß dem Dekret über die Reinigung der verschmutzten Böden festgelegten Frist nicht durchgeführt werden.»

Abschnitt IV — Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle

Art. 79 - Artikel 39 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle wird durch die Absätze 6 und 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 6. Die Garantie der Region gegenüber Drittpersonen wird der Gesellschaft unter den von der Wallonischen Regierung bestimmten Bedingungen für den Zinssatz und die Abschreibung der von der Gesellschaft auszugebenden Obligationen und für die aufzunehmenden Anleihen bewilligt.

Bei Nichtrückzahlung der Obligationen oder Anleihen oder der damit verbundenen Zahlungen bringt die Region für die Gesellschaft die den Drittpersonen geschuldeten Summen auf.

§ 7. Die Regierung kann Immobiliengüter und Beteiligungen, die Eigentum der Region sind, in das Kapital der Gesellschaft einbringen.»

Art. 80 - In Artikel 42, § 1, Absatz 1 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle wird ein Punkt 3° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«3° informiert die zuständige Behörde im Sinne von Artikel 2, 14° des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden.»

Art. 81 - Artikel 43, § 1, Absatz 2 desselben Dekrets wird durch einen Paragraph 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

« § 5. Die Regierung informiert die zuständige Behörde im Sinne von Artikel 2, 14° des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden über die in Anwendung des vorliegenden Artikels ergriffenen Maßnahmen.»

Art. 82 - In Artikel 47, § 1, Absatz 1 desselben Dekrets wird ein Punkt 3° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«3° informiert die zuständige Behörde im Sinne von Artikel 2, 14° des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden.»

Art. 83 - Artikel 58, § 3 desselben Dekrets wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Gegebenenfalls wird die Einhaltung der Bestimmungen des Dekrets über die Reinigung der verschmutzten Böden vorgeschrieben.»

TITEL V — Schluss- und Übergangsbestimmungen

Art. 27 - Die in Artikel 169 des CWATUP erwähnten Verpflichtungen gelten lediglich für die zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände, deren Umkreis nach Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets endgültig festgelegt wird.

Jedoch gilt diese Verpflichtung ebenfalls für die stillgelegten Gewerbebetriebsgelände, deren endgültiger Erlass vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets verabschiedet worden ist, und für welche die Regierung beschließt, dass sie zu sanierenden Gewerbebetriebsgeländen gleichgestellt werden. Der Erlass der Regierung, durch den ein stillgelegtes Gewerbebetriebsgelände einem zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände gleichgestellt wird, unterliegt den Formalitäten von Artikel 169/1 des CWATUP.

Die Regierung gründet ihren Beschluss insbesondere auf die folgenden Kriterien:

1° der Zustand des bzw. der Güter, der den Grundsätzen einer zweckmäßigen Raumordnung zuwiderläuft, ist anhaltend;

2° Rolle des Gutes in der Struktur des Gebiets, in dem es gelegen ist;

3° Bestehen einer Gefahr für die menschliche Gesundheit und die Umweltqualität.

Art. 28 - Der für die Reinigung des Grundstücks erforderliche Antrag auf eine Umwelt-, Städtebau- oder Globalgenehmigung, dessen Empfangsbestätigung vor dem Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets erfolgte, wird nach dem am Datum der Empfangsbestätigung geltenden Bestimmungen weiterhin behandelt.

Art. 29 - Der für die Reinigung des Grundstücks erforderliche Antrag auf eine Genehmigung des Sanierungsplanes im Sinne von Artikel 7, § 7 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region oder des Reinigungsplanes eines Geländes im Sinne des Artikels 681/bis/67 von Titel 1 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, dessen Empfangsbestätigung vor dem Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets erfolgte, wird nach dem am Datum der Empfangsbestätigung geltenden Bestimmungen weiterhin behandelt.

Art. 30 - Die aufgrund der Artikel 42, 43 und 47 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle ergriffenen Maßnahmen zur Reinigung des Grundstücks sowie die aufgrund derselben Artikel vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets ergriffenen Sicherheitsmaßnahmen unterliegen den am Datum ihrer Verabschiedung geltenden Bestimmungen.

Der Absatz 1 findet ebenfalls Anwendung auf die Sicherheitsmaßnahmen und auf die Maßnahmen zur Reinigung des Grundstücks, die aufgrund des Artikels 21 des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz von Grundwasser und aufbereitem Wasser oder aufgrund der Artikel 71 und 74 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung ergriffen worden sind.

Art. 31 - Mit Ausnahme der Artikel 2 bis 6, 167 und 168 sub Artikel 11, 1, 2 und 4 sub Artikel 26, 8 bis 15 sub Artikel 26, 25 bis 30 sub Artikel 26 tritt das folgende Dekret an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 1. April 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,
Ph. COURARD

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2003-2004.*

Dokumente des Rates 333 (2003-2004) Nrn. 1 bis 14.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 31. März 2004.

Diskussion - Abstimmung.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 2007

[2004/201654]

1 APRIL 2004. — Decreet betreffende de sanering van verontreinigde bodems en te herontwikkelen bedrijfsruimten (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepaling

Artikel 1. Dit decreet wijzigt het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en houdt het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems.

TITEL II. — Bepalingen tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium

Art. 2. Het eerste lid van artikel 25 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt vervangen door volgende tekst :

« Het gewestplan bestaat uit gebieden die voor bebouwing bestemd zijn, uit gebieden die niet voor bebouwing bestemd zijn en, in voorkomend geval, uit herontwikkelingsgebieden. »

Art. 3. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 34bis, luidend als volgt, ingevoegd :

« Art. 34bis. - Herontwikkelingsgebied

Het herontwikkelingsgebied dekt een omtrek van te herontwikkelen bedrijfsruimten en dient elke bestemming te krijgen bedoeld in artikel 25, landbouw-, bos- en natuurgebied uitgezonderd. De ontsluiting van herontwikkelingsgebieden waarvan de oppervlakte kleiner is dan 0,5 hectare wordt voor elke bestemming bedoeld in artikel 25, tweede lid, ondergeschikt gemaakt aan het voorhandenzijn van een gemeentelijk plan van aanleg dat het gehele gebied dekt. »

Art. 4. In artikel 49, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « of de ontsluiting van een herontwikkelingsgebied met het oog op de bestemming ervan als gemengde of industriële bedrijfsruimte » ingevoegd tussen de woorden « van een gebied met industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat » en « niet meer te bevatten dan ».

Art. 5. Artikel 85, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een 3° luidend als volgt :

« 3° de gegevens betreffende het goed die ingevoerd zijn in de gegevensbank bodemtoestand bedoeld in artikel 14 van het decreet betreffende de sanering van verontreinigde bodems. »

Art. 6. Artikel 127, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een 4° luidend als volgt :

« 4° wanneer ze betrekking heeft op handelingen en werken die verricht worden in een herontwikkelingsgebied dat niet gedekt is door een in werking zijnd gemeentelijk plan van aanleg. »

Art. 7. Artikel 150bis, § 1, tweede lid, van het Wetboek wordt aangevuld met een 8° luidend als volgt :

« 8° de gegevens betreffende het goed die ingevoerd zijn in de gegevensbank bodemtoestand bedoeld in artikel 14 van het decreet betreffende de sanering van verontreinigde bodems. »

Art. 8. Artikel 153, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt : « of die, niettegenstaande een ingebrekestelling door de regering overeenkomstig artikel 169/9, de verplichtingen bedoeld in artikel 169 niet uitvoeren ».

Art. 9. In artikel 155 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. Paragraaf 1 wordt aangevuld als volgt :

« De technisch ambtenaar bedoeld in artikel 1, 16°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning kan onder dezelfde voorwaarden de herstelling bedoeld in paragraaf 2, 4°, voortzetten indien een grondsanering in de zin van artikel 167 vereist is. »

2. Paragraaf 2, eerste lid, wordt aangevuld met een 4° luidend als volgt :

« 4° ofwel de herontwikkeling van de site volgens de procedure bedoeld in de artikelen 169 en volgende indien het goed opgenomen is op de lijst der bedrijfsruimten die herontwikkeld dienen te worden. »

3. In paragraaf 5, eerste lid, worden de woorden « hetzij de herontwikkeling van de site volgens de procedure bedoeld in de artikelen 169 en volgende indien het goed opgenomen is op de lijst der bedrijfsruimten die herontwikkeld dienen te worden » ingevoegd tussen de woorden « inrichtingswerken » en « , worden ».

Art. 10. Artikel 157, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, wordt aangevuld met een 4° luidend als volgt :

« 4° ofwel de herontwikkeling van de site volgens de procedure bedoeld in de artikelen 169 en volgende indien het goed opgenomen is op de lijst der bedrijfsruimten die herontwikkeld dienen te worden.

De technisch ambtenaar bedoeld in artikel 1, 16°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning kan onder dezelfde voorwaarden de herstelling bedoeld in paragraaf 2 voortzetten indien een grondsanering in de zin van artikel 167 vereist is. »

Art. 11. De artikelen 167 tot en met 169 van hoofdstuk I van titel I van boek II van hetzelfde Wetboek worden vervangen door volgende tekst :

« HOOFDSTUK I. — *Te herontwikkelen bedrijfsruimten*

Afdeling I. — Algemeen

Art. 167. - Voor de toepassing van dit hoofdstuk dient te worden verstaan onder :

1° « te herontwikkelen site » : een goed of een geheel van goeden waar een bedrijfsactiviteit plaatsgevonden heeft en waarvan het in stand houden in de huidige toestand strijdig is met de zorgvuldige inrichting van de site en dat, indien men het opnieuw in gebruik wil nemen, eerst herontwikkeld dient te worden.

In aanmerking genomen wordt elke industriële, ambachtelijke, handels- of dienstverleningsactiviteit of andere voorzover ze van economische aard is.

De site wordt afgebakend door een omtrek waarin alle hierboven omschreven goeden gelegen zijn. Indien de bedrijvigheid op de site ontginning betreft of voorheen betrof of indien de site een steenberg uitmaakt of voorheen uitmaakte, worden de niet-bebouwde oppervlakten met betrekking tot de ontginningsomtrek of de steenbergomtrek evenwel van de omtrek van de site uitgesloten.

In die omtrek kunnen eveneens gelegen zijn :

a. onroerende goederen of delen van onroerende goederen die nog bestemd zijn voor een economische activiteit, op voorwaarde dat een herontwikkeling de voortzetting ervan toelaat;

b. onroerende goederen of delen van onroerende goederen gebruikt als zetel van een economische activiteit, maar waarvan de bestemming herroepbaar is;

c. onroerende goederen of delen van onroerende goederen met een niet-economische bestemming, maar waarvan de terbeschikkingstelling noodzakelijk is voor de zorgvuldige inrichting van de bedrijfsruimte;

2° « herontwikkeling » : het geheel van handelingen en werken voor de sanering van de grond en de vernieuwing van de site, waarbij de hinder voortvloeiend uit het in stand houden ervan in zijn huidige staat weggewerkt wordt, noodzakelijk voor het hergebruik ervan bevattende :

a. wat betreft de sanering van de grond, de saneringshandelingen en -werken bedoeld bij het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems, met inbegrip van het oriëntatie- en indelingsonderzoek;

b. wat betreft de vernieuwing van de site, het geheel van de verstevigingswerkzaamheden aan de draagstructuur, evenals de vochtwerende werken in de gebouwen en erbuiten, de ontsmetting ervan, de afbraak van het geheel of een gedeelte van de vaste bouwwerken en installaties, met inbegrip van de bouwwerken en installaties in de ondergrond, de grondverplaatsingen die door de verrichting noodzakelijk worden gemaakt, met inbegrip van de grondaanvoer of afvoer, de afvoer van achtergelaten producten, bouwmaterialen, materiaal en afvalstoffen of afkomstig van afbraakwerken, de zaaibedden, aanplantingen en bebossingen;

3° « de maatschappij » : de « Société publique d'aide à la qualité de l'environnement » (Openbare maatschappij voor hulpverlening inzake de verbetering van het leefmilieu) bedoeld in artikel 39 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

Afdeling II. — Identificatie van de te herontwikkelen bedrijfsruimten

Art. 168. - § 1. Op voorstel van een gemeente, een vereniging van gemeenten, van één of meerdere eigenaars, erfpachters, dragers van een recht van opstal of vruchtgebruikers, of op eigen initiatief kan de regering op voorlopige wijze vaststellen dat een site waarvan hij de omtrek vastlegt, afgedankt is en herontwikkeld moet worden. Het besluit wordt ingeschreven in de hypotheekbewaring.

De regering laat een milieueffectenverslag opstellen waarvan hij de omvang en de graad van nauwkeurigheid van de gegevens vaststelt, bevattende :

1° een samenvatting van de inhoud, een omschrijving van de doelstellingen van het voorontwerp van omtrek van de te herontwikkelen bedrijfsruimte, evenals de de banden ervan met andere relevante plannen en programma's;

2° de relevante aspecten van de toestand van het leefmilieu, met inbegrip van het bestaan van een risico voor de menselijke gezondheid en de kwaliteit van de leefomgeving, evenals de vermoedelijke evolutie ervan indien de omtrek van de te herontwikkelen bedrijfsruimte niet ontsloten wordt;

3° de leefmilieukeurmerken van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze getroffen zouden kunnen worden;

4° de leefmilieuproblemen verbonden met het voorontwerp die de op leefmilieuvlak bijzonder waardevolle gebieden betreffen zoals de gebieden aangewezen overeenkomstig de richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG;

5° de leefmilieuproblemen die de gebieden betreffen waarin bedrijven zich zouden kunnen vestigen die een belangrijk risico inhouden voor de personen, goeden of het leefmilieu in de zin van richtlijn 96/82/EG of indien het voorontwerp voorziet in de opnemings van woongebieden en van in de nabijheid van dergelijke bedrijven gelegen gebieden of infrastructuren die door het publiek worden bezocht;

6° de relevante doelstellingen inzake leefmilieubescherming en de wijze waarop die doelstellingen in rekening genomen worden in het kader van de uitwerking van de omtrek van de te herontwikkelen bedrijfsruimte;

7° de vermoedelijke niet-verwaarloosbare impact, namelijk de secundaire, gecumuleerde, synergetische effecten op korte, middellange en lange termijn, van permanente en tijdelijke aard die zowel positief als negatief zijn voor het leefmilieu, met inbegrip van de biodiversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de flora, de fauna, de bodems, het water, de lucht, de klimatologische factoren, de materiële goeden, het culturele patrimonium met inbegrip van het architectonisch en archeologisch patrimonium, de landschappen en de interacties tussen die factoren;

8° de impact op de land- en bosbouwbedrijvigheid;

9° de maatregelen die uitgevoerd dienen te worden om de negatieve effecten bedoeld onder 7° en 8° te voorkomen, te verminderen of te compenseren;

10° de presentatie van mogelijke alternatieven en de verantwoording ervan;

11° een omschrijving van de uitgekozen evaluatiemethode en de ontstane moeilijkheden;

12° de maatregelen die in het vooruitzicht worden gesteld om in de opvolging van de ontsluiting van de omtrek van de afgedankte bedrijfsruimte te voorzien;

13° een omschrijving van de rol van de site in de structuur van het grondgebied en de werkelijke hergebruiksmogelijkheden;

14° een niet-technische samenvatting van bovenbedoelde gegevens.

De regering onderwerpt het ontwerp van inhoud van het milieueffectenverslag, evenals het voorontwerp van omtrek aan het advies van de gewestelijke commissie, de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling), aan de personen en instanties die hij nuttig acht te raadplegen, evenals, indien het voorontwerp gebieden betreft waarin bedrijven zich zouden kunnen vestigen die een belangrijk risico inhouden voor de personen, de goeden of het leefmilieu in de zin van richtlijn 96/82/EG of of indien het voorontwerp voorziet in de opnemings van woongebieden en van in de nabijheid van dergelijke bedrijven gelegen gebieden of infrastructuren die door het publiek worden bezocht, het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu. De adviezen hebben betrekking op de omvang en de nauwkeurigheid van de gegevens die in het verslag opgenomen dienen te worden. De adviezen worden overgemaakt binnen de dertig dagen na het verzoek van de regering.

Bij ontstentenis worden de adviezen geacht gunstig te zijn.

De gewestelijke commissie wordt ingelicht over de voorafgaandelijke onderzoeken en kan te allen tijde de suggesties die ze nuttig acht, uitdrukken.

Het milieueffectenverslag kan inzonderheid gegrond worden op de nuttige inlichtingen die ingewonnen zijn tijdens andere, voorheen verrichte milieueffectenbeoordelingen, op het resultaat van de onderzoeken bedoeld in artikel 170 evenals op de nuttige informatie waaruit de historiek kan worden geschetst.

Indien rekening houdend met de kenmerken van de ontwerpen of activiteiten waarvan het herontwikkelingsbesluit het kader vormt, en rekening houdend met de impact en de gebieden die getroffen zouden kunnen worden, vastgesteld wordt dat het in het vooruitzicht gestelde herontwikkelingsbesluit en, in voorkomend geval, de herziening van het gewestplan geen niet-verwaarloosbare effecten zouden kunnen hebben op het leefmilieu, beslist de regering, op de wijze vastgesteld in artikel 46, § 2, dat noch over het herontwikkelingsbesluit noch, in voorkomend geval, over de herziening van het gewestplan een milieueffectenverslag opgesteld dient te worden.

In dat geval worden de beslissing bedoeld in vorig lid en de motivering ervan in de milieuverklaring bedoeld in paragraaf 4 opgenomen.

§ 2. Het voorontwerp van besluit bedoeld in paragraaf 1 wordt voorgelegd aan de betrokken eigenaars, erfpachters, dragers van een recht van opstal of vruchtgebruikers volgens de kadastrale aanwijzingen. Laatstgenoemden maken hun opmerkingen aan de regering over, bij ter post aangetekend schrijven binnen de dertig dagen na ontvangst van het voorontwerp van besluit. Bij ontstentenis wordt ervan uitgegaan dat zij geen enkele opmerking te maken hadden.

§ 3. De regering keurt voorlopig het ontwerp-besluit goed dat, in voorkomend geval, melding maakt van het ontwerp tot herziening van het gewestplan om de site op te nemen in één of meer gebieden bedoeld in artikel 25.

Het ontwerp-besluit met, in voorkomend geval, als bijlage het milieueffectenverslag, wordt onderworpen aan een openbaar onderzoek. Dat openbaar onderzoek wordt zowel bij aanplakking als door een bericht in de bladzijden voor plaatselijk nieuws in drie Frans- dan wel Duitstalige dagbladen aangekondigd in elke gemeente die bij het ontwerp betrokken is. Indien er een gemeentelijke nieuwsbrief bestaat of een reclamekrant die kosteloos verdeeld wordt aan de bevolking, wordt het bericht daarin opgenomen.

Zodra het openbaar onderzoek aangekondigd is, liggen het ontwerp-besluit en het eventuele milieu-effectenverslag ter inzage op het gemeentehuis van elke gemeente die bij het ontwerp betrokken is.

Aanvang en einde van de termijn worden in het bericht aangegeven.

zwaren en opmerkingen worden schriftelijk gericht aan het college van burgemeester en schepenen vóór het einde van de termijn van het openbaar onderzoek; zij worden bij het proces-verbaal ter afsluiting van het openbaar onderzoek dat door het college van burgemeester en schepenen opgemaakt wordt binnen de acht dagen na afsluiten van het openbaar onderzoek, gevoegd. Binnen de vijftien dagen na afsluiten van het openbaar onderzoek worden de bezwaren, opmerkingen en processen-verbaal door het college van burgemeester en schepenen van elke gemeente die bij het ontwerp betrokken is, aan de regering gericht, en de gemeenteraad van elke gemeente die bij het ontwerp betrokken is, maakt zijn advies over; bij ontstentenis wordt dat advies geacht gunstig te zijn.

Indien de inrichting van de ruimte die in het ontwerp wordt voorgesteld, een significante impact zou kunnen hebben op het milieu van een ander Gewest, van een andere lid-Staat van de Europese Unie of van een andere Staat die verdragsluitende partij is van het Verdrag van Espoo van 25 februari 1991 inzake milieu-effectrapportage in grensoverschrijdend verband, geldt artikel 43, § 2bis.

Indien er een milieu-effectenverslag bij het ontwerp van besluit gevoegd is, wordt het dossier dat het ontwerp bevat met als bijlage het milieu-effectenverslag vóór aanvang van het openbaar onderzoek door de regering ter advies voorgelegd aan de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable », aan de personen en instanties die hij nuttig acht te raadplegen, evenals aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu indien geraadpleegd overeenkomstig paragraaf 1, derde lid, waarbij het dossier het ontwerp en het milieueffectenverslag bevat. De adviezen worden binnen de dertig dagen na het verzoek van de regering overgemaakt. Indien er geen advies is uitgebracht binnen die termijn, wordt het geacht gunstig te zijn.

Binnen de dertig dagen na afsluiten van het openbaar onderzoek wordt het dossier dat het ontwerp-besluit bevat met als bijlage de bezwaarschriften, opmerkingen, processen-verbaal en adviezen door de regering ter advies voorgelegd aan de gewestelijke commissie. Het advies van de gewestelijke commissie wordt binnen de dertig dagen na het verzoek van de regering overgemaakt. Bij ontstentenis wordt het geacht gunstig te zijn.

In afwijking van het derde lid bedraagt de duur van het openbaar onderzoek vijftien dagen indien er bij het ontwerp-besluit niet voorzien is in de herziening van het gewestplan.

§ 4. Binnen de dertig dagen te rekenen van het advies van de gewestelijke commissie stelt de regering de omtrek van de afgedankte site en de herontwikkeling ervan, evenals de bestemming ervan en, in voorkomend geval, de herziening van het gewestplan definitief vast. Daarnaast legt de regering een milieuverklaring af waarin de wijze samengevat wordt waarop de leefmilieu-overwegingen in het besluit zijn opgenomen en waarin het milieueffectenverslag, de adviezen, bezwaren en opmerkingen uitgebracht of uitgedrukt overeenkomstig de paragrafen 2 en 3 in overweging zijn genomen, evenals de redenen voor de keuzes van het besluit, rekening houdend met de andere in het vooruitzicht gestelde redelijke oplossingen.

Het besluit en de milieuverklaring worden aan de gewestelijke commissie en aan de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » en, in voorkomend geval, aan de andere personen en instanties en aan het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu overgemaakt.

§ 5. Het besluit bedoeld in paragraaf 4 maakt melding van het prioritaire karakter van de site indien die site aan één der volgende criteria beantwoordt :

1° zijn rol als wegens zijn ligging structurerend element van het grondgebied die zijn hergebruik op korte termijn verantwoordt;

2° de werkelijke hergebruiksmogelijkheden voor de site;

3° het bestaan van een risico voor de menselijke gezondheid en de leefmilieukwaliteit.

§ 6. De regering maakt de lijst bekend van de definitieve besluiten betreffende :

1° de te herontwikkelen bedrijfsruimten;

2° de bij voorrang te herontwikkelen bedrijfsruimten.

§ 7. De regering kan tegelijk een herontwikkelingsomtrek en een stadsheroplevingsomtrek bedoeld in artikel 172 of een stadsvernieuwingomtrek in de zin van artikel 173 vaststellen.

Art. 169. Het besluit bedoeld in artikel 168, § 4, houdt voor de eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal of de vruchtgebruiker de verplichting in om de site tegen de hierna vastgestelde voorwaarden te herontwikkelen.

Art. 169/1. - Het besluit bedoeld in artikel 168, § 4, wordt overgeschreven in de hypotheekbewaring.

Die overschrijving neemt de plaats in van die bedoeld in artikel 168, § 1.

Van het besluit wordt daarnaast bij ter post aangetekend schrijven kennis gegeven aan de betrokken eigenaars, evenals aan de betrokken erfpachters, dragers van een recht van opstal en vruchtgebruikers. In die kennisgeving wordt melding gemaakt van de verplichting bedoeld in artikel 169.

Bij de kennisgeving van het besluit worden in voorkomend geval de inlichtingen gevoegd die betrekking hebben op de goeden opgenomen in de gegevensbank bedoeld in artikel 14 van het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems die de kadastrale percelen gelegen binnen de omtrek van de site betreffen.

Afdeling III. — Regeling voor de bij voorrang te herontwikkelen bedrijfsruimten

Art. 169/2. - Binnen de zestig dagen na de kennisgeving bedoeld in artikel 169/1, tweede lid, richt de eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal dan wel de vruchtgebruiker bij ter post aangetekend schrijven het bericht aan de regering dat hij zich ertoe verbindt om de herontwikkeling van de site door te voeren of dat hij ervan afziet zijn verplichting na te komen. Bij ontstentenis wordt hij geacht daarvan af te zien.

Het uitdrukkelijke of stilzwijgende voornemen bedoeld in het eerste lid om daarvan af te zien houdt voor de regering of de maatschappij de machtiging in om toegang te hebben tot de site en alle noodzakelijke onderzoeken te verrichten.

De regering stelt het formulier vast dat daartoe bij de kennisgeving bedoeld in artikel 169/1, tweede lid, gevoegd wordt en dat door de eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal dan wel de vruchtgebruiker teruggestuurd dient te worden.

Onderafdeling 1 — Regeling geldend in het geval waarin de eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal of de vruchtgebruiker van de herontwikkeling afzien

Art. 169/3. - § 1. Zodra het uitdrukkelijk of stilzwijgend voornemen vanwege de eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal of de vruchtgebruiker om van de herontwikkeling af te zien bekend is, voert de maatschappij het evaluatieonderzoek betreffende de kostprijs van de herontwikkeling uit, of laat ze uitvoeren.

§ 2. Op grond van een verantwoordend verslag wordt er door de maatschappij een ontwerp-aanbod van minnelijke of gerechtelijke aankoop van de site opgesteld. De voor de aankoop in overweging genomen waarde wordt geraamd, meer bepaald rekening houdend met de kostprijs van de door te voeren herontwikkelingswerkzaamheden bedoeld in artikel 167, 2°, en met de bestemming van het goed in het de dag vóór de inwerkingtreding van het besluit bedoeld in artikel 168, § 4, vigerend plan van aanleg.

Dat ontwerp-aanbod, waarbij het verantwoordend verslag wordt gevoegd, wordt door de maatschappij onderworpen aan het visum van het bij het Ministerie van Financiën ingesteld aankoopcomité van onroerende goeden.

Het aankoopcomité geeft kennis van zijn visum of van zijn visumsweigerings binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de ontvangst van het ontwerp-aanbod en het verantwoordend verslag. Desnoods kan de termijn op verzoek van het comité met één maand worden verlengd.

Bij visumsweigerings bepaalt het comité op gemotiveerde wijze het maximumbedrag van het aanbod. Bij stilzwijgen van het comité binnen de hem opgelegde termijn wordt het visum geacht toegekend te zijn.

§ 3. Indien het minnelijk aanbod van de maatschappij niet binnen de dertig dagen na kennisgeving ervan door de eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal of de vruchtgebruiker wordt aangenomen, machtigt de regering de maatschappij om de goeden die in de omtrek van de site gelegen zijn, te onteigenen ten algemene nutte. Hiervoor geldt artikel 181, tweede lid.

§ 4. Binnen de negentig dagen na aanvaarding van het minnelijk aanbod bedoeld in paragraaf 3 of van het besluit waarbij de maatschappij gemachtigd wordt te onteigenen, of binnen de termijn door de regering vastgesteld in geval van verzoek om termijnverlenging, dient de maatschappij bij de regering een herontwikkelingsproject in dat volgende bestanddelen bevat :

1° indien nodig, een saneringsproject dat het volgende bevat :

a. de identificatie van de aangetroffen stoffen waarvan de concentraties beantwoorden aan de criteria vastgesteld in de artikelen 41 en 42 van het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems, de daarmee in overeenstemming zijnde volumes en de dringendheid waarmee de sanering doorgevoerd dient te worden;

b. een omschrijving van de verschillende technisch relevante saneringsprocédés samen met voor elk procédé de raming van de verwachte resultaten onder verwijzing naar de artikelen 44 tot en met 46 van voornoemd decreet en een kostprijsraming, met inbegrip van de kostprijs van de eventuele opvolgingsmaatregelen;

c. een omschrijving van de restrisico's of eventuele restricties, met inbegrip van de opvolgingsmaatregelen, voor het toekomstig gebruik van de grond waarop de handelingen en werken betrekking hebben;

d. een verantwoording van het saneringsprocédé of, in voorkomend geval, van verschillende procédés en hun eventuele varianten in onderlinge combinaties;

e. een omschrijving van de werken, hun eventuele fasering, de termijnen waarin ze uitgevoerd dienen te worden, met inbegrip van de wijze waarop de substanties of grond- of bouwgedeelten die tijdelijk of definitief verwijderd dienen te worden, behandeld dan wel verwerkt dienen te worden;

f. de omschrijving van de getroffen veiligheidsmaatregelen bij uitvoering van de werken;

g. de impact van de handelingen en werken betreffende de bodemsanering op de naburige percelen;

h. de saneringsmaatregelen die getroffen dienen te worden, de termijn waarin ze in stand dienen te worden gehouden en een raming van de kostprijs;

i. in voorkomend geval, de restricties waaraan de gronden onderworpen worden na sanering ervan;

2° in voorkomend geval, een omschrijving van de renovatiehandelingen werken, die naar gelang het geval het volgende bevatten :

a. een omschrijving van de vaste bouwwerken en installaties, met inbegrip van bouwwerken en installaties in de ondergrond die afgebroken of gedemonteerd dienen te worden;

b. een omschrijving van de herstel-, onderhouds- of bewaarswerkzaamheden, evenals de verbouwing van de in stand gehouden onroerende goeden;

c. een omschrijving van de grondverplaatsingen die door het project noodzakelijk worden gemaakt, met inbegrip van alle grondaan- en -afvoer en de oorsprong van de eventuele aangebrachte aarde;

d. de afvoer van achtergelaten of van de afbraakwerken afkomstige producten, bouwmaterialen, materiaal en afvalstoffen;

e. de inrichting van de buitenomgeving, en meer bepaald de zaaibedden, aanplantingen en bebossingen;

f. een kostenraming;

3° de termijnen waarin de werken uitgevoerd zullen worden;

4° de omschrijving van de te treffen veiligheidsmaatregelen bij uitvoering van de werken;

5° een korte uiteenzetting van de milieu-effectenbeoordeling;

6° een niet-technische samenvatting van voormelde gegevens.

§ 5. De regering meldt ontvangst van het volledige dossier binnen de vijftien dagen na indiening ervan. In voorkomend geval worden gespecialiseerde organen geraadpleegd. De goedkeuring door de regering van het herontwikkelingsproject heeft de waarde van een milieuvergunning, een milieuverklaring, een registratie in de zin van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, een stedenbouwkundige vergunning of van een enige vergunning; die goedkeuring vindt plaats binnen de drie maanden na het bericht van ontvangst. In afwijking van artikel 87 van dit Wetboek en van artikel 53 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning vervalt de goedkeuring van het herontwikkelingsproject enkel voor het overblijvende gedeelte van de herontwikkelingshandelingen en -werken die niet zijn uitgevoerd indien zij niet zijn uitgevoerd binnen de twee jaar volgend op de datum waarop zij uitgevoerd dienden te worden.

§ 6. Na afloop van de saneringshandelingen en -werken voert de maatschappij de slotevaluatie door.

In die evaluatie zijn inbegrepen :

- 1° de doelstellingen van de sanering;
- 2° de bereikte resultaten, met inbegrip van de bekomen waarden, met, in de gevallen waarin de saneringsdoelstellingen niet gehaald konden worden, een analyse van de restricties;
- 3° de problemen die bij de werkzaamheden gerezen zijn;
- 4° de eventuele voorstellen tot restrictie in het gebruik en de opvolgingsmaatregelen.

Binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangst van de slotevaluatie geeft de regering een attest uit :

- 1° waarbij vastgesteld wordt dat de sanering al dan niet overeenkomstig de beslissing tot goedkeuring van het saneringsproject is verwezenlijkt;
- 2° waarbij de bijzondere waarden worden bepaald;
- 3° waarbij, in voorkomend geval, restricties in het gebruik of opvolgingsmaatregelen worden opgelegd.

Binnen dezelfde termijn legt de regering, in voorkomend geval, bijkomende werkzaamheden op, die uitgevoerd dienen te worden binnen de door hem bepaalde termijn en, in die veronderstelling, de eventuele veiligheidsmaatregelen.

In dat geval wordt het attest bedoeld in het tweede lid afgegeven na een termijn van zestig dagen te rekenen van een nieuwe slotevaluatie.

Onderafdeling 2. — Regeling bij aanvaarding van de herontwikkeling door de eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal of de vruchtgebruiker

Art. 169/4. - Deze onderafdeling geldt indien de eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal of de vruchtgebruiker de regering ervan kennis heeft gegeven dat hij zich ertoe verbindt de herontwikkeling van de site door te voeren overeenkomstig artikel 169/2, eerste lid.

Art. 169/5. - De eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal of de vruchtgebruiker dient overeenkomstig artikel 169/10 een herontwikkelingsproject in binnen de honderdtwintig dagen na de kennisgeving van zijn verbintenis om de herontwikkeling door te voeren. Indien het oriëntatieonderzoek gevolgd wordt door een indelingsonderzoek of een saneringsproject, kan de termijn op verzoek verlengd worden door de regering met een maximumduur van twee maal zestig dagen.

Art. 169/6. - De eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal of de vruchtgebruiker wordt geacht van zijn de herontwikkeling van de site af te zien indien :

- 1° hij het herontwikkelingsproject niet heeft ingediend binnen de termijn bedoeld in artikel 169/5;
- 2° hij de herontwikkelingswerken niet op significante wijze heeft aangevat binnen de termijn vastgesteld bij de beslissing tot goedkeuring van het herontwikkelingsproject;
- 3° hij de herontwikkelingswerkzaamheden niet heeft voltooid binnen de termijn vastgesteld bij de beslissing tot goedkeuring van het herontwikkelingsproject.

In dat geval geldt artikel 169/3. De waarde bedoeld in artikel 169/3, § 2, in aanmerking genomen voor de aankoop wordt evenwel geraamd rekening houdend met de kostprijs van de herontwikkelingswerkzaamheden bedoeld in artikel 167, 2°, na aftrek van de reeds verrichte onderzoeken en werken.

Afdeling IV. — Regeling geldend voor de bedrijfsruimten die niet bij voorrang herontwikkeld dienen te worden

Art. 169/7. - De eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal of de vruchtgebruiker dient het herontwikkelingsproject in binnen de honderd vijftig dagen na de kennisgeving bedoeld in artikel 169/1, tweede lid.

Indien het oriëntatieonderzoek gevolgd wordt door een indelingsonderzoek of een saneringsproject, kan de termijn op verzoek door de regering worden verlengd.

Art. 169/8. - De eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal of de vruchtgebruiker is ertoe verplicht de herontwikkelingswerkzaamheden op significante wijze aan te vatten binnen de termijn vastgesteld bij de beslissing tot goedkeuring van het herontwikkelingsproject.

Art. 169/9. - In geval van nalatigheid wordt de eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal of de vruchtgebruiker door de regering in gebreke gesteld om zijn verplichtingen in een allerlaatste door de regering vastgestelde termijn na te leven.

Afdeling V. — Procedure tot goedkeuring van het herontwikkelingsproject

Art. 169/10. - Er wordt een herontwikkelingsproject in zeven exemplaren aan de regering gericht, bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of tegen overhandiging van een ontvangstbewijs. Dat project bevat in ieder geval :

- 1° een oriëntatieonderzoek en, in voorkomend geval, een indelingsonderzoek of een saneringsproject overeenkomstig de artikelen 31 en volgende betreffende de sanering van de verontreinigde bodems;
- 2° een omschrijving van de renovatiehandelingen en werken die al naar gelang het geval bevatten :
 - a. een omschrijving van de vaste bouwwerken en installaties, met inbegrip van bouwwerken en installaties in de ondergrond die afgebroken of gedemonteerd dienen te worden;
 - b. een omschrijving van de herstel-, onderhouds- of bewaringswerkzaamheden, evenals de verbouwing van de in stand gehouden onroerende goederen;
 - c. een omschrijving van de grondverplaatsingen die door het project noodzakelijk worden gemaakt, met inbegrip van alle grondaan- en -afvoer en de oorsprong van de eventuele aangebrachte aarde;
 - d. de afvoer van achtergelaten of van de afbraakwerken afkomstige producten, bouwmaterialen, materiaal en afvalstoffen;
 - e. de inrichting van de buitenomgeving, en meer bepaald de zaaibedden, aanplantingen en bebossingen;
 - f. een kostenraming;

- 3° de termijnen waarin de werken uitgevoerd zullen worden;
- 4° de omschrijving van de te treffen veiligheidsmaatregelen bij uitvoering van de werken;
- 5° een korte uiteenzetting van de milieueffectenbeoordeling;
- 6° een niet-technische samenvatting van voormelde gegevens.

Art. 169/11. - De regering verstuurt bij ter post aangetekend schrijven zijn beslissing over de volledigheid en de ontvankelijkheid van het herontwikkelingsproject binnen de dertig dagen te rekenen van de dag waarop hij het saneringsproject ontvangt. Indien het verzoek onvolledig is, richt hij op dezelfde wijze een lijst van de ontbrekende stukken en gegevens aan de verzoeker en geeft hij aan dat de procedure te rekenen van de ontvangst ervan opnieuw begint te lopen.

Art. 169/12. - In de beslissing waarbij hij het herontwikkelingsproject volledig en ontvankelijk verklaart, wordt door de regering :

- 1° overeenkomstig artikel 9bis van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieueffectenbeoordeling in het Waalse Gewest aangegeven of het project een significante impact zou kunnen hebben op het leefmilieu;
- 2° de instanties aangewezen die geraadpleegd dienen te worden.

Art. 169/13. - De dag waarop hij zijn beslissing over de volledigheid en de ontvankelijkheid van het herontwikkelingsproject aan herontwikkelingsplichtige zendt overeenkomstig artikel 169/11, maakt de regering die beslissing voor advies over aan de verschillende instanties die hij aanwijst.

Die instanties versturen hun advies binnen een termijn van vijftig dagen te rekenen van de dag waarop de zaak bij hen aanhangig is gemaakt.

Indien er geen advies wordt opgestuurd of indien er geen ontvangstbewijs wordt overhandigd, wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Art. 169/14. - De regering stuurt zijn beslissing bij ter post aangetekend schrijven aan de verzoeker binnen een termijn van honderd twintig dagen te rekenen van de dag waarop hij zijn beslissing over de volledigheid en de ontvankelijkheid van het project heeft verstuurd.

Indien de regering het herontwikkelingsproject goedkeurt,

- 1° stelt hij de termijn vast waarin de herontwikkelingshandelingen en -werken op significante wijze dienen te zijn aangevat, evenals de termijn waarin ze beëindigd dienen te worden;
- 2° kan hij de verzoeker opleggen :

a. elke voorwaarde die hij nuttig acht om te voorkomen dat het herontwikkelingsproject tijdens of na verwezenlijking ervan gevaren, hinder of nadelen veroorzaakt aan mens en leefmilieu;

b. het neerleggen van een zekerheid volgens de modaliteiten bepaald bij artikel 55 van het decreet betreffende de milieuvergunning of artikel 86 van dit Wetboek en waarvan het bedrag overeenstemt met de kosten die de overheid zou moeten dragen indien hij zelf de herontwikkeling zou moeten doorvoeren.

Indien de regering zich niet uitgesproken heeft binnen de hem opgelegde termijn, wordt het herontwikkelingsproject geacht geweigerd te zijn. Het uitblijven van een beslissing binnen een termijn van honderd twintig dagen geeft de verzoeker het recht op een forfaitaire vergoeding van 2.500 euro. De vergoedingseisen vallen onder de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken.

Art. 169/15. - Indien de regering weigert om het herontwikkelingsproject goed te keuren, geeft hij de wijzigingen aan die in het project dienen te worden aangebracht met het oog op een nieuwe indiening overeenkomstig artikel 169/10.

Art. 169/16. - De goedkeuring van het herontwikkelingsproject heeft de waarde van een milieuvergunning, een milieuverklaring, een registratie in de zin van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, een stedenbouwkundige vergunning of van een enige vergunning. In afwijking van artikel 87 van dit Wetboek en van artikel 53 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning vervalt de goedkeuring van het herontwikkelingsproject enkel voor het overblijvende gedeelte van de herontwikkelingshandelingen en -werken die niet zijn uitgevoerd indien zij niet zijn uitgevoerd binnen de twee jaar volgend op de datum waarop zij uitgevoerd dienden te worden.

Art. 169/17. - Indien het herontwikkelingsproject een saneringsproject bevat, worden de saneringshandelingen en -werken verricht onder toezicht van een deskundige overeenkomstig artikel 57 van het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems.

Art. 169/18. - Degene die verplicht is om twee of meerdere sites te herontwikkelen kan de regering verzoeken om zijn verplichtingen in de tijd te kunnen spreiden en dient daartoe een voorstel in waarbij meer bepaald rekening gehouden wordt met het eventuele prioritaire karakter van één of meerdere sites. De regering keurt het voorstel goed. Hij bepaalt de wijze waarop deze bepaling toegepast wordt.

Afdeling VI. — Verplichting tot herontwikkeling van eenzelfde site geldend voor meerdere personen

Art. 169/19. - Indien verscheidene personen verplicht zijn eenzelfde site te herontwikkelen, belegt de regering op de door hem bepaalde wijze een overlegvergadering tussen de verschillende betrokken dragers van een zakelijk recht. Die overlegvergadering vindt plaats binnen de dertig dagen volgend op de kennisgeving bepaald in artikel 169/1.

Indien verschillende personen die verplicht zijn om een site te herontwikkelen een herontwikkelingsproject indienen overeenkomstig de artikelen 169/5 of 169/7, wijzen ze een zaakgelastigde aan die belast is met de betrekkingen met het Waalse Gewest. »

Art. 12. In artikel 171 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht.

1. In paragraaf 1 worden de woorden « artikel 169, § 1 » vervangen door de woorden « artikel 169/1, tweede lid ».
2. In paragraaf 4 worden de woorden « artikel 168, § 3 » vervangen door de woorden « artikel 169/1, tweede lid ».

Art. 13. In artikel 175, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « afgedankte bedrijfsruimte » vervangen door de woorden « te herontwikkelen bedrijfsruimte ».

Art. 14. In artikel 181, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « afgedankte bedrijfsruimte » vervangen door de woorden « te herontwikkelen bedrijfsruimte ».

Art. 15. Artikel 182 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 16. In artikel 183, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. Onder 3^o worden de woorden « de sanering of de renovatie » vervangen door de woorden « of de herontwikkeling ».

2. Onder 4^o worden de woorden « de sanering of de renovatie » vervangen door de woorden « of de herontwikkeling ».

Art. 17. In artikel 184, 2^o, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « ofwel de sanering en de renovatie van onroerende goeden » vervangen door de woorden « ofwel de herontwikkeling van onroerende goeden ».

TITEL III. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

Art. 18. Artikel 1, 13^o, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt aangevuld als volgt : « wat betreft de installaties en activiteiten opgenomen in de lijst bedoeld in artikel 3, vijfde en zesde lid, is voor de bodem het herstellen in oorspronkelijke staat de verrichting die voortvloeit uit de verplichtingen bedoeld in artikel 16 van het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems ».

Art. 19. Artikel 3 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt aangevuld door volgende leden :

« De regering stelt onder de installaties of activiteiten waarvan de uitbating onderworpen is aan een milieuvergunning, de lijst vast van de installaties of activiteiten die het grootste risico op bodemverontreiniging vormen.

In de lijst kan voor de installaties of activiteiten die een hoger risico op bodemverontreiniging vormen, de termijn worden vermeld waarin voor het eerst een oriëntatieonderzoek dient te worden uitgevoerd, of de periodiciteit waarmee de verplichting tot uitvoering van een dergelijk onderzoek geldt. »

Art. 20. Artikel 13, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de woorden « of in een herontwikkelingsgebied bedoeld in artikel 34bis van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium dat niet gedekt is door een gemeentelijk plan van aanleg ».

Art. 21. In hetzelfde decreet wordt er een artikel 59ter luidend als volgt ingevoerd :

« Art. 59ter. - § 1. Onverminderd diens verplichtingen wat betreft het herstellen in de oorspronkelijke staat en het nabehoor gelden de verplichtingen bedoeld in artikel 16 van het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems voor :

1^o de uitbater van een installatie of een activiteit bedoeld in artikel 3, vijfde lid, telkens als een uitbating stopgezet wordt;

2^o de uitbater van een installatie of een activiteit bedoeld in artikel 3, zesde lid, en die beantwoordt aan de voorwaarden bepaald bij het besluit genomen krachtens die bepaling.

Bij het uitvoeren van hun verplichtingen schikken zij zich naar het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems.

In de zin van 1^o van het eerste lid van deze paragraaf wordt onder het stopzetten van een uitbating verstaan, het stopzetten ervan voortvloeiende uit ofwel :

1^o het verstrijken van de geldigheidsduur van de vergunning indien er ondertussen geen nieuwe vergunning is afgeleverd voor dezelfde installatie of activiteit;

2^o de intrekking van de milieuvergunning volgens de artikelen 65, § 2, of 72, § 1;

3^o het feit dat de uitbater uitdrukkelijk afziet van het steunen op de gevolgen van de vergunning;

4^o het uitblijven van enige uitbating van de installatie of van de activiteit in totaal of voor een aanzienlijk deel ervan gedurende een termijn van twee jaar.

§ 2. De uitbater is vrijgesteld van de verplichting bepaald in vorig lid volgens de modaliteiten bepaald in artikel 23 van het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems indien hij bewijst dat hij zich in één der volgende gevallen bevindt :

1^o de verontreiniging of het achterlaten van afvalstoffen zijn niet toe te schrijven aan zijn activiteiten;

2^o hij heeft van de bevoegde overheid een document gekregen waaruit blijkt dat de sanering zorgvuldig is uitgevoerd overeenkomstig een herontwikkelingsplan, een plan voor het herstellen van de plaats in oorspronkelijke staat of een saneringsplan in de zin van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, de wetgeving inzake de milieuvergunning, afvalstoffen, grondwater, steengroeven of steenbergen;

3^o een sanering overeenkomstig een herontwikkelingsplan, een herstellen van de plaats in oorspronkelijke staat of een saneringsplan in de zin van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, de wetgeving inzake de milieuvergunning, afvalstoffen, grondwater, steengroeven of steenbergen is aan de gang;

4^o een derde heeft zijn plaats ingenomen in de uitvoering van diens verplichtingen, overeenkomstig artikel 20, eerste lid, van het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems;

5^o het overschrijden of het risico op het overschrijden van de grenswaarde die hem ertoe verplichten de herontwikkeling door te voeren, zijn enkel toe te schrijven aan een wijziging van de voorschriften van het gewestplan of van een gemeentelijk plan van aanleg die op een later tijdstip dan de verontreiniging plaatsvond;

6^o de bodemverontreiniging was, in de huidige wetenschappelijke en technische kennisstand, niet beschouwd als beschadigend voor de menselijke gezondheid en de kwaliteit van het leefmilieu, niet enkel op het ogenblik waarop de verontreiniging tot stand kwam, maar eveneens tijdens de gehele periode die voorafgaat aan de datum van bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad*. »

Art. 22. Artikel 71, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een 4° luidend als volgt :

4° « de regering of diens gemachtigde in de zin van artikel 2, 14°, van het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems inlichten. »

Art. 23. Artikel 74, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een 4° luidend als volgt :

4° « de regering of diens gemachtigde in de zin van artikel 2, 14°, van het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems inlichten. »

Art. 24. In artikel 79 van hetzelfde decreet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. Paragraaf 1, eerste lid, wordt aangevuld met een 4° luidend als volgt :

« 4° de bepalingen van het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems na te leven. ».

2. Paragraaf 2 wordt aangevuld met een derde lid luidend als volgt :

« Hij legt in voorkomend geval de naleving van de bepalingen van het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems op. »

Art. 25. Artikel 81, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de woorden « of in een herontwikkelingsgebied bedoeld in artikel 34bis van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium dat niet gedekt is door een gemeentelijk plan van aanleg ».

TITEL IV. — Decreet betreffende de sanering van verontreinigde bodems

Art. 26. Dit artikel houdt de bepalingen betreffende het decreet tot sanering van verontreinigde bodems.

« HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Afdeling I. — Doelstellingen

Artikel 1. - Dit artikel beoogt bodemverontreiniging te voorkomen, de potentiële verontreinigingsbronnen te onderkennen, het onderzoek naar het bestaan van verontreiniging te regelen en de wijze van sanering van verontreinigde bodems te bepalen.

Afdeling II. — Begripsomschrijvingen

Art. 2. - Voor de toepassing van dit decreet wordt, verstaan onder :

1° « bodem » : de oppervlaktelaag van de aardkorst, met inbegrip van het grondwater in de zin van het decreet van 30 april 1990 over de bescherming en de uitbating van ondergronds en tot drinkwater verwerkbaar water, en de andere bestanddelen en organismen die er aanwezig in zijn;

2° « bodemverontreiniging » : de aanwezigheid op of in de bodem van producten, stoffen, afvalstoffen, chemische bestanddelen of organismen afkomstig van de menselijke activiteit die rechtstreeks of onrechtstreeks nadelig zijn of kunnen zijn voor de bodemkwaliteit;

3° « verontreinigende stof » : product, stof, afvalstof, chemische verbinding of organisme die een verontreiniging veroorzaken;

4° « nieuwe bodemverontreiniging » : verontreiniging ontstaan vanaf 1 januari 2003;

5° « historische bodemverontreiniging » : verontreiniging ontstaan vóór 1 januari 2003;

6° « gemengde bodemverontreiniging » : verontreiniging ontstaan deels vóór en deels vanaf 1 januari 2003;

7° « bodemverontreiniging die een ernstig risico uitmaakt » :

a. bodemverontreiniging die, gezien de bodemkenmerken en de functies ervan, gezien de aard, de concentratie en het verspreidingsrisico van de aanwezige stoffen of organismen, een contact tussen die verontreinigende stoffen met organismen en de mensen, de dieren en de planten kan of zou kunnen teweegbrengen waarvan vermoed dan wel met zekerheid gesteld kan worden dat het schadelijk is voor de menselijke gezondheid en de kwaliteit van het leefmilieu;

b. bodemverontreiniging die schade zou kunnen teweegbrengen aan de reserves tot drinkwater verwerkbaar water;

8° « grond » : de bodem, met inbegrip van de in de grond en op de bodem opgetrokken bouwwerken en installaties;

9° « verontreinigde grond » : de grond waar de bodemverontreiniging ontstaan is en de grond waarin ze verspreid is geraakt;

10° « grondsanering » : het wegwerken, neutraliseren, stoppen, ter plaatse beperken van de bodemverontreiniging of het beschermen tegen de bodemverontreiniging;

11° « veiligheidsmaatregelen » : in plaats en tijd beperkte maatregelen, met inbegrip van gebruiksrestricties met uitzondering van de saneringshandelingen en -werken die de beheersing van de gevolgen van een bodemverontreiniging of het voorkomen van het ontstaan ervan beogen;

12° « opvolgingsmaatregelen » : maatregelen waarmee men zich van de risicobeheersing en de doeltreffendheid van de veiligheidsmaatregelen of van de bodemsaneringshandelingen en -werken vergewist;

13° « best mogelijke beschikbare technieken » : het doeltreffendste en meest geavanceerde ontwikkelingsstadium van de installaties en activiteiten en van hun wijze van concipiëring, opbouw, uitbating en onderhoud op het vlak van bodemsanering, waarmee in de praktijk aangetoond wordt dat bijzondere technieken geschikt zijn om in beginsel de basis uit te maken voor de waarden vastgesteld ter uitvoering van dit decreet en waarmee beoogd wordt de schade aan de menselijke gezondheid en aan de kwaliteit van het leefmilieu te voorkomen en, indien de voorkoming onmogelijk blijkt, op algemene wijze te verminderen, op voorwaarde dat die technieken op een dergelijke schaal uitgewerkt worden dat ze in de betrokken sector toegepast kunnen worden in economisch en technisch leefbare voorwaarden en toegankelijk kunnen zijn in redelijke voorwaarden;

14° « bevoegde overheid » : de regering of diens gemachtigde;

15° « deskundige » : deskundige erkend door de regering voor de uitvoering van de opdrachten bepaald bij dit decreet;

16° « achtergrondconcentratie » : omgevende concentratie van een verontreinigde stof in de bodem of het grondwater; de omgevende concentraties kunnen wijzen op natuurlijke geologische variaties of op de invloed van een in de streek veralgemeende landbouw-, industrie- of stedelijke bedrijvigheid;

17° « referentiewaarde » : indicatieve waarde vastgesteld door de regering voor de achtergrondconcentraties aan verontreinigende stoffen die naar verwachting in de bodem of het grondwater aangetroffen kunnen worden in afwezigheid van van nature rijke geochemische achtergrondconcentraties en in afwezigheid van een landbouw-, industrie- of stedelijke bedrijvigheid, die in beginsel beantwoordt aan de doelstelling die met de sanering bereikt dient te worden;

18° « grenswaarde » : concentratie vastgesteld door de regering aan verontreinigende stoffen in de bodem of het grondwater die beantwoordt aan een niveau dat, indien overschreden, een indelingsonderzoek noodzakelijk maakt;

19° « interventiewaarde » : concentratie vastgesteld door de regering aan verontreinigende stoffen in de bodem of het grondwater die beantwoordt aan een niveau dat, indien overschreden, een indelingsonderzoek noodzakelijk maakt en die meer bepaald en in voorkomend geval tegelijk de vorm aan kan nemen van :

- a. een sanering;
- b. veiligheidsmaatregelen;
- c. opvolgingsmaatregelen;

20° « bijzondere waarde » : waarde vastgesteld ten gevolge van een eerste indelingsonderzoek of bereikt ten gevolge van een eerste sanering en bepaald in het attest bedoeld in de artikelen 39 en 59;

21° « maatschappij » : « Société publique d'aide à la qualité de l'environnement » (Openbare maatschappij voor hulpverlening inzake de verbetering van het leefmilieu) bedoeld in artikel 39 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

Afdeling III. — Informatie en toezicht

Art. 3. - Degene die het toezicht heeft over een grond waarin zich ofwel verontreinigende stoffen bevinden met een concentratie die de criteria vastgesteld in de artikelen 41 tot en met 43 overschrijdt ofwel achtergelaten afvalstoffen bevinden, is ertoe verplicht, indien hij weet dat die afval- of verontreinigende stoffen aanwezig zijn, er de bevoegde overheid onmiddellijk van te verwittigen.

Hij is er eveneens toe verplicht de bevoegde overheid en de eigenaar, zodra hij erover ingelicht is, kennis te geven van elk ernstig risico op de verspreiding van de verontreiniging naar een ander dan de betrokken grond.

Art. 4. - § 1. De regering kan de procedureregels betreffende de onderzoeken die nodig zijn om de bevoegde overheid bedoeld in de artikelen 18 en 19 zijn beslissing te laten treffen, bepalen.

Hij wijst de personeelsleden aan die bevoegd zijn om die onderzoeken te verrichten.

Die personeelsleden kunnen meer bepaald :

1° ter plaatse en bij hun eerste verzoek alle documenten, stukken of boeken die nuttig zijn voor de voltooiing van hun opdracht laten voorleggen of opsporen, er een fotografisch of ander afschrift van nemen of ze tegen ontvangstbewijs medenemen;

2° de grond betreden waarvoor er ernstige aanwijzingen op een bodemverontreiniging of een achterlaten van afvalstoffen bestaan met het oog op het verrichten van boringen, het nemen van bodemmonsters of het verrichten van de analyses overeenkomstig de door de regering vastgestelde regels.

Zonder voorafgaandelijke machtiging van de onderzoeksrechter mogen die personeelsleden geen enkele plaats betreden die een woonplaats uitmaakt in de zin van artikel 15 van de Grondwet.

De in dit artikel bedoelde personeelsleden mogen agenten van de openbare macht vorderen die verplicht zijn hen in de uitoefening van hun opdracht bij te staan.

§ 2. Wat betreft de maatschappij, gelden de bepalingen van de paragrafen 3 en 4 van artikel 39 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

Art. 5. - Onverminderd de artikelen 58 en 59 en elke bepaling ter zake van het opsporen en vaststellen van overtredingen, verstrekken zij die daartoe verplicht zijn, alsook de deskundigen, op haar eerste verzoek de bevoegde overheid elke inlichting betreffende de verplichten bedoeld in artikel 16, hun wijze van uitvoering en de vordering ervan.

Daartoe geniet de bevoegde overheid de prerogatieven bedoeld in artikel 4.

Afdeling IV. — Onteigening

Art. 6. - Op eigen initiatief of op verzoek van degene die verplichting bedoeld in artikel 16 heeft, kan de regering onroerende goeden ten algemenen nutte onteigenen voor de uitvoering van de grondsaneringshandelingen en -werken. In voorkomend geval wordt de onteigening op naam en in opdracht van degene die de verplichting heeft verricht.

De regering kan de maatschappij ertoe machtigen de onroerende goeden voor de uitvoering van de handelingen en werken voor de sanering van de grond waarvoor ze belast is overeenkomstig artikel 65 ten algemenen nutte te onteigenen.

Afdeling V. — Lasten

Art. 7. - De gronden die aan onderzoeks-, veiligheidsmaatregelen of een sanering zijn onderworpen, alsmede de naburige goeden, ondergaan de lasten die noodzakelijk zijn voor de gunstige afwikkeling van de verrichtingen, met inbegrip van de toegang, de gebruiksrestricties, de uitvoering of het behoud van bouwwerken, handelingen en werken.

De houders van zakelijke of persoonlijke rechten op die goeden is, behoudens hun beroep tegen de verantwoordelijke, geen enkele vergoeding verschuldigd.

HOOFDSTUK II. — Waarden, register van de natuurlijke gehalten, inventarissen en gegevensbanken

Afdeling I. — Waarden

Art. 8. - Onverminderd de te bereiken bijzondere waarden vastgesteld in het attest bedoeld in artikelen 39 en 59, kan de regering de grens- en interventiewaarden wat betreft de bodem afstemmen op de types natuurlijk, landbouw-, residentieel of gemengd, recreatief en industrieel gebruik van de grond.

De regering bepaalt het toepassingsgebied van elk type gebruik in functie van de voorschriften van het gewestplan en het gemeentelijk plan van aanleg, enerzijds, en het daadwerkelijk gebruik van de grond, anderzijds.

Afdeling II. — Register van de natuurlijke gehalten

Art. 9. - De regering stelt de kaart van de geologische variaties van de natuurlijke gehalten van de bodem en het grondwater op het gewestelijk grondgebied vast. Hij bepaalt daarnaast de concentraties aan verontreinigende stoffen in de bodem en het grondwater die voortspruiten uit een veralgemeende landbouw-, industrie- of stedelijke bedrijvigheid en lokaliseert ze. Hij zorgt voor de bekendmaking ervan.

*Afdeling III. — Inventaris van de verontreinigde gronden en gronden met verontreinigingsrisico**Onderafdeling 1*

Identificatie van de installaties en activiteiten die het grootste bodemverontreinigingsrisico inhouden

Art. 10. - De lijsten van de installaties of activiteiten waarvan de uitbating onderworpen is aan een milieuvergunning die het grootste bodemverontreinigingsrisico inhouden, bedoeld in artikel 9, vijfde en zesde lid van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, kunnen door de regering uitgebreid worden naar de activiteiten die onderworpen zijn aan een bestuurlijke machtiging overeenkomstig een voormalige wetgeving.

Onderafdeling 2. — Inventarissen

Art. 11. - In het jaar van inwerkingtreding van het regeringsbesluit bedoeld in artikel 10, wordt door de maatschappij opgemaakt :

1° een inventaris van de gronden die ingenomen zijn of waren door een bedrijf dat één of verschillende installaties of activiteiten bedoeld in artikel 3, vijfde en zesde lid, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en artikel 10 van dit decreet voert;

2° een inventaris van de andere verontreinigde gronden of gronden met een verontreinigingsrisico of waarop afvalstoffen zijn achtergelaten.

Art. 12. - De overheden of bestuurlijke diensten die onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest vallen, maken de maatschappij op diens eerste verzoek de inlichtingen over die zij bezitten en die van nut kunnen zijn bij het opmaken van de inventarissen.

Art. 13. - Binnen de zestig dagen na de opnemings van een grond in de inventarissen bedoeld in artikel 11, geeft de maatschappij bij ter post aangetekend schrijven kennis van de gegevens die op hen betrekking hebben en die in de ontwerpen van inventarissen zijn opgenomen :

1° aan de eigenaars, aan de dragers van een recht van opstal, aan de erfpachters en de vruchtgebruikers;

2° aan de uitbaters van de de bedrijven waarvan installaties of activiteiten op de lijst voorkomen;

3° aan de gemeente.

De personen bedoeld in het eerste lid maken hun opmerkingen bij ter post aangetekend schrijven aan de maatschappij over binnen de zestig dagen na ontvangst van het schrijven bedoeld in het eerste lid. Bij ontstentenis worden ze geacht geen enkele opmerking te willen maken.

Binnen de zestig dagen na ontvangst van de opmerkingen en op grond daarvan wijzigt de maatschappij in voorkomend geval de gegevens vermeld in de ontwerpen van inventaris. Binnen dezelfde termijn geeft de maatschappij aan de betrokken personen kennis van de wijzigingen die zijn aangebracht in de gegevens of de redenen waarvoor ze van mening is dat die niet gewijzigd moeten worden.

Afdeling IV. — Gegevensbank bodemtoestand

Art. 14. - De maatschappij stelt op grond van de inventarissen bedoeld in artikel 11 een gegevensbank bodemtoestand samen en houdt ze bij.

In die gegevensbank worden vermeld :

1° de identificatie van de betrokken kadastrale percelen;

2° de identiteit van de eigenaar, erfpachter, drager van een recht van opstal, vruchtgebruiker of uitbater van het bedrijf dat een dergelijke installatie of activiteit voert;

3° de op die plaats uitgebate of voorheen uitgebate bedrijven die een bodemverontreiniging zouden kunnen veroorzaken, onder verwijzing naar de registers van de milieuvergunningen;

4° de lijst van de gronden waarop een interventie van ambtswege plaats zou kunnen vinden zoals bedoeld in artikel 65, eerste lid;

5° de te herontwikkelen bedrijfsruimten of die als zodanig zouden kunnen worden beschouwd overeenkomstig artikelen 167 en volgende van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

6° de voormalige afvalstortplaatsen en vuilnisbelten;

7° de gegevens betreffende de verontreiniging waarover de bevoegde overheid beschikt, meer bepaald ten gevolge van de oriëntatie- en indelingsonderzoeken of nog bij beëindiging van de saneringshandelingen en -werken op grond van de slotevaluaties bedoeld in artikel 59, § 3, of ten gevolge van de uitvoering van aanvullende werken als bedoeld bij dezelfde bepaling;

8° de veiligheidsmaatregelen of de opvolgingsmaatregelen die eventueel zijn opgelegd overeenkomstig dit decreet;

9° de attesten voor de in het kader van dit decreet onderzochte of gesaneerde gronden, evenals de documenten uitgaande van de bevoegde overheden die de zorgvuldige uitvoering van een sanering bevestigen overeenkomstig een herontwikkelingsplan, een herstel in oorspronkelijke staat of een saneringsplan in de zin van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, de decreetgeving inzake de milieuvergunningen, de afvalstoffen, het grondwater, de steengroeven en de steenbergen.

De gegevensbank wordt beheerd door een beheerscomité bestaande uit een vertegenwoordiger van de maatschappij, de Afdeling Preventie en Machtigingen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, en de Afdeling Inrichting en Stedenbouw van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium.

De regering wijst de leden van het comité aan. Hij stelt de werkingswijze van het beheerscomité vast. Diens huishoudelijk reglement wordt de regering ter goedkeuring voorgelegd.

Afdeling V. — Informatieverstrekking

Art. 15. - De toegang tot de gegevensbank bodemtoestand vindt in de voorwaarden en op de wijze plaats bepaald door de wetgeving ter regeling van de vrije toegang van de burgers tot de milieu-informatie.

In afwijking van het eerste lid hebben degene die verplichtingen hebben in de zin van artikel 19 of overeenkomstig artikel 169 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, alsmede de deskundige, onmiddellijke toegang tot de inlichtingen betreffende de op hen betrekking hebbende gronden vervat in de gegevensbank bodemtoestand, op de door de regering vastgestelde wijze.

HOOFDSTUK III. — Feiten die tot verplichtingen aanleiding geven en personen aan die verplichtingen onderworpen

Afdeling I. — Algemeen

Art. 16. - In dit hoofdstuk worden de feiten die tot volgende verplichtingen aanleiding geven en de personen die aan die verplichtingen onderworpen zijn, opgesomd :

1° overeenkomstig de bepalingen van de afdelingen II en III van hoofdstuk IV van dit decreet :

- a. de verplichting tot het verrichten van een oriëntatieonderzoek;
- b. in voorkomend geval, de verplichting tot het verrichten van een indelingsonderzoek;
- c. in voorkomend geval, de verplichting tot het verrichten van een sanering;

2° overeenkomstig de artikelen 33, tweede lid, 4°, a., en vierde lid, 39, vierde en vijfde lid, en 59, § 3, tweede lid, de verplichting tot het treffen van veiligheidsmaatregelen;

3° overeenkomstig artikel 59, § 3, eerste lid, 2°, de verplichting tot het treffen van opvolgingsmaatregelen.

Afdeling II. — Feiten die tot verplichtingen aanleiding geven

Art. 17. - Wie dat wenst, kan zich individueel onderwerpen aan de bepalingen van hoofdstuk IV.

Voor de toepassing van de bepalingen van hoofdstuk IV kan eveneens een milieuovereenkomst worden opgemaakt overeenkomstig het decreet van 20 december 2001 betreffende de milieuovereenkomsten.

In beide gevallen en in afwijking van de artikelen 33, tweede lid, 4°, b., en 53, tweede lid, 2°, b., wordt er geen zekerheid samengesteld.

Art. 18. - Onverminderd de bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en van hoofdstuk I van titel I van boek II van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium ontstaan de verplichtingen bedoeld in artikel 16 te allen tijde, op beslissing van de bevoegde overheid, die melding maakt van ernstige aanwijzingen dat er een bodemverontreiniging de grenswaarden of de te bereiken bijzondere waarden overschrijdt of dreigt te overschrijden dan wel dat een niet toegelaten aanwezigheid van afvalstoffen vastgesteld wordt, en waarbij aangegeven wordt in welke hoedanigheid degene die verplichtingen heeft, aangewezen wordt.

De bevoegde overheid beslist rekening houdend, in het bijzonder, met het risico op ernstige bedreiging.

Afdeling III. — Personen die aan verplichtingen onderworpen zijn

Onderafdeling 1 — Identificatie

Art. 19. - De personen die verplichtingen hebben als bedoeld in artikel 16 zijn, in voorkomend geval tegelijk :

- 1° degene die overeenkomstig 17 de bepalingen van hoofdstuk IV toepast;
- 2° de veroorzaker of vermoedelijke veroorzaker van de bodemverontreiniging of het achterlaten van afvalstoffen aangewezen door de bevoegde overheid;
- 3° bij ontstentenis, de eigenaar, de erfpachter, de houder van een recht van opstal of de vruchtgebruiker van de grond aangewezen door de bevoegde overheid :
 - a. indien er geen enkele veroorzaker of vermoedelijke veroorzaker geïdentificeerd kan worden of indien alle vermoedelijke daders moeilijk identificeerbaar zijn;
 - b. indien geen enkele veroorzaker of vermoedelijke veroorzaker de aansprakelijkheid toegerekend kan worden of indien de aansprakelijkheid van alle veroorzakers moeilijk vast te stellen is;
 - c. indien de veroorzaker of vermoedelijke veroorzaker insolvent is of over onvoldoende financiële zekerheden beschikt.

Onderafdeling 2

Vrijstellingsmogelijkheden ten gunste van de personen die aan verplichtingen onderworpen zijn

Vrijstellingsgronden

Art. 20. - Vrijgesteld wordt de aan verplichtingen onderworpen persoon die aantoonbaar dat een derde zijn plaats heeft ingenomen in volgende voorwaarden :

- 1° de derde heeft zich formeel, onvoorwaardelijk en onherroepbaar ertoe verbonden alle verplichtingen van de aan verplichtingen onderworpen persoon uit te voeren;
- 2° de bevoegde overheid heeft uitdrukkelijk ingestemd met de bewoordingen van die indeplaatsstelling en de identiteit van de derde;
- 3° de derde heeft de eventueel vereiste zekerheid gesteld.

Vrijgesteld van de verplichtingen bedoeld in artikel 16 is eveneens de aan verplichtingen onderworpen persoon aangewezen overeenkomstig artikel 19, 2° of 3°, indien hij de voorwaarden bedoeld in de artikelen 21 en 22 vervult.

Art. 21. - Onverminderd artikel 20, eerste lid, toont de veroorzaker of de vermoedelijke veroorzaker van de bodemverontreiniging of van het achterlaten van afvalstoffen om voor de vrijstelling bedoeld in artikel 20, tweede lid, in aanmerking te komen, aan dat hij zich in één der volgende gevallen bevindt :

1° de verontreiniging of het achterlaten van afvalstoffen zijn niet toe te schrijven aan zijn activiteiten;

2° hij heeft van de bevoegde overheid een document gekregen waaruit blijkt dat de sanering zorgvuldig is uitgevoerd overeenkomstig een herontwikkelingsplan, een plan voor het herstellen van de plaats in oorspronkelijke staat of een saneringsplan in de zin van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, de wetgeving inzake de milieuvergunning, afvalstoffen, grondwater, steengroeven of steenbergen;

3° een sanering overeenkomstig een herontwikkelingsplan, een herstellen van de plaats in oorspronkelijke staat of een saneringsplan in de zin van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, de wetgeving inzake de milieuvergunning, afvalstoffen, grondwater, steengroeven of steenbergen is aan de gang;

4° het overschrijden of het risico op overschrijden van de grenswaarde die zijn hoedanigheid van de aan verplichtingen onderworpen persoon verantwoordt, is enkel toe te schrijven aan een na de verontreiniging aangebrachte wijziging in de voorschriften van het gewestplan of van het gemeentelijk plan van aanleg;

5° de bodemverontreiniging maakte niet een ernstige bedreiging uit, in de huidige wetenschappelijke en technische kennisstand, niet enkel op het ogenblik waarop de verontreiniging ontstaan is, maar eveneens over de periode die voorafgaat aan de datum van bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 22. - Onverminderd artikel 20, eerste lid, toont de eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal of de vruchtgebruiker van de grond aan, om voor de vrijstelling bedoeld in artikel 20, tweede lid, in aanmerking te komen, dat hij zich in één der volgende gevallen bevindt :

1° de aanwezigheid van verontreinigende stoffen is te wijten aan een van buitenaf inkomende verontreiniging;

2° hij heeft van de bevoegde overheid een document gekregen waaruit blijkt dat de sanering zorgvuldig is uitgevoerd overeenkomstig een herontwikkelingsplan, een plan voor het herstel van de plaats in oorspronkelijke staat of een saneringsplan in de zin van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, de wetgeving inzake de milieuvergunning, afvalstoffen, grondwater, steengroeven of steenbergen;

3° een sanering overeenkomstig een herontwikkelingsplan, een herstellen van de plaats in oorspronkelijke staat of een saneringsplan in de zin van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, de wetgeving inzake de milieuvergunning, afvalstoffen, grondwater, steengroeven of steenbergen is aan de gang;

4° het overschrijden of het risico op overschrijden van de grenswaarde die zijn hoedanigheid van de aan verplichtingen onderworpen persoon verantwoordt, is enkel toe te schrijven aan een na de verontreiniging aangebrachte wijziging in de voorschriften van het gewestplan of van het gemeentelijk plan van aanleg;

5° de bodemverontreiniging maakte niet een ernstige bedreiging uit, in de huidige wetenschappelijke en technische kennisstand, niet enkel op het ogenblik waarop de verontreiniging ontstaan is, maar eveneens over de periode die voorafgaat aan de datum van bekendmaking van dit decreet in het *Belgisch Staatsblad*;

6° hij beantwoordt tegelijk aan volgende voorwaarden :

a. hij is houder van zijn zakelijk recht van vóór de datum van 1 januari 2003 of is er door erfopvolging houder van geworden;

b. hij was niet of kon niet op de hoogte zijn van de bodemverontreiniging of het achterlaten van afvalstoffen op het ogenblik waarop één van beide feiten plaatsvond of op het ogenblik waarop hij houder is geworden van zijn zakelijk recht.

Vrijstellingsprocedure

Art. 23. - De vrijstellingsprocedure verloopt als volgt :

1° de aan verplichtingen onderworpen persoon richt aan de bevoegde overheid een gemotiveerd vrijstellingsverzoek samen met elk door hem nuttig geacht verantwoordingsdocument;

2° op straffe van onontvankelijkheid van zijn verzoek licht de aan verplichtingen onderworpen persoon als veroorzaker of vermoedelijke veroorzaker van de bodemverontreiniging of het achterlaten van afvalstoffen tegelijk de eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal of de vruchtgebruiker erover in;

3° de aan verplichtingen onderworpen persoon en, in voorkomend geval, de eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal of de vruchtgebruiker worden door de bevoegde overheid gehoord;

4° de bevoegde overheid geeft in voorkomend geval de redenen op waarom ze van mening is dat het herontwikkelingsplan, het plan voor het herstel in oorspronkelijke staat, alsmede het saneringsplan in de zin van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, de decreetgeving inzake de milieuvergunningen, de afvalstoffen, het grondwater, de steengroeven of de steenbergen, uitgevoerd of in uitvoering, een geschikte sanering uitmaken ten opzichte van de doelstellingen van dit decreet;

5° de bevoegde overheid geeft kennis van zijn beslissing aan de aan verplichtingen onderworpen persoon en, in voorkomend geval, aan de eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal of de vruchtgebruiker binnen de negentig dagen te rekenen van de ontvangst van de beslissing bedoeld onder 1°. Bij ontstentenis kan de aan verplichtingen onderworpen persoon een ingebrekestelling om te beslissen verzenden. Indien de bevoegde overheid niet kennis geeft van zijn beslissing over het vrijstellingsverzoek binnen de dertig dagen na de ontvangst van de ingebrekestelling, wordt het verzoek geacht verworpen te zijn.

Door de indiening van het vrijstellingsverzoek worden de verplichtingen van artikel 16 opgeschort.

Onderafdeling 3. — Beroepen

Art. 24. - § 1. Een beroep tegen de beslissingen bedoeld in de artikelen 18 of 23 staat open voor de aangewezen aan verplichtingen onderworpen persoon.

Een beroep staat eveneens open voor de eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal of de vruchtgebruiker tegen de beslissingen bedoeld in artikel 23 waarbij de aangewezen aan verplichtingen onderworpen persoon de vrijstelling wordt toegekend.

Het beroep schort de omstreden beslissing op.

Op straffe van onontvankelijkheid wordt het beroep bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of tegen ontvangstbewijs binnen een termijn van twintig dagen te rekenen van de ontvangst van de beslissing aan de bevoegde overheid gericht of, indien de beslissing uitblijft, vanaf de dag volgend op de termijn die de bevoegde overheid had om zijn beslissing te versturen, aan de bevoegde overheid gericht.

§ 2. Er wordt een beroepsadviescommissie opgericht.

De commissie bestaat uit :

1° één voorzitter die een ervaring van minstens vijf jaar in de magistratuur aantoonst;

2° twee personen die over de technische vaardigheden en over een ervaring in de besproken aangelegenheden beschikken;

3° één lid van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, houder van een diploma licentiaat in de rechten of daarmee gelijkgesteld, voorgedragen door de Minister bevoegd voor Leefmilieu;

4° één lid van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium, houder van een diploma licentiaat in de rechten of daarmee gelijkgesteld, voorgedragen door de Minister bevoegd voor Ruimtelijke Ordening.

De regering wijst voor elk gewoon lid een plaatsvervangend lid aan. De vervangende voorzitter en de vervangende leden zetelen indien de gewone voorzitter of het gewone lid voor wie ze als plaatsvervanger optreden, verhinderd is. Elk mandaat heeft een duur van vijf jaar. Indien een mandaat open komt te staan vóór het verstrijken van de geldigheidsduur, wordt de opvolger voor de overblijvende looptijd van het mandaat aangewezen.

De commissie beraadslaagt enkel op geldige wijze indien de voorzitter of diens plaatsvervanger en twee gewone of plaatsvervangende leden waaronder minstens één met technische vaardigheden en één met ervaring in de besproken aangelegenheden aanwezig zijn. De onthouding is niet mogelijk. Bij staking van stemmen weegt de voorzittersstem door.

De voorzitter en de andere commissieleden zijn tot geheimhouding van de beslissingen verplicht.

De commissie wordt bijgestaan door één secretaris en twee adjunct-secretarissen, aangewezen door de regering.

De regering kan de werkingswijze van de commissie verder aanvullen.

§ 3. Binnen de tien dagen na ontvangst van het beroep worden door de bevoegde overheid overgemaakt :

1° aan de verzoeker een bericht van ontvangst waarin de datum van de hoorzitting bedoeld in het tweede lid plaatsvindt;

2° aan de adviescommissie bedoeld in paragraaf 2 en, in voorkomend geval, aan de eigenaar, erfpachter, drager van een recht van opstal of vruchtgebruiker van de betrokken grond, een afschrift van het beroep en voornoemd bericht van ontvangst.

Binnen de vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep worden de verzoeker, de regeringsgemachtigde en, in voorkomend geval, de eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal of de vruchtgebruiker uitgenodigd om voor de commissie te verschijnen.

De commissie stelt daarvan proces-verbaal op en brengt binnen de vijftien dagen zijn advies uit aan de bevoegde overheid. Bij ontstentenis loopt de procedure door.

Binnen de negentig dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep stuurt de bevoegde overheid zijn beslissing aan de verzoeker en, in voorkomend geval, aan de eigenaar, de erfpachter, de drager van een recht van opstal of de vruchtgebruiker. Bij ontstentenis kan de verzoeker bij ter post aangetekend schrijven een herinneringsschrijven aan de bevoegde overheid richten.

Indien de bevoegde overheid zijn beslissing niet verstuurt binnen de dertig dagen te rekenen van de ontvangst van het herinneringsschrijven, is de beslissing waartegen een beroep is ingediend, bevestigd.

HOOFDSTUK IV. — *Afwikkeling van de onderzoeken en de grondsanering*

Afdeling I. — Deskundigen

Onderafdeling 1. — *Erkenning van de deskundigen*

Art. 25. - § 1. De uitvoering van een oriëntatie-, een indelingsonderzoek, een saneringsproject en het toezicht op de grondsaneringshandelingen en -werken kunnen enkel worden verricht door een overeenkomstig dit decreet erkende deskundige.

§ 2. De regering bepaalt de voorwaarden waaraan de toekenning van een erkenning ondergeschikt is gemaakt.

Die voorwaarden hebben in elk geval betrekking op :

1° de verplichte vaardigheden van de erkenningsaanvrager;

2° de technische middelen waarover hij beschikt;

3° de vereiste morele waarborgen;

4° het bezitten van een accreditatie.

Art. 26. - § 1. De erkenningsaanvraag wordt op straffe van onontvankelijkheid bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of tegen overhandiging van een ontvangstbewijs gericht aan de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest.

De regering bepaalt de inhoud van de aanvraag.

§ 2. De directeur-generaal richt bij ter post aangetekend schrijven zijn beslissing over de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de dag waarop hij de aanvraag ontvangt, overeenkomstig paragraaf 1, aan de aanvrager.

Indien de aanvraag onvolledig is, geeft de directeur-generaal aan welke stukken ontbreken. De aanvrager beschikt dan over dertig dagen te rekenen van de ontvangst van het aangetekend schrijven om de directeur-generaal de gevraagde aanvullende bestanddelen bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of tegen overhandiging van een ontvangstbewijs over te maken.

Binnen de vijftien dagen volgend op de ontvangst van de aanvullende bestanddelen richt de directeur-generaal zijn beslissing over de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag aan de aanvrager. Indien de directeur-generaal een tweede keer van mening is dat de aanvraag onvolledig is, verklaart hij de aanvraag onontvankelijk. Indien de aanvraag onontvankelijk is, deelt de directeur-generaal in de voorwaarden en termijnen bepaald in het eerste lid of, in voorkomend geval, binnen de termijn bepaald in het tweede lid, de onontvankelijkheidsgronden aan de aanvrager mee.

Indien de directeur-generaal geen enkele beslissing binnen de voorwaarden en termijnen bepaald in het derde lid aan de aanvrager heeft gericht, wordt de aanvrager als onontvankelijk beschouwd. De behandeling ervan loopt dan door.

§ 3. De directeur-generaal richt zijn beslissing bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvraag binnen een termijn van zeventig dagen te rekenen van

1° de dag waarop hij zijn beslissing verstuurd heeft waarbij de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag bevestigd is;

2° bij ontstentenis, de dag volgend op de termijn die hem is opgelegd om zijn beslissing over de ontvankelijkheid van de aanvraag te versturen.

Indien er geen beslissing is verstuurd binnen de termijn bepaald in het eerste lid, wordt de erkenning geacht geweigerd te zijn.

De beslissing tot toekenning van de erkenning wordt per uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 27. - De duur van de erkenning wordt tot vijf jaar beperkt. Met de erkenning wordt de deskundige een nummer toegewezen dat op elk document dat hij aan de publieke overheden richt, vermeld moet zijn.

Art. 28. - § 1. De erkenning kan opgeschort of ingetrokken worden :

1° indien de erkenningsvoorwaarden niet meer vervuld zijn;

2° indien de door de deskundige verstrekte prestaties door de bevoegde overheid als van kennelijk onvoldoende kwaliteit worden beschouwd;

3° indien de verplichtingen bedoeld in artikel 29 niet worden nageleefd.

§ 2. Indien de directeur-generaal het voornemen heeft om een erkenning op te schorten of in te trekken, licht hij de houder ervan bij ter post aangetekend schrijven over in, waarbij :

1° de motieven voor de opschorting of de intrekking worden opgegeven;

2° de duur van de opschorting van de erkenning wordt aangegeven;

3° de houder van de erkenning uitgenodigd wordt om zijn opmerkingen te laten geworden binnen een termijn van twintig dagen te rekenen van de kennisgeving van het schrijven waarbij hij ingelicht wordt over het voornemen om de erkenning op te schorten dan wel in te trekken.

Bij opschorting wordt de duur vermeld.

§ 3. De directeur-generaal richt zijn beslissing over de opschorting of intrekking aan de houder van de erkenning bij ter post aangetekend schrijven binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de kennisgeving van het schrijven bedoeld in paragraaf 2, eerste lid.

§ 4. De houder van de erkenning kan een beroep bij de regering indienen tegen de beslissing bedoeld in paragraaf 3.

Op straffe van onontvankelijkheid wordt het beroep aan de regering gericht bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of tegen ontvangstbewijs overhandigd, binnen een termijn van twintig dagen te rekenen van de dag van ontvangst van de beslissing.

De regering geeft kennis van zijn beslissing binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep.

Indien er geen kennisgeving plaatsvond binnen voorvermelde termijn, wordt het beroep verworpen.

§ 5. De uiteindelijke beslissing tot opschorting of intrekking van de beslissing wordt per uittreksel bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Onderafdeling 2. — Door de deskundigen na te leven regels

Art. 29. - De regering legt de regels vast die de deskundige dient na te leven in de uitoefening van zijn opdracht. Die regels hebben in elk geval betrekking tot :

1° de gevallen waarin hij zich niet van zijn opdracht kan kwijten meer bepaald wegens zijn familiale, structurele of financiële banden met de opdrachtgever of de persoon die de saneringswerken uitvoert;

2° de technische regels inzake boringen, de bodemmonsters en de analyse.

Art. 30. - De regering kan de voorwaarden vaststellen waaraan de natuurlijke of rechtspersonen die over een erkenning of een gelijkwaardige titel beschikken om activiteiten die gelijkwaardig zijn met die van artikel 25, § 1, uit te oefenen in een ander Gewest of een andere lid-Staat van de Europese Unie gelijkgesteld kunnen worden met personen die over een erkenning beschikken als deskundige overeenkomstig dit decreet.

Afdeling II. — Onderzoekingen

Onderafdeling 1. — Oriëntatieonderzoek

Art. 31. - Het oriëntatieonderzoek beoogt de eventuele aanwezigheid van bodemverontreiniging na te gaan en, in voorkomend geval, een eerste omschrijving en raming van de omvang van die verontreiniging te verstrekken. Het onderzoek veronderstelt een beperkt aantal bodemmonsters en analyses en, in voorkomend geval, boringen.

Art. 32. - Het oriëntatieonderzoek wordt door de aan verplichtingen onderworpen persoon bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of tegen overhandiging met ontvangstbewijs gericht aan de bevoegde overheid binnen de negentig dagen nadat het feit dat tot de verplichtingen bedoeld in artikel 16 aanleiding heeft gegeven, zich heeft voorgedaan.

Het onderzoek bevat :

1° algemene inlichtingen en meer bepaald de eventuele gegevens betreffende de betrokken grond vermeld in gegevensbank bodemtoestand en de van toepassing zijnde waarden, met inbegrip van de achtergrondconcentraties;

2° een historiek van de site en de lopende uitbating;

3° inlichtingen van geologische, hydrologische en hydrogeologische aard;

4° inlichtingen betreffende steekproefstrategieën en bodemmonsters, boringen, monsternemingen en de verpakking van bodemmonsters en grondwatermonsters, evenals betreffende de analysemethodes en -resultaten;

5° aanbevelingen betreffende de eventueel aan te wenden veiligheidsmaatregelen;

6° een analyse betreffende de noodzaak om een risico-onderzoek door te voeren;

7° de conclusies en voorstellen van de deskundige.

Na gemotiveerd verzoek kan de bevoegde overheid de termijn bedoeld in het eerste lid verlengen.

Art. 33. - Binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de ontvangst van het oriëntatieonderzoek richt de bevoegde overheid zijn beslissing over het onderzoek aan de aan verplichtingen onderworpen persoon.

Die beslissing kan :

1° tot het besluit komen dat het onderzoek niet-conform is indien de inhoud ervan de bestanddelen bedoeld in artikel 32, tweede lid, niet bevat;

2° een aanvullend onderzoek opleggen;

3° besluiten dat er geen enkele andere onderzoeking nodig is;

4° tot het besluit komen dat er een indelingsonderzoek noodzakelijk is indien voor één of meerdere geanalyseerde stoffen de grenswaarden overschreden worden en de achtergrondconcentraties lager liggen dan de grenswaarden. In dat geval :

a. kunnen veiligheidsmaatregelen worden opgelegd totdat er over het indelingsonderzoek is beslist;

b. kan de aan verplichtingen onderworpen persoon binnen de vastgestelde termijn verplicht worden een financiële zekerheid te stellen volgens de modaliteiten bepaald in artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

c. tot het besluit komen dat een risico-onderzoek noodzakelijk is;

5° indien er afvalstoffen aanwezig zijn tot het besluit komen dat een saneringsproject doorgevoerd dient te worden indien de voorwaarden bedoeld onder 4° niet verenigd zijn.

In het geval bedoeld in het tweede lid, 3°, wordt er een attest bij de beslissing gevoegd. De bevoegde overheid richt op dezelfde dag een attest aan de eigenaar indien hij niet de aan verplichtingen onderworpen persoon is.

Art. 34. - Indien de bevoegde overheid een aanvullend onderzoek oplegt overeenkomstig artikel 33, tweede lid, 2°, geeft zij de termijn aan waarin dat aanvullend onderzoek aan haar dient te worden gericht. Zij verstuurt haar beslissing binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de ontvangst van het aanvullend onderzoek.

Art. 35. - Onverminderd artikel 59ter van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt er geen enkel oriëntatie-onderzoek verricht op de betrokken grond indien :

1° reeds een oriëntatie- of indelingsonderzoek is ondernomen op de grond minder dan twee jaar vóór de dag waarop het feit dat tot de onderzoeksverplichting aanleiding gaf zich heeft voorgedaan;

2° er door de bevoegde overheid gemachtigde saneringshandelingen en -werken aan de gang zijn;

3° een attest is afgeleverd;

4° de bevoegde overheid vrijstelt van het verrichten van een dergelijk onderzoek, ofwel op verzoek van de aan verplichtingen onderworpen persoon, ofwel op eigen initiatief. In dat geval worden in de beslissing van de bevoegde overheid de motieven uiteengezet waarop zij steunt om te bepalen dat een dergelijk onderzoek niet nodig is. Daarvoor gelden artikel 36 en volgende.

In afwijking van het eerste lid, 1° tot en met 3°, kan de bevoegde overheid een oriëntatie-onderzoek opleggen indien blijkt dat er zich significante bestanddelen hebben voorgedaan die niet in aanmerking konden zijn of worden genomen tijdens de verwezenlijking van het vorig onderzoek, van de saneringshandelingen en -werken of het afleveren van het attest. Binnen de dertig dagen na ontvangst van dat onderzoek kan de bevoegde overheid de beslissing bedoeld in de artikelen 33, 34, 39 en 59, § 3, wijzigen of opheffen.

Onderafdeling 2. — Indelingsonderzoek

Art. 36. - Het indelingsonderzoek streeft volgende doelstellingen na :

1° de aard en het niveau van de verontreiniging grondig kennen;

2° bepalen of het noodzakelijk is om de sanering door te voeren en de termijnen vastleggen waarin die sanering zou moeten worden doorgevoerd;

3° de gegevens verstrekken die nodig zijn voor het verrichten van de saneringshandelingen en -werken waarbij :

a. de geografische uitbreiding van de verontreinigingsvlekken en het volume te saneren grond afgebakend wordt;

b. het volume en de omtrek van het te saneren grondwater bepaald worden.

Art. 37. - Het indelingsonderzoek omschrijft en lokaliseert op gedetailleerde wijze de bodemverontreiniging zodat de bevoegde overheid de mogelijkheid krijgt om zich uit te spreken over de noodzaak en de wijze van sanering van de grond.

Binnen een termijn van negentig dagen te rekenen van de ontvangst van de beslissing bedoeld in de artikelen 35, eerste lid, 4° en 33, tweede lid, 4°, of, bij ontstentenis, van het verstrijken van de termijn bepaald in artikel 33, eerste lid, wordt het indelingsonderzoek door de aan verplichtingen onderworpen persoon aan de bevoegde overheid gericht op de wijze bepaald in artikel 32, eerste lid.

Op gemotiveerd verzoek kan de bevoegde overheid :

1° de termijn bedoeld in het tweede lid verlengen;

2° de fasering mogelijk maken van het indelingsonderzoek in verschillende deelstudies die betrekking hebben op geografisch afzonderlijke verontreinigingsblokken.

Art. 38. - § 1. Het indelingsonderzoek houdt een verslag in en, in voorkomend geval, een risico-onderzoek.

§ 2. Het verslag bevat in elk geval :

1° de analyse van de conclusies van het oriëntatie-onderzoek en de inventaris van de huidige kennis over de site;

2° de omschrijving van de onderzoekingsstrategie;

3° het verslag van de waarnemings- en analysewerken die betrekking hebben op de bodem en het grondwater;

4° een afzonderlijke samenvattende tabel voor de analyse van de bodem- en grondwatermonsters;

5° het onderzoek naar de noodzaak van een grondsanering;

6° de verschillende technische procédés die in het vooruitzicht gesteld kunnen worden ten opzichte van de saneringsdoelstellingen bedoeld in de artikelen 44 tot en met 46 en de gemotiveerde keuze van de deskundige;

7° het gedeelte van de grond dat getroffen is door een nieuwe verontreiniging en het gedeelte dat getroffen is door een historische verontreiniging;

8° de aanbevelingen over de eventueel te treffen veiligheidsmaatregelen;

9° de aanbevelingen over de termijnen waarin de saneringswerken aangevat en beëindigd dienen te worden;

10° de raming van de kostprijs van de saneringshandelingen en -werken;

11° de doelstellingen die met de sanering beoogd worden;

12° de conclusies en voorstellen van de deskundige.

De regering kan de inhoud van het verslag en de aanvullende aanwijzingen die het dient te bevatten, nader bepalen.

§ 3. Het risico-onderzoek bepaalt met het oog meer bepaald op de identificatie van een eventuele bodemverontreiniging die een ernstig risico uitmaakt :

1° het risiconiveau voor de menselijke gezondheid en de kwaliteit van het leefmilieu, meer bepaald ten opzichte van de eventuele beweeglijkheid van de verontreinigende stoffen;

2° de noodzaak en de dringendheid van de sanering en, indien bevestigend, de aanbevelingen over de data waarop de saneringshandelingen en -werken aangevat en beëindigd dienen te worden;

3° de aanbevelingen over de eventuele veiligheidsmaatregelen.

In het onderzoek worden de voorstellen en aanbevelingen van de deskundige opgenomen.

§ 4. Indien de conclusies van de deskundige van die aard zijn dat er geen enkele sanering vereist is, worden er in het verslag bijzondere waarden voorgesteld.

Art. 39. - Binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangst van het indelingsonderzoek richt de bevoegde overheid zijn beslissing over het indelingsonderzoek aan de aan verplichtingen onderworpen persoon.

Die beslissing kan ofwel :

1° tot het besluit komen dat het onderzoek niet-conform is indien de inhoud ervan de bestanddelen bedoeld in artikel 38, niet bevat;

2° een aanvullend onderzoek opleggen;

3° besluiten dat er geen enkele andere onderzoeking nodig is en dat de sanering niet vereist is;

4° tot het besluit komen dat er een sanering noodzakelijk is.

In die beslissing wordt aangegeven of de bodemverontreiniging een ernstig risico uitmaakt.

Indien de historische verontreiniging geen sanering vereist en de interventiewaarden overschreden worden, bepaalt de beslissing minstens dat de grondgedeelten waar de interventiewaarden overschreden zijn, aan veiligheidsmaatregelen of opvolgingsmaatregelen of beide tegelijk onderworpen worden.

In het geval bedoeld in het tweede lid, 3°, wordt er een attest gevoegd bij de beslissing die de bijzondere waarden bepaalt. De bevoegde overheid richt dezelfde dag een attest aan de eigenaar indien hij niet de aan verplichtingen onderworpen persoon is.

In het geval bedoeld in het tweede lid, 4°, bepaalt de beslissing de termijn waarin het saneringsproject dient te worden uitgevoerd, evenals de saneringshandelingen en -werken, hun doelstellingen, de eventuele fasering, de data waarop de saneringshandelingen en -werken aangevat en beëindigd dienen te worden en de veiligheidsmaatregelen.

In geval van beslissing bedoeld in het tweede lid, 3°, wordt de zekerheid vrijgegeven.

Art. 40. - Onverminderd artikel 59ter van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt er geen enkel indelingsonderzoek op de grond verricht indien :

1° reeds een indelingsonderzoek is verricht op de grond minder dan twee jaar voor de dag waar op het feit dat aanleiding gaf tot de verplichting om een dergelijk onderzoek te verrichten, zich heeft voorgedaan;

2° saneringshandelingen en -werken gemachtigd door de bevoegde overheid aan de gang zijn;

3° een attest is afgeleverd.

In afwijking van het eerste lid kan de bevoegde overheid een indelingsonderzoek opleggen indien blijkt dat er significante bestanddelen zich hebben voorgedaan zonder dat ze in overweging zijn genomen of konden worden genomen tijdens de uitvoering van het vorig onderzoek, bij de saneringshandelingen en -werken of het afleveren van het attest.

Afdeling III. — Sanering van gronden

Onderafdeling 1. — Gevallen waarin sanering vereist is

Art. 41. - Indien er op de grond een nieuwe verontreiniging plaatsvindt, is sanering vereist indien uit het indelingsonderzoek blijkt, al naar gelang het geval, dat :

1° voor de verontreinigde gronden waarvoor een attest is afgegeven bedoeld in de artikelen 39 en 59, de te bereiken bijzondere waarden overschreden zijn voor minstens één van de geanalyseerde parameters;

2° voor de andere verontreinigde gronden, de grenswaarden, bepaald ter uitvoering van artikel 8, die daarvoor gelden, overschreden zijn voor minstens één van de geanalyseerde parameters en de achtergrondconcentraties voor de betrokken parameters lager zijn dan de gemeten concentraties.

Art. 42. - Indien er op de grond een historische verontreiniging optreedt, is sanering vereist indien tegelijk :

1° uit het indelingsonderzoek blijkt dat de grenswaarden overschreden zijn voor minstens één van de geanalyseerde parameters en dat de achtergrondconcentraties voor de betrokken parameters lager zijn dan de gemeten concentraties;

2° de beslissing van de bevoegde overheid erop wijst dat de bodemverontreiniging een ernstige bedreiging uitmaakt.

Art. 43. - De bepalingen betreffende elk type verontreiniging gelden respectievelijk daar waar twee types verontreinigingen onderscheiden kunnen worden.

Bij ontstentenis gelden de bepalingen betreffende de nieuwe verontreiniging.

Onderafdeling 2. — Doelstellingen van de sanering

Art. 44. - De sanering van een door een nieuwe verontreiniging getroffen grond herstelt de bodem voor de vervuilende stoffen die de grenswaarden overschrijden, op het niveau van de referentiewaarden afgewogen door de achtergrondconcentraties of, bij ontstentenis, op het niveau dat die waarden met behulp van de best mogelijke beschikbare technieken het dichtst benadert.

In afwijking van vorig lid zijn de te bereiken waarden de bijzondere waarden vastgesteld in het attest bedoeld in de artikelen 39 en 59.

Art. 45. - De sanering van een door een historische verontreiniging getroffen grond herstelt de bodem voor de vervuilende stoffen die de grenswaarden overschrijden, op het niveau bepaald door de bevoegde overheid.

Dat niveau streeft de referentiewaarden na en maakt minstens het wegwerken van de ernstige bedreiging voor de menselijke gezondheid en het leefmilieu mogelijk, rekening houdend met de grondkenmerken, meer bepaald met :

1° de aanwezigheid van een bouwwerk, een installatie of een regelmatige activiteit;

2° de ouderdom van de door verontreiniging die de grond treft;

3° de mogelijkheid dat de verontreiniging die de grond treft zichzelf oplost en de termijn waarin dit kan gebeuren;

4° het voorhanden zijn van een project waarvoor een aanvraag tot milieuvergunning, enige vergunning of stedenbouwkundige vergunning of nog een verklaring in de zin van artikel 1, 2°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende milieuvergunning ontvankelijk is verklaard, of een aanvraag tot het krijgen van een stedenbouwkundige vergunning nr. 2 bedoeld bij artikel 150bis, § 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium is ingediend;

5° de toekomstige bestemming van een grond zoals voorlopig vastgesteld bij een ontwerpwijziging van een gewestplan of een ontwerp van gemeentelijk plan van aanleg.

In afwijking van het tweede lid wordt dat niveau vastgesteld op het niveau die door de best mogelijke beschikbare technieken bereikt kunnen worden.

Art. 46. - In geval van aanwezigheid van afvalstoffen in de zin van artikel 33, tweede lid, 5°, beoogt de grondsanering de herintegratie ervan in het leefmilieu ten opzichte van een nieuw functioneel gebruik of met het oog op de uitschakeling van de verontreinigingsrisico's die die afvalstoffen vormen.

Onderafdeling 3. — Saneringshandelingen en -werken

Art. 47. - Een saneringsproject waarbij de wijze van uitvoering van de bodemsanering bepaald wordt, wordt aan de bevoegde overheid gericht.

Onverminderd het derde lid bevat dat project in elk geval :

1° de conclusies, de voorstellen en aanbevelingen van de deskundige die in het indelingsonderzoek opgenomen zijn;

2° de identificatie van de stoffen die via het indelingsonderzoek aangetroffen zijn en waarvan de concentraties beantwoorden aan de criteria vastgesteld in de artikelen 41 en 42, de overeenstemmende volumes en de dringendheid van de door te voeren sanering;

3° een omschrijving van de verschillende technisch relevante saneringsprocédés, samen met voor elkeen ervan :

a. een raming van de verwachte resultaten, onder verwijzing naar de artikelen 44 tot en met 46;

b. een raming van de kostprijs ervan, met inbegrip van de kostprijs van de eventuele opvolgingsmaatregelen;

4° een omschrijving van de restrisico's of de eventuele restricties, met inbegrip van de opvolgingsmaatregelen voor het toekomstige gebruik van de grond onderworpen aan handelingen en werken;

5° een verantwoording van het saneringsprocédé of, in voorkomend geval, van de combinatie van de procédés voorgesteld door de deskundige en de eventuele varianten;

6° een omschrijving van de werken, hun eventuele fasering, de termijnen waarin zij uitgevoerd worden, met inbegrip van de wijze van behandeling of verwerking van de stoffen of bodemdelen dan wel gebouwgedeelten die tijdelijk dan wel definitief verwijderd dienen te worden;

7° de omschrijving van de maatregelen die getroffen worden voor de veiligheid bij de uitvoering van de werken;

8° de impact van de bodemsaneringshandelingen en -werken op de naburige percelen;

9° de na de bodemsanering te treffen opvolgingsmaatregelen, de termijn waarin ze in stand dienen te blijven en een raming van hun kostprijs;

10° een korte uiteenzetting van de milieu-effectenbeoordeling;

11° een niet-technische samenvatting van voornoemde gegevens.

In voorkomend geval bevat het project :

1° de restricties waaraan de gronden na sanering onderworpen worden;

2° de relevante vermeldingen vereist bij of krachtens artikel 115, tweede lid, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, de artikelen 14, 17 en 83, tweede lid, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en artikel 3, § 1, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

Indien het saneringsproject wordt uitgevoerd overeenkomstig artikel 33, tweede lid, 5°, worden de inlichtingen bedoeld in het tweede lid, 1° en 2°, er niet in vervat.

Art. 48. - Op straffe van onontvankelijkheid wordt het saneringsproject in zeven exemplaren bij de bevoegde overheid ingediend bij ter post aangetekend schrijven of overhandigd tegen ontvangstbewijs.

Art. 49. - De bevoegde overheid verstuurt haar beslissing bij ter post aangetekend schrijven waarbij over de volledigheid en de ontvankelijkheid van het saneringsproject beslist wordt, binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de dag waarop zij het saneringsproject ontvangt. Indien het verzoek onvolledig is, richt zij op dezelfde wijze een lijst van de ontbrekende documenten en inlichtingen aan de aan verplichtingen onderworpen persoon en geeft aan dat de procedure te rekenen van de ontvangst ervan opnieuw begint te lopen.

Art. 50. - In de beslissing waarbij zij het saneringsproject volledig en ontvankelijk verklaart, wordt door de bevoegde overheid :

1° overeenkomstig artikel 9bis van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieu-effectenbeoordeling in het Waalse Gewest aangegeven of het project een significante impact op het leefmilieu zou kunnen hebben;

2° de instanties aangegeven die geraadpleegd dienen te worden.

Art. 51. - De dag waarop zij haar beslissing over de volledigheid en de ontvankelijkheid van het saneringsproject aan de aan verplichtingen onderworpen persoon richt overeenkomstig artikel 49, maakt de bevoegde overheid dat project ter advies over aan de verschillende door haar aangewezen instanties.

Art. 52. - De instanties versturen hun advies binnen een termijn van vijftig dagen te rekenen van de dag waarop de zaak bij hen aanhangig is gemaakt.

Indien er geen advies wordt verstuurd of geen ontvangstbewijs wordt overhandigd, wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Art. 53. - De bevoegde overheid richt haar beslissing bij ter post aangetekend schrijven aan de aan verplichtingen onderworpen persoon binnen een termijn van honderdtwintig dagen te rekenen van de dag waarop zij haar beslissing over de de ontvankelijkheid van het project verstuurd heeft.

Indien de bevoegde overheid het saneringsproject goedkeurt,

1° stelt zij de termijn vast waarin de saneringshandelingen en -werken beëindigd dienen te worden;

2° kan zij de persoon met verplichtingen het volgende opleggen :

a. elke voorwaarde die zij nuttig acht om te voorkomen dat het saneringsproject tijdens of na de uitvoering ervan gevaar, hinder of nadeel kan veroorzaken aan mens of leefmilieu;

b. de samenstelling van een zekerheid volgens de modaliteiten bepaald in artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

3° geeft zij in voorkomend geval de relevante vermeldingen aan vereist bij of krachtens artikel 133 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, de artikelen 14 en 45 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en artikel 3, § 1, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

Art. 54. - Indien de bevoegde overheid weigert om het saneringsproject goed te keuren, geeft zij de wijzigingen aan die in het project dienen te worden aangebracht met het oog op een nieuwe indiening ervan overeenkomstig artikel 47.

Indien de bevoegde overheid zich niet uitgesproken heeft binnen de hem opgelegde termijn, wordt het saneringsproject geacht geweigerd te zijn. Het uitblijven van een beslissing binnen een termijn van honderd twintig dagen geeft de verzoeker het recht op een forfaitaire vergoeding van 2.500 euro. De vergoedingsaanvragen vallen onder de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken.

Art. 55. - De goedkeuring van het saneringsproject heeft de waarde van een milieuvergunning, een stedenbouwkundige vergunning, een enige vergunning, een verklaring of een registratie.

Art. 56. - In afwijking van artikel 53 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en artikel 87 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium verstrijkt de goedkeuring van het saneringsproject enkel voor het overblijvende deel van de saneringshandelingen en -werken die niet zijn uitgevoerd indien zij niet zijn uitgevoerd binnen de twee jaar volgend op de datum waarop zij uitgevoerd hadden dienen te worden.

Onderafdeling 4. — Toezicht over de saneringshandelingen en -werken

Art. 57. - De saneringshandelingen en -werken worden uitgevoerd onder het toezicht van een andere deskundige dan diegene die het oriëntatie-, het indelingsonderzoek of het saneringsproject heeft uitgevoerd.

Art. 58. - § 1. Degene die verplicht is om de saneringshandelingen en -werken uit te voeren en de deskundigen lichten de bevoegde overheid regelmatig in over de evolutie van de handelingen en werken, alsmede over elk incident dat de goede afwikkeling ervan zou kunnen verhinderen.

De regering kan de inhoud van het document vaststellen waarmee de staat van vordering die de personen bedoeld in het eerste lid mededelen, de modaliteiten en de vervaldata waarop ze overgemaakt worden, aangeven.

§ 2. Indien er nieuwe bestanddelen te voorschijn treden in de uitvoering van de saneringshandelingen en -werken, kan de bevoegde overheid ofwel op verzoek van de aan verplichtingen onderworpen persoon of de deskundige ofwel op eigen initiatief de voorschriften van het saneringsproject of de voorschriften opgelegd krachtens artikel 53, tweede lid, wijzigen.

Zij richt haar beslissing aan de aan verplichtingen onderworpen persoon bij ter post aangetekend schrijven.

Art. 59. - § 1. Na afloop van de saneringshandelingen en -werken, wordt er een slotevaluatie opgemaakt door de deskundige belast met het toezicht.

In die evaluatie zijn inbegrepen :

1° de doelstellingen van de sanering;

2° de bereikte resultaten, met inbegrip van de bereikte waarden, met, in de gevallen waarin de saneringsdoelstellingen niet bereikt konden worden, een analyse van de restricties;

3° de problemen die tijdens de werken gerezen zijn;

4° de eventuele voorstellen tot restricties in het gebruik en opvolgingsmaatregelen;

5° de eventuele voorstellen tot het uitvoeren van aanvullende werken indien na afloop van de werken blijkt dat de waarde vastgesteld in de goedkeuring van het saneringsproject voor één van de geanalyseerde parameters niet is bereikt, de eventuele voorstellen tot veiligheidsmaatregelen en de raming van de kostprijs van die aanvullende werken.

§ 2. De slotevaluatie wordt gericht aan de bevoegde overheid op de wijze bepaald in artikel 32, eerste lid.

De bevoegde overheid kan, indien zij dat nodig acht, de deskundige horen.

§ 3. Binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de ontvangst van de slotevaluatie levert de bevoegde overheid een attest af :

1° waarbij vastgesteld wordt dat de sanering al dan niet is uitgevoerd overeenkomstig de beslissing tot goedkeuring van het saneringsproject;

2° waarbij de bijzondere waarden bepaald worden;

3° waarbij in voorkomend geval restricties opgelegd worden in het gebruik, of opvolgingsmaatregelen.

Binnen dezelfde termijn legt de bevoegde overheid, in voorkomend geval, aanvullende werken op die uitgevoerd dienen te worden binnen de door haar bepaalde termijn alsmede, in die veronderstelling, de eventuele veiligheidsmaatregelen en het bedrag van de te stellen zekerheid. In dat geval wordt het attest bedoeld in het eerste lid binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van een nieuwe slotevaluatie afgegeven.

De zekerheid gesteld ter uitvoering van artikel 53, tweede lid, 2°, *b*, wordt al naar gelang van het geval, vrijgegeven dan wel aangepast om de kosten te waarborgen die de overheden eventueel zouden moeten maken indien zij zelf in de plaats van de aan verplichtingen onderworpen persoon diens verplichtingen zouden moeten uitvoeren.

De regering kan de wijze van die vrijgave bepalen.

Afdeling IV. — Bepaling gemeen aan de vorige afdelingen

Art. 60. - Indien er verschillende personen aan verplichtingen onderworpen persoon zijn, belegt de bevoegde overheid op de wijze bepaald door de regering één of meer onderlinge overlegvergaderingen.

De personen met verplichtingen wijzen een zaakgelastigde aan die belast is met de betrekkingen met de bevoegde overheid.

De interventie van de deskundige en de onderzoekings- en saneringsverrichtingen zijn gemeen aan die personen met verplichtingen.

HOOFDSTUK V. — *Maatregelen van ambtswege*

Afdeling I. — In aanwezigheid van een persoon met verplichtingen

Art. 61. - § 1. De bevoegde overheid stelt vast dat een persoon met verplichtingen de verplichtingen ingesteld bij of krachtens dit decreet niet heeft nageleefd en stelt hem in gebreke om ze uit te voeren in de door haar bepaalde termijn.

Bij gebrekestelling overeenkomstig het eerste lid licht de bevoegde overheid de persoon of personen die een zekerheid moeten stellen per aangetekend schrijven daarover in en geeft het bedrag en de mogelijke wijzen van betaling aan.

Indien er geen enkele zekerheid gesteld wordt binnen de termijn opgelegd door de bevoegde overheid, laat laatstgenoemde hen een dwangbevel betekenen binnen de vierentwintig uur op straffe van tenuitvoerlegging bij wijze van beslag.

Het stellen van een zekerheid met een onvoldoende bedrag, ten gevolge van de betekening van een dwangbevel, verhindert niet het instellen van vervolgingen.

Als de termijn van het dwangbevel eenmaal verstreken is, kan de bevoegde overheid tot beslag overgaan, op de wijze vastgesteld bij het Gerechtelijk Wetboek, en bestemt het in beslag genomen goed van ambtswege voor het stellen van de zekerheid.

§ 2. Bij hoogdringendheid en het bestaan van een bodemverontreiniging die een ernstig risico uitmaakt, neemt de bevoegde overheid van ambtswege de plaats in, en zonder voorafgaandelijke ingebrekestelling, van de tekortkomende aan verplichtingen onderworpen persoon in de uitvoering van diens verplichtingen, maar licht hem daarover in op zijn kosten.

Afdeling II. — In afwezigheid van een aan verplichtingen onderworpen persoon

Art. 62. - In afwezigheid van de aan verplichtingen onderworpen persoon aangewezen overeenkomstig artikel 18 heeft de bevoegde overheid de mogelijkheid en, indien de bodemverontreiniging een ernstig risico uitmaakt, de verplichting om van ambtswege in de uitvoering van de verplichtingen bedoeld in artikel 16 te voorzien, in opdracht en ten laste van degene die daarin moet voorzien.

Afdeling III. — Veiligheidsmaatregelen

Art. 63. - In geval van hoogdringendheid treft de bevoegde overheid onverminderd de bevoegdheden en de prerogatieven van andere overheden en onverminderd gerechtelijke vervolgingen, op eigen initiatief en, in voorkomend geval, zonder ingebrekestelling van de aan verplichtingen onderworpen persoon maar nadat laatstgenoemde ingelicht is, veiligheidsmaatregelen in opdracht en ten laste van degene die daarin moet voorzien.

Indien er een risico op ernstige bedreiging bestaat, treft de bevoegde overheid indien de referentiewaarden, de grenswaarden en de interventiewaarden niet zijn vastgesteld voor één of verschillende verontreinigende stoffen waarvan de aanwezigheid op een grond is vastgesteld, op eigen initiatief en, in voorkomend geval, zonder ingebrekestelling van de aan verplichtingen onderworpen persoon maar nadat laatstgenoemde ingelicht is, veiligheidsmaatregelen in opdracht en ten laste van degene die daarin moet voorzien.

Art. 64. - De beslissing van de bevoegde overheid heeft de waarde van een verklaring, een milieuvergunning, een enige vergunning of een stedenbouwkundige vergunning en, in voorkomend geval, schort zij in de mate en voor de duur die zij aangeeft, de procedure bedoeld in de artikelen 31 en volgende op.

Afdeling IV. — Lijst van de interventies van ambtswege toevertrouwd aan de maatschappij

Art. 65. - Op voorstel van de maatschappij stelt de regering jaarlijks de lijst vast van de interventies van ambtswege met de uitvoering waarvan de maatschappij belast wordt. Die interventies worden onderworpen aan de procedure bedoeld in artikel 169/3, §§ 4 tot en met 6, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

Afdeling V. — Algemene bepaling

Art. 66. - De bevoegde overheid kan een beroep doen op het leger, de civiele bescherming en de politiediensten om in de uitvoering te voorzien van de onderzoekings- en saneringsmaatregelen bedoeld in hoofdstuk VI van dit decreet of van de maatregelen van ambtswege bedoeld in dit hoofdstuk en artikel 70, evenals om in de veiligheid van die verrichtingen te voorzien. Ze richt het verzoek daartoe aan de bevoegde leden van de federale Regering.

De regering kan de gemeentelijke overheden eveneens bevelen om alle technische en menselijke middelen in te zetten om in de goede afwikkeling van die maatregelen te voorzien, vergoedt ze daarvoor en licht er de betrokken bevolking over in.

HOOFDSTUK VI. — *Rechtsvorderingen*

Art. 67. - De bevoegde overheid heeft de mogelijkheid om de naleving van de verplichtingen ingesteld bij of krachtens dit decreet voor de bevoegde rechter te laten vervolgen, ten laste van de aan verplichtingen onderworpen persoon.

De rechter veroordeelt de aan verplichtingen onderworpen persoon, op verzoek van de bevoegde overheid, tot de uitvoering van de verplichtingen bedoeld in artikel 16.

Art. 68. - § 1. De dagvaarding voor de rechtbank wordt overgeschreven op de hypotheekbewaring van de toestand van de goeden, op benaerstiging van de gerechtsdeurwaarder.

De dagvaarding dient de kadastrale aanwijzing van het goed dat het voorwerp van een overtreding uitmaakt, in te houden en er de eigenaar van te identificeren in de vorm en onder de straf bepaald in artikel 12 van de wet van 10 oktober 1913.

Elke beslissing die in het geding getroffen wordt, wordt vermeldt op de kant van de overschrijving van de dagvaarding of het exploit volgens de procedure bepaald bij artikel 84 van de wet van 16 december 1851 over de revisie van de hypotheekregeling.

Hetzelfde geldt voor het attest bedoeld in artikel 59, § 3.

§ 2. De griffier van de burgerlijke of strafrechtbank geeft aan de bevoegde overheid kennis van het afschrift van de dagvaardingen tot verschijning voor de feitenrechter zowel in eerste aanleg als in beroep, betreffende de overtredingen bedoeld in artikel 73.

Van de vonnissen en arresten waarbij artikel 73 wordt toegepast, wordt door de griffier van de rechtbank kennis gegeven aan de bevoegde overheid en tegelijk aan de veroordeelde.

Art. 69. - De rechten van benadeelde derden die ofwel samen met de openbare overheden ofwel afzonderlijk optreden worden voor de rechtstreekse vergoeding beperkt tot die gevorderd door de bevoegde overheid, onverminderd het recht op schadevergoeding ten laste van de veroordeelde.

Art. 70. - § 1. Onverminderd de toepassing van hoofdstuk XXIII van boek IV van het vierde deel van het Gerechtelijk Wetboek beveelt het vonnis dat indien de veroordeelde zijn verplichtingen niet uitvoert, de bevoegde overheid en, eventueel, de benadeelde derde van ambtswege in de tenuitvoerlegging ervan zullen kunnen voorzien.

Degene die het vonnis ten uitvoer legt, heeft het recht om de bouwmaterialen en voorwerpen voortvloeiend uit de saneringsverrichtingen te verkopen, te vervoeren, op te slaan en te vernietigen op een door hem gekozen plaats.

De veroordeelde wordt gedwongen tot de terugbetaling van alle kosten van de tenuitvoerlegging, na aftrek van de prijs van de verkoop van de bouwmaterialen en voorwerpen, na overlegging van een door de beslagrechter geraamde en uitvoerbaar verklaarde staat.

§ 2. Op verzoek van de bevoegde overheid legt de rechter de veroordeelde het stellen van een zekerheid, overeenkomstig artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, op, bestemd voor het waarborgen van de uitvoering van diens verplichtingen ingesteld bij of krachtens dit decreet.

HOOFDSTUK VII. — *Overtredingen*

Art. 71. - Gestraft wordt met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en een geldboete van 250 euro tot 12.500 euro of met enkel één van die straffen degene die :

1° niettegenstaande een ingebrekestelling door de bevoegde overheid overeenkomstig artikel 61, § 1, de verplichtingen bedoeld in artikel 16 niet uitvoert;

2° veroordeeld krachtens 1° van dit artikel, de verplichtingen opgelegd door de rechter niet binnen de voorgeschreven termijn uitvoert of de door de rechter vastgestelde verbodsbepalingen overtreedt;

3° de uitvoering van de verplichtingen bedoeld in artikel 16 verhindert;

4° de uitvoering van de maatregelen van ambtswege bedoeld in de artikelen 61, § 2, 62, 63 en 70 verhindert;

5° het toezicht geregeld krachtens de artikelen 4 en 72 verhindert;

6° de inlichting gevraagd overeenkomstig artikel 5 niet verstrekt.

HOOFDSTUK VIII. — *Opsporen en vaststellen van de overtreding*

Art. 72. - § 1. Onverminderd de plichten van de officieren van de gerechtelijke politie zijn de burgemeester en de ambtenaren en persoonsleden daartoe aangewezen door de regering bevoegd om in het toezicht over de uitvoering van het decreet en diens uitvoeringsbesluiten te voorzien.

Daartoe kunnen ze in de uitoefening van hun opdracht :

1° op elk uur van de dag en de nacht alle plaatsen, zelfs gesloten en overdekt, betreden indien zij ernstige redenen hebben om te geloven dat er een overtreding van het decreet of diens uitvoeringsbesluiten begaan wordt; indien het een plaats betreft die een woonplaats uitmaakt in de zin van artikel 15 van de Grondwet, is de voorafgaandelijke machtiging van de onderzoeksrechter vereist;

2° om de bijstand van de federale dan wel lokale politie verzoeken;

3° op grond van ernstige aanwijzingen op een overtreding alle onderzoeken, controles, enquêtes verrichten en alle inlichtingen inwinnen die noodzakelijk worden geacht om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van dit decreet worden nageleefd en meer bepaald :

a. elke persoon ondervragen over elk feit waarvan de kennis nuttig is voor de uitoefening van het toezicht;

b. zich ter plaatse elk document laten voorleggen of elk document, stuk of titel nuttig voor de vervulling van hun opdracht opsporen, er een fotografisch afschrift of ander van nemen, of het tegen ontvangstbewijs medenemen;

4° boringen, monsternemingen of analyses laten verrichten overeenkomstig de regels vastgesteld door de regering. Indien uit het protocol van een analyse blijkt dat er een overtreding is begaan, wordt daarvan proces-verbaal opgesteld overeenkomstig paragraaf 2. Daarnaast wordt in het proces-verbaal de overtreder op de mogelijkheid gewezen om op eigen kosten een tegenanalyse te laten verrichten;

5° de voertuigen die voor het vervoer gebruikt worden, tegenhouden en hun lading controleren;

6° elke bewaringsmaatregel treffen die noodzakelijk is met het oog op de bewijsvoering en, meer bepaald, tijdens een termijn van niet meer dan tweeënzeventig uur :

a. verbieden om voorwerpen te verplaatsen of de vestigingen of installaties die gediend zouden kunnen hebben om een overtreding te begaan, te verzegelen;

b. de vervoersmiddelen en andere stukken die gediend zouden kunnen hebben om een overtreding te begaan, tegen en staande te houden of te verzegelen.

Zij lichten de procureur des Konings en de bevoegde overheid waarover in binnen de vierentwintig uur.

De ambtenaren en personeelsleden leggen de eed af voor de rechtbank van eerste aanleg van hun verblijfplaats. De hoofdgriffier maakt aan zijn collega's van de rechtbanken van eerste aanleg die zich in het ambtsgebied bevinden waar de ambtenaar of het personeelslid zijn ambt zal uitoefenen, een afschrift over van de opdracht en de akte van eedaflegging.

Bij een eenvoudige woonplaatswijziging hoeven ze niet opnieuw de eed af te leggen.

§ 2. Bij overtreding van dit decreet en diens uitvoeringsbesluiten stellen de ambtenaren en personeelsleden bedoeld in paragraaf 1 proces-verbaal op dat bewijskracht heeft tot en met het bewijs van het tegendeel; dat proces-verbaal wordt aan de procureur des Konings overgemaakt en, op straffe van nietigheid, bij ter post aangetekend schrijven aan de overtreder binnen de vijftien dagen nadat het is opgesteld.

HOOFDSTUK IX. — *Subsidies*

Art. 73. - Op de wijze vastgesteld door de regering kan het Waalse Gewest een subsidie verlenen aan elke natuurlijke of publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon om een oriëntatieonderzoek, een indelingsonderzoek of een saneringsproject in de zin van dit decreet uit te voeren.

Die subsidie maakt een de minimis-steun uit in de zin van Verordening (EG) nr. 69/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de de minimis-steun. Het totaalbedrag van de toegekende steun kan de 100.000 euro over een periode van drie jaar, berekend overeenkomstig artikel 2 van die Verordening, niet overschrijden.

Indien de subsidiegerechtigde een onderneming is, namelijk elke natuurlijke of rechtspersoon die op de markt goeden of diensten aanbiedt, verbindt hij zich ertoe voor het ontvangen van de subsidie bedoeld in het eerste lid, aangifte te doen van elke steun die hij in de afgelopen drie jaar reeds gekregen heeft. Om het subsidiebedrag te berekenen wordt rekening gehouden met de andere de minimis-steun, waarbij het totaal van alle steun de 100.000 euro over een periode van drie jaar niet mag overschrijden.

HOOFDSTUK X. — *Opheffings- en wijzigingsbepalingen*

Afdeling I.

Decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieueffectenbeoordeling in het Waalse Gewest

Art. 74. - In artikel 1, 4°, van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieu-effectenbeoordeling in het Waalse Gewest worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. Littera *c* wordt hersteld in volgende bewoordingen :

« *c.* de saneringsprojecten bedoeld in artikel 47 van het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems; ».

2. Er wordt een nieuwe littera *d* ingevoegd luidend als volgt

« *d.* de herontwikkelingsprojecten bedoeld in de artikelen 169/5 en 169/10 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium; ».

3. De litterae *d.* en *e.* worden respectievelijk *e.* en *f.*

Art. 74bis. - In artikel 9, § 3, van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieu-effectenbeoordeling in het Waalse Gewest, tussen het eerste en het tweede lid, dat het derde lid wordt, een nieuw tweede lid invoegen luidend als volgt :

« Indien het project een installatie of een activiteit betreft opgenomen op de lijst bedoeld in artikel 3, vijfde lid, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning bevat de omschrijving van het project bedoeld onder 1° in ieder geval :

1° inlichtingen van algemene aard en, meer bepaald, de eventuele gegevens betreffende de betrokken grond vermeld in de gegevensbank bodemtoestand bedoeld in artikel 14 van het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems en de van toepassing zijnde waarden, met inbegrip van de achtergrondconcentraties in de zin van hetzelfde decreet;

2° een historiek van de site en, in voorkomend geval, van de lopende uitbating;

3° inlichtingen van geologische, hydrologische of hydrogeologische aard. »

Afdeling II. — Decreet van 30 april 1990

over de bescherming en de uitbating van grond- en tot drinkwater verwerkbaar water

Art. 75. - Artikel 21, § 1, eerste lid, 3°, van het decreet van 30 april 1990 over de bescherming en de uitbating van grond- en tot drinkwater verwerkbaar water wordt vervangen door volgende bewoordingen :

« 3° licht de bevoegde overheid in de zin van artikel 2, 14°, van het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems in. »

Art. 76. - In artikel 23 van hetzelfde decreet van 30 april 1990 over de bescherming en de uitbating van grond- en tot drinkwater verwerkbaar water wordt er een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Hij legt in voorkomend geval de naleving van de bepalingen van het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems op. »

Afdeling III. — Decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting van de afvalstoffen in het Waalse Gewest

Art. 77. - In artikel 7, § 3, eerste lid, a., van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting van de afvalstoffen in het Waalse Gewest worden volgende wijzigingen aangebracht.

1. De woorden « van een renovatie overeenkomstig een plan waarvan de Executieve de geldigheidsvoorwaarden vastgesteld heeft » worden vervangen door de woorden « van een saneringsproject van de grond overeenkomstig de bepalingen van het decreet betreffende de sanering van verontreinigde gronden ».

2. De woorden « met dien verstande dat de renovatie bestaat in het verwezenlijken van elke verrichting voor de wegwerking van afvalstoffen of het herstellen van de plaats in oorspronkelijke staat, de goedkeuring van elke maatregel voor de duurzame vrijwaring van het milieu en de menselijke gezondheid » worden geschrapt.

Art. 78. - Artikel 7, § 3, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende tekst :

« De aanwezigheid van afvalstoffen bedoeld in deze paragraaf maakt opnieuw een feit uit dat aanleiding tot belasting geeft indien het ontwerp-saneringsplan niet goedgekeurd wordt overeenkomstig de bepalingen van het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems, indien de saneringshandelingen en -werken niet zijn aangevat op de datum waarop zij aangevat dienen te zijn overeenkomstig de bepalingen van het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems, indien de saneringshandelingen en -werken niet beëindigd zijn op de datum waarop zij beëindigd dienen te zijn overeenkomstig de bepalingen van het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems en indien de aanvullende werken niet zijn uitgevoerd binnen de termijn bepaald overeenkomstig de bepalingen van het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems. »

Afdeling IV. — Decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen

Art. 79. - Artikel 39 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen wordt aangevuld met de paragrafen 6 en 7 luidend als volgt :

« § 6. De waarborg van het Gewest tegenover derden wordt toegekend aan de maatschappij tegen de voorwaarden bepaald door de regering, voor de intrest en de afschrijving van de door de maatschappij uit brengen obligaties en voor de aan te gane leningen.

Bij niet-terugbetaling van de obligaties of leningen en daarmee in verband staande betalingen verstrekt het Gewest aan de maatschappij de aan de derden verschuldigde sommen.

§ 7. De regering kan onroerende goeden en participaties die eigendom van het Gewest zijn, als kapitaalbreng aan de maatschappij verstrekken ».

Art. 80. - In artikel 42, § 1, eerste lid, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen wordt een 3° ingevoegd luidend als volgt :

« 3° licht de bevoegde overheid in de zin van artikel 2, 14°, van het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems in. »

Art. 81. - Artikel 43, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een paragraaf 5 luidend als volgt :

« § 5. De regering licht de bevoegde overheid in de zin van artikel 2, 14°, van het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems in over de overeenkomstig dit artikel getroffen maatregelen. »

Art. 82. - In artikel 47, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt een 3° toegevoegd luidend als volgt :

« 3° licht de bevoegde overheid in de zin van artikel 2, 14°, van het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems in. »

Art. 83. - Artikel 58, § 3, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met volgend lid :

« Hij legt in voorkomend geval de naleving van de bepalingen van het decreet betreffende de sanering van de verontreinigde bodems op. »

TITEL V. — Slot- en overgangsbepalingen

Art. 27. De verplichtingen bedoeld in artikel 169 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium gelden enkel voor te herontwikkelen bedrijfsruimten waarvan de omtrek definitief door de regering is vastgesteld na inwerkingtreding van dit decreet.

Die verplichting geldt evenwel enkel voor de afgedankte bedrijfsruimten waarvan het definitieve besluit geldt van voor de de inwerkingtreding van dit decreet en waarvoor de regering beslist dat ze gelijk worden gesteld met te herontwikkelen bedrijfsruimten. Het besluit van de regering waarmee een afgedankte bedrijfsruimte gelijk wordt gesteld met een te herontwikkelen bedrijfsruimte wordt onderworpen aan de formaliteiten van artikel 169/1 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

De regering grondt zijn beslissing meer bepaald op de volgende criteria :

1° de staat van het of de goeden blijft strijdig met de zorgvuldige inrichting van de site;

2° de rol van het goed in de structuur van het grondgebied waar het gelegen is;

3° er bestaat een risico voor de menselijke gezondheid en de kwaliteit van het leefmilieu.

Art. 28. De aanvraag tot het verkrijgen van een milieuvergunning, een stedenbouwkundige vergunning of een enige vergunning, vereist voor de behoeften van de sanering van de grond waarvan het bericht van ontvangst dateert van vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet wordt verder behandeld volgens de op de datum van het bericht van ontvangst vigerende bepalingen.

Art. 29. De aanvraag tot goedkeuring van het herontwikkelingsplan in de zin van artikel 7, § 7, van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting van de afvalstoffen in het Waalse Gewest of het saneringsplan van een site in de zin van artikel 381/bis/67 van titel I van het Algemeen Reglement op de arbeidsbescherming vereist voor de behoeften van de sanering van de grond waarvan het bericht van ontvangst dateert van voor de datum van inwerkingtreding van dit decreet wordt verder behandeld volgens de op de datum van het bericht van ontvangst vigerende bepalingen.

Art. 30. De maatregelen getroffen krachtens de artikelen 42, 43 en 47 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen met het oog op de grondsanering, evenals de veiligheidsmaatregelen getroffen krachtens dezelfde artikelen voor de datum van inwerkingtreding van dit decreet, worden geregeld bij de bepalingen die op datum van hun goedkeuring van kracht waren.

Het eerste lid geldt eveneens voor de veiligheidsmaatregelen en de maatregelen met het oog op de grondsanering getroffen krachtens artikel 21 van het decreet van 30 april 1990 over de bescherming en de uitbating van grondwater en tot drinkwater verwerkbaar water of krachtens de artikelen 71 en 74 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Art. 31. Uitgezonderd de artikelen 2 tot en met 6, 167 en 168_{sub} artikel 11, 1, 2 en 4_{sub} artikel 26, 8 tot en met 15_{sub} artikel 26, 25 tot en met 30_{sub} artikel 26, treedt dit decreet in werking op de datum vastgesteld door de regering.

Bekrachtigen dit decreet, bevelen dat het bekend wordt gemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 1 april 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad 333 (2003-2004) nrs. 1 tot en met 14.

Volledig verslag, openbare vergadering van 31 maart 2004.

Bespreking - Stemming.

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur

[C – 2004/35892]

Raad voor Cultuur. — Benoemingen

Bij besluit van de Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Cultuur, Jeugd en Ambtenarenzaken, van 14 mei 2004, dat in werking treedt op 14 mei 2004, worden, enerzijds, de heren Hugo De Vos, Rondehuisjesdreef 10, 9031 Drogen, en Geert Puype, Geluwestraat 28, 9830 Menen, aangesteld door de Raad voor Volksontwikkeling en Cultuurspreiding op de plenaire zitting van 11 februari 2004, en, anderzijds, de heer Gi Mateusen, Cornelis Mertenslaan 3, 2360 Oud-Turnhout, aangewezen door de Vlaamse Mediaraad op de plenaire zitting van 1 maart 2004, benoemd tot leden van de Raad voor Cultuur.